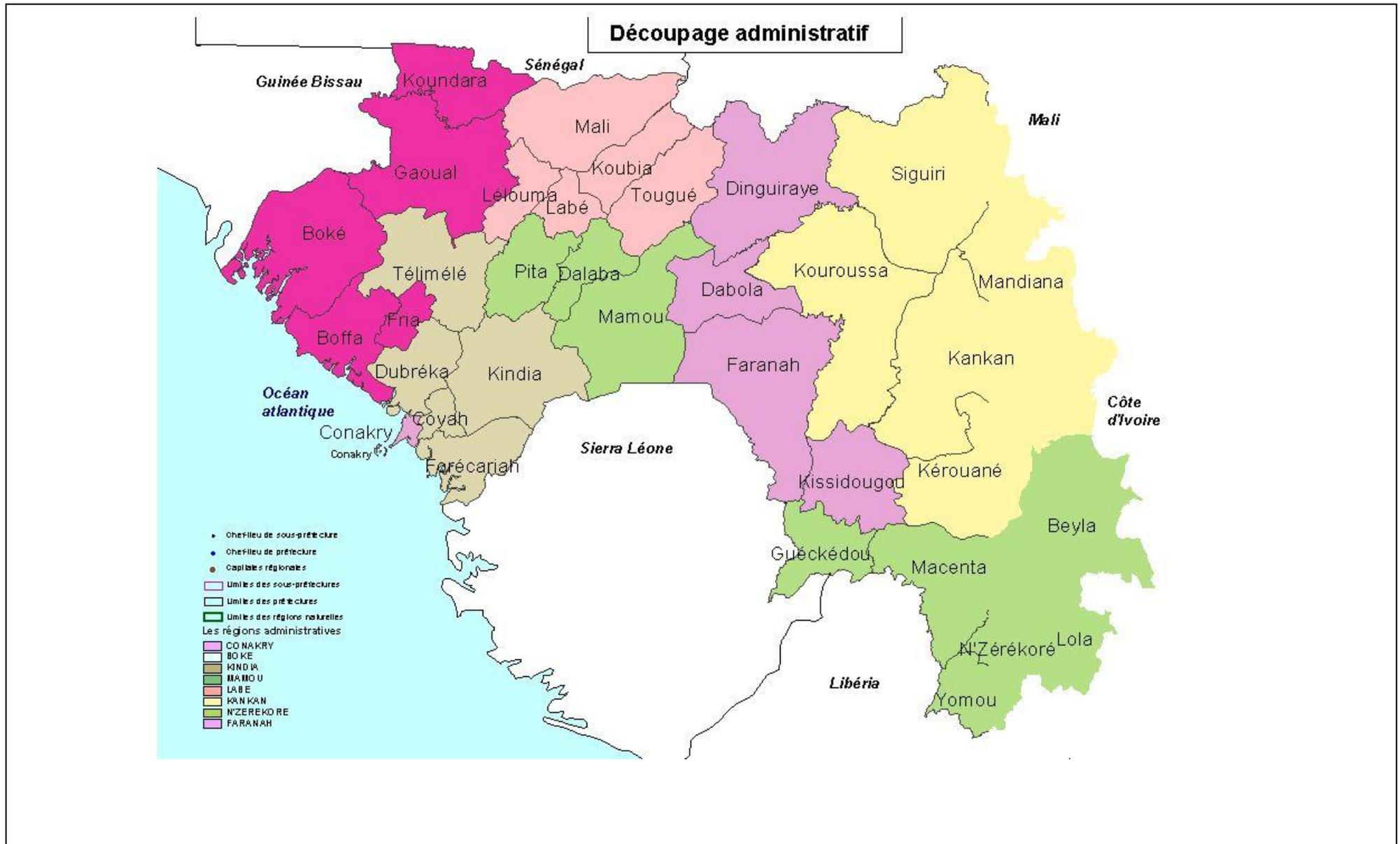




**BANQUE CENTRALE DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE**

**RAPPORT ANNUEL
2018**

CARTE ADMINISTRATIVE DE LA GUINEE



**LETTRE INTRODUCTIVE ADRESSEE A SON EXCELLENCE
MONSIEUR
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

PAR

**MONSIEUR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE CENTRALE DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE**

REPUBLIQUE DE GUINEE



BANQUE CENTRALE

Le Gouverneur

à

Son Excellence Monsieur le

Président de la République

Objet : Rapport annuel 2018 de la Banque Centrale de la République de Guinée

Excellence Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur et l'agréable plaisir de soumettre à votre haute attention, conformément aux dispositions de la loi L/2014/016/AN portant Statut de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), le Rapport Annuel de la BCRG pour l'année 2018.

Le présent rapport retrace les évolutions majeures de l'activité économique mondiale et de l'économie nationale. Il décrit également les activités réalisées par la Banque Centrale et les perspectives pour les prochaines années.

Excellence Monsieur le Président de la République,

En 2018, l'environnement économique international est marqué par des tensions commerciales entre les Etats-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux, et les incertitudes liées au Brexit. Cette situation a contribué au ralentissement de la croissance économique mondiale qui s'est établie à 3,6 % contre 3,8 % en 2017.

Au niveau de la zone euro, la croissance économique fléchit à 1,8 % contre 2,4 % en 2017. Dans les économies émergentes et en développement, le taux de croissance ralentit à 4,6 % contre 4,8 % en 2017. En Afrique subsaharienne, il se situe à 3,1 % contre 2,8 % en 2017.

L'inflation augmente dans les pays avancés et dans les pays émergents, ainsi que dans les pays en développement. Le taux d'inflation atteint 1,8 % dans la zone euro, 4,8 % dans les pays émergents et les pays en développement, et 8,6 % en Afrique subsaharienne.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Au niveau national, le PIB réel progresse de 5,8 % en 2018, en raison du dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire.

Le taux d'inflation en glissement annuel passe de 9,6 % en décembre 2017 à 9,9 % en décembre 2018, dû essentiellement à l'accroissement des prix des « produits alimentaires, boissons et tabacs », « habillement » et « transport ». En moyenne annuelle, il se situe à 9,8 % contre 8,9 % en 2017.

L'exécution budgétaire de l'Etat s'est soldée par une baisse du déficit qui s'établit à 0,9 % du PIB, contre 2,3 % du PIB en 2017, grâce aux efforts du Gouvernement dans la mobilisation des recettes intérieures et à la maîtrise des dépenses publiques.

La conduite de la politique monétaire est marquée par le maintien des conditions monétaires. A ce titre, le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires sont restés respectivement à 12,5 % et à 16 %.

La gestion de la politique de change est axée sur la stabilisation du taux de change et le renforcement des réserves de change afin de préserver la valeur externe de la monnaie.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Les perspectives de la croissance économique du pays devraient s'améliorer au cours des prochaines années, grâce à la réalisation de nombreux projets dans les secteurs des mines, de l'agriculture, de l'énergie, de la construction et de l'hôtellerie. Selon les prévisions du cadrage macroéconomique d'avril 2019, le taux de croissance moyen du PIB réel devrait s'établir à 6,5 % sur la période 2019-2023.

La Banque Centrale continuera à mener une politique monétaire prudente afin de garantir la stabilité des prix, gage d'une croissance économique forte et durable.

La politique monétaire sera articulée sur la gestion efficace de la liquidité afin de maintenir la stabilité des prix. En matière de politique de crédit, la BCRG poursuivra la mise en place du mécanisme de financement du secteur agricole via les banques et de lever les contraintes qui pèsent sur le financement de l'agriculture.

Dans le domaine des changes, la BCRG entend poursuivre les mesures de renforcement des réserves de change par l'application de la réglementation des changes en matière de rapatriement des recettes d'exportation, et de celle liée à la facturation en monnaie nationale.

En prélude à la mise en place du Comité de Politique Monétaire, la BCRG compte finaliser le système de prévision et d'analyse des politiques économiques pour aider à la prise de décision.

Dans le cadre de l'amélioration de l'inclusion financière, la Banque Centrale continuera la construction des Agences à l'intérieur du pays, la modernisation du système de paiement et le développement de la monétique pour renforcer le processus de bancarisation de l'économie.

*Je vous prie de bien vouloir agréer, **Excellence Monsieur le Président de la République**, l'expression renouvelée de ma très haute et déférente considération.*

Dr. Louncény NABE

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	10
LISTE DES GRAPHIQUES	11
LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCRG AU 31 DECEMBRE 2018	12
LISTE DES MEMBRES DU CABINET ET DES DIRECTEURS GENERAUX DE LA BCRG AU 31 DECEMBRE 2018.....	13
CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	16
1.1 ACTIVITES ECONOMIQUES	16
1.2 INFLATION ET MATIERES PREMIERES	18
1.2.1 Inflation	18
1.2.2 Matières premières	19
1.3 MARCHÉ DES CHANGES	21
1.4 POLITIQUES MONÉTAIRES	22
CHAPITRE 2 : SECTEUR REEL.....	23
2.1 PRODUCTION NATIONALE.....	23
2.1.1 Secteur primaire	23
2.1.2 Secteur secondaire	24
2.1.3 Secteur tertiaire	24
2.2 CONSOMMATION FINALE	25
2.3 INVESTISSEMENTS.....	26
2.4 INFLATION	26
CHAPITRE 3 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ÉTAT	29
3.1 RECETTES ET DONNS	29
3.2 DEPENSES TOTALES	30
3.3 SOLDE ET FINANCEMENT	32
3.4 DETTE PUBLIQUE.....	32
3.4.1 Dette extérieure.....	32
3.4.2 Dette Intérieure	33
CHAPITRE 4 : MONNAIE, CREDIT ET CHANGE.....	35
4.1 COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE.....	35
4.2 CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE	35
4.2.1 Avoirs extérieurs nets.....	35
4.2.2 Avoirs intérieurs nets	36
4.3 GESTION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE ET OPERATIONS DE CREDIT	36
4.3.1 Opérations d'open market, de prises en pension et des opérations interbancaires collatéralisées	37
4.3.2 Réserves obligatoires	38
4.3.3 Taux directeur.....	38
4.3.4 Evolution des dépôts	38
4.3.5 Evolution des crédits	39
4.3.6 Système d'Information du Crédit (SIC)	40

4.4 OPERATIONS ET REGLEMENTATION DES CHANGES.....	42
4.4.1 Evolution du taux de change	42
4.4.2 Marché aux enchères bilatérales de devises (MEBD)	43
4.4.3 Suivi des activités des bureaux de change et des établissements de transfert d'argent	43
4.4.4 Exécution du budget en devises de la Nation	45
CHAPITRE 5 : SECTEUR EXTERIEUR	47
5.1 COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	47
5.1.1 Balance commerciale.....	48
5.1.2 Balance des services.....	50
5.1.3 Balance des revenus primaires	50
5.1.4 Balance des revenus secondaires.....	50
5.2 COMPTE DE CAPIAL	51
5.3 COMPTE FINANCIER.....	51
CHAPITRE 6 : ACTIVITES DE SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIERES	53
6.1 PAYSAGE BANCAIRE	53
6.1.1 Situation	53
6.1.2 Evolution des postes du bilan.....	53
6.1.3 Activités de supervision	55
6.2 INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	57
6.2.1 Situation	57
6.2.2 Activités de supervision	61
6.3 ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)	62
6.3.1 Situation	62
6.3.2 Activités de supervision	63
6.4 SOCIETES D'ASSURANCE.....	64
6.4.1 Situation	64
6.4.2. Charges techniques.....	66
6.4.3. Réassurance	66
6.4.4 Activités de supervision	66
CHAPITRE 7 : ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE	68
7.1 APPROVISIONNEMENT DE L'ECONOMIE EN MOYENS DE PAIEMENT	68
7.1.1 Gestion des comptes courants, virements et compensations	68
7.1.2 Opérations en devises.....	68
7.2 GESTION FIDUCIAIRE.....	69
7.2.1 Assainissement de la circulation fiduciaire	69
7.2.2 Emission et monnaie en circulation	71
7.3 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	72
7.3.1 Gestion administrative du personnel	72
7.3.2 Amélioration des conditions de vie du personnel.....	72
7.4 ACTIONS DE FORMATION.....	73

7.5 SECURITE DU PATRIMOINE ET DU PERSONNEL.....	74
7.6 ETUDES ET RECHERCHE.....	75
CHAPITRE 8 : ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE.....	77
8.1 ANALYSE DU BILAN.....	77
8.1.1 Analyse des postes de l'actif	77
8.1.2 Analyse des postes du passif	80
8.2 ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT	81
8.2.1 Produits	81
8.2.2 Charges.....	82
8.2.3 Résultat d'exploitation.....	83
8.2.4 Résultat exceptionnel	83
8.2.5 Résultat de l'exercice	83
CHAPITRE 9 : COOPERATION SOUS REGIONALE ET RELATIONS INTERNATIONALES.....	84
9.1 PERFORMANCES DES PAYS PAR RAPPORT AUX CRITERES DE CONVERGENCE.....	84
9.1.1 Critères de convergence de premier rang	84
9.2.2 Critères de convergence de second rang.....	84
9.2 PRINCIPALES DECISIONS ISSUES DE LA 5 ^{ème} REUNION DE LA TASK FORCE PRESIDENTIELLE.....	85
CHAPITRE 10 : PERSPECTIVES ET POLITIQUES POUR 2019.....	86
10.1 PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE	86
10.2 PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE GUINEENNE.....	88
10.2.1 Secteur réel.....	88
10.2.2 Finances publiques	88
10.2.3 Politiques monétaire et de change.....	89
ANNEXES.....	91

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance (en %)	18
Tableau 2 : Evolution de l'inflation dans le monde (en %)	19
Tableau 3 : Indices des matières premières	20
Tableau 4 : Evolution des prix des produits primaires	21
Tableau 5 : Evolution des prix des métaux précieux	21
Tableau 6 : Stock de la dette publique extérieure en fin de période (en millions USD)	33
Tableau 7 : Encours dette intérieure (en milliards de GNF)	34
Tableau 8 : Situation monétaire intégrée (en milliards GNF sauf les réserves de changes)	36
Tableau 9 : Progression des encours de BDT 2015 à 2018 (en milliards GNF)	37
Tableau 10 : Evolution des dépôts dans les banques (milliards GNF)	39
Tableau 11 : Evolution du crédit dans les banques (milliards GNF)	40
Tableau 12 : Risques-clients par nature de crédit au 31 décembre 2017 (en milliards GNF)	41
Tableau 13 : Evolution de la Balance des paiements (millions de dollars)	47
Tableau 14 : Evolution de la Balance des services (en millions USD)	50
Tableau 15 : Situation des revenus primaires (en millions USD)	50
Tableau 16 : Situation des revenus secondaires (en millions USD)	51
Tableau 17 : Mouvement des capitaux (en millions USD)	51
Tableau 18 : Evolution des principaux agrégats du secteur entre 2014 et 2018	58
Tableau 19 : Répartition des fonds propres par catégorie des IMF (en milliards GNF)	58
Tableau 20 : Evolution du résultat par catégorie des IMF (en milliards GNF)	59
Tableau 21 : Part de marché des huit IMF qui dominent le secteur des IMF	59
Tableau 22 : Evolution du portefeuille des crédits en souffrance (en milliards GNF) en 2018	60
Tableau 23 : Evolution des concours accordés par secteur d'activité (en %)	60
Tableau 24 : Evolution des principaux indicateurs sur les EME (à fin de période)	62
Tableau 25 : Liste des EME agréés	63
Tableau 26 : Evolution des parts de marché (à fin de période)	63
Tableau 27 : Evolution du chiffre d'affaires de 2016 à 2018 (en milliards GNF)	65
Tableau 28 : Situation des billets retirés de la circulation (BRC) en 2018	69
Tableau 29 : Situation des billets détruits (en GNF)	70
Tableau 30 : Situation des faux billets	70
Tableau 31 : Structure des émissions de billets	71
Tableau 32 : Dépenses d'assistance médicale et paramédicale	73
Tableau 33 : Evolution des créances sur l'étranger (milliards GNF)	78
Tableau 34 : Situation des principales devises	78
Tableau 35 : Décomposition des créances sur les entreprises publiques non financières et les particuliers (milliards GNF)	79
Tableau 36 : Décomposition des engagements envers les organismes internationaux (milliards GNF)	80
Tableau 37 : Evolution des dépenses de fonctionnement (en milliards GNF)	82
Tableau 38 : Nombre de pays remplissant les critères de convergence au sein de la CEDEAO	85

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des indices des matières premières.....	19
Graphique 2 : Evolution des prix du baril du pétrole (en USD).....	20
Graphique 3 : Evolution du cours du dollar US par à l'euro et à la livre sterling.....	22
Graphique 4 : Evolution des taux directeurs à l'international.....	22
Graphique 5 : Evolution du taux de croissance du PIB et celui du PIB / tête (en %).....	23
Graphique 6 : Evolution du taux de croissance par secteurs d'activités (en %).....	25
Graphique 7 : Evolution du taux de croissance de la consommation finale (en %).....	25
Graphique 8 : Evolution du taux de croissance des investissements (en %).....	26
Graphique 9 : Evolution de l'inflation en glissement annuel et de l'inflation sous-jacente (%)	27
Graphique 10 : Evolution de la répartition des recettes par secteur (en milliards GNF).....	30
Graphique 11 : Evolution des composantes des dépenses (en milliards GNF).....	30
Graphique 12 : Evolution du financement du solde budgétaire (milliards GNF).....	31
Graphique 13 : Répartition du crédit par secteur d'activité (%).....	41
Graphique 14 : Evolution du taux de change GNF/USD et GNF/EURO (à fin de période)....	43
Graphique 15 : Evolution des principaux comptes de la balance des paiements (en millions USD).....	47
Graphique 16 : Evolution des principales postes de la balance des transactions courantes (en millions USD).....	48
Graphique 17 : Evolution des principales postes de la balance commerciale (en millions USD).....	48

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCRG AU 31 DECEMBRE 2018

M. Louncény NABE	Gouverneur
M. Nianga Komata GOUMOU	Premier Vice-Gouverneur
M. Baidy ARIBOT	Deuxième Vice-Gouverneur
Mme Sanaba KABA	Administrateur
M. Ibrahima Sory SANGARE	Administrateur
M. Amadou Oury Koré BAH	Administrateur
M. André LOUA	Administrateur
M. Louseny CAMARA	Administrateur
M. Kadiatou Mory CAMARA	Administrateur

LISTE DES MEMBRES DU CABINET ET DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE LA BCRG AU 31 DÉCEMBRE 2018

M. Nasser KEITA	Conseiller Chargé des Questions Economiques et Monétaires
M. Ibrahima DIALLO	Conseiller Chargé des Normes Comptables
M. Diafarou BAH	Auditeur Général
M. Togba TRAORE	Directeur Général de l'Administration et des Services Juridiques
M. Ahmed Tidiane DIALLO	Directeur Général des Etudes et des Statistiques
M. Mamady FOFANA	Directeur Général du Crédit et des Changes
M. Ibrahima Kalil MAGASSOUBA	Directeur Général de l'Exploitation
M. Kémo CONDE	Directeur Général de la Supervision des Institutions Financières
M. Moussa GUILAVOGUI	Directeur Général des Finances et de l'Informatique
M. Aly TOURE	Directeur Général du Contrôle Permanent

SIGLES UTILISES DANS LE RAPPORT

3AE	Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises
AMAO	Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BDT	Bons du Trésor
BICIGUI	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée
BIG	Banque Islamique de Guinée
BNG	Banque Nationale de Guinée
BPMG	Banque Populaire Maroco-Guinéenne
BSIC-Guinée	Banque Sahélo-Saharienne pour le Commerce et l'Investissement de Guinée
CAFODEC	Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Epargne Crédit et à l'Education Civique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CPECG	Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit de Guinée
CRG	Crédit Rural de Guinée
DSIMF	Direction de la Supervision des Institutions de Micro Finance
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FIBANK	First International Bank Guinée
FINADEV	Financial développement
FMI	Fonds Monétaire International
GNF	Franc Guinéen
IARD	Incendie Accidents et Risque Divers
MECREPAG	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Pêcheurs Artisansaux de Guinée
MGE	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE)

MIGUI	Société de Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RAFOC	Réseau d'Assistance Financière Communautaires
SGBG	Société Générale de Banques en Guinée

CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au cours de l'année 2018, l'environnement économique international a été marqué par des tensions commerciales, notamment entre les États-Unis et la Chine, les incertitudes liées au Brexit, le durcissement de la politique du crédit en Chine et le resserrement des conditions financières, tout cela conjugués à la normalisation de la politique monétaire dans les pays avancés. Ces événements ont contribué à un fléchissement marqué de l'expansion mondiale, surtout au deuxième semestre de 2018. En effet, l'année 2018 a démarré avec une économie mondiale présentant une croissance forte. Mais au fil des mois, la dynamique s'est estompée, et les tendances de la croissance ont changé. L'économie américaine s'est accélérée, grâce aux mesures de relance budgétaire mises en place au début de l'année, tandis que les économies de la zone euro, du Royaume-Uni, du Japon et de la Chine ont ralenti.

1.1 ACTIVITES ECONOMIQUES

Après une reprise généralisée de la croissance mondiale qui a duré près de deux ans, l'expansion économique mondiale s'est ralentie en 2018. L'activité économique a ralenti face à la montée des tensions commerciales, avec la hausse des taxes à l'importation entre les États-Unis et la Chine, au déclin de la confiance des entreprises, au resserrement des conditions financières et à une incertitude politique accrue dans de nombreuses économies. Après une croissance de 3,8 % en 2017, l'économie mondiale a décéléré pour se situer à 3,6 % en 2018.

Aux États-Unis, l'activité économique a été vigoureuse avec 2,9 % de croissance en 2018 contre 2,2 % en 2017. La vigueur de la croissance est portée par la relance budgétaire avec les réductions d'impôts et les augmentations de dépenses dans la défense. Les investissements des entreprises contribuent également à accroître la performance de l'économie américaine.

La croissance économique japonaise a décéléré, se situant à 1 % contre une hausse de 1,7 % en 2017. Cette décélération de l'économie nipponne s'expliquerait par les catastrophes naturelles survenues au cours de l'année, le ralentissement de la croissance économique chinoise et les tensions commerciales internationales.

Au Royaume-Uni, les incertitudes liées à sa sortie de l'Union européenne continuent de peser sur les activités économiques. La croissance économique a de nouveau ralenti à 1,4 % après 1,8 % en 2017. Ce ralentissement est dû à la baisse de la consommation des ménages et des exportations, affectées par la perspective du Brexit.

Dans la zone euro, la croissance est passée de 2,4 % en 2017 à 1,8 % en 2018. Cette baisse est due au ralentissement des activités dans la plupart des

économies de la zone. En effet, l'économie allemande enregistre une croissance de 1,5 % contre 2,5 % en 2017. Elle est freinée par des perturbations dans la production automobile après l'entrée en vigueur de nouvelles normes de certification et les tensions sur le commerce international résultant de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats- Unis, ainsi que les incertitudes liées au Brexit. La France n'est pas restée en marge des évolutions à l'international. Sa croissance s'est établie à 1,5 % contre 1,8 % en 2017. L'économie française est confrontée à la baisse de la consommation des ménages. En Italie, l'activité économique a ralenti nettement avec une croissance de 0,9 % contre 1,6 % en 2017. Ceci s'explique par un ralentissement de la consommation domestique, des exportations et des investissements.

Dans les économies émergentes et en développement, le taux de croissance a également ralenti en se situant à 4,6 % contre 4,8 % en 2017. En Chine, la croissance s'est située à 6,6 % contre 6,9 % en 2017. Les tensions commerciales avec les Etats-Unis, le programme de désendettement de l'Etat et le durcissement des conditions de financement, avec leur corollaire de baisse de la demande interne, ont pesé sur la croissance chinoise.

En Inde, la croissance s'établit à 7,1 % contre 6,7 % en 2017. Elle est tirée par le dynamisme de la demande intérieure, de l'industrie manufacturière, de la construction et l'agriculture.

La croissance de l'économie russe s'est accélérée à 2,3 % en 2018, tirée notamment par le secteur de l'hôtellerie et de la restauration qui a bénéficié des retombées de la Coupe du Monde de football organisée par la Russie.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance s'est situé en moyenne à 3,1 % contre 2,8 % en 2017. L'Afrique du Sud a enregistré une décélération de sa croissance qui se situe à 0,8 % contre 1,3 % en 2017. Cette décélération résulte du tassement des activités dans les secteurs des mines et de l'agriculture.

Dans les économies de la CEDEAO, la croissance économique du Nigeria s'est accélérée à 1,9 % contre 0,8 % en 2017. Ce redressement s'explique essentiellement par le dynamisme du secteur pétrolier, dans un contexte de remontée progressive des prix. En Côte d'Ivoire, la croissance a ralenti à 7,4 % contre 7,7 % en 2017. Ce ralentissement est dû à une conjoncture défavorable pour les exportations agricoles et un essoufflement des secteurs porteurs ces dernières années comme la finance, les mines, l'énergie et les télécoms. De même, au Sénégal, le taux de croissance a baissé à 7,0 % contre 7,2 % de 2017. Au Ghana, la croissance est moins vigoureuse à 6,2 % contre 8,5 % en 2017.

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018
Monde	3,6	3,5	3,2	3,8	3,6
Pays avancés	2,1	2,3	1,7	2,3	2,2
USA	2,6	2,9	1,5	2,3	2,9
Royaume Uni	3,1	2,3	1,9	1,8	1,4
Japon	0,4	1,4	0,9	1,7	1
Zone euro	0,4	1,9	1,8	2,3	1,8
Allemagne	1,6	1,5	1,9	2,5	1,5
France	0,4	1,1	1,2	1,8	1,5
Italie	-0,7	0,5	0,9	1,5	0,9
Economies émergentes et en développement	4,7	4,3	4,4	4,8	4,6
Chine	7,4	6,9	6,7	6,9	6,6
Inde	7,1	7,3	7,11	6,7	7,1
Russie	0,6	-3,7	-0,23	0,25	2,3
Afrique sub-saharienne	5,1	3,4	1,4	2,8	3,1
Nigeria	6,3	2,7	-1,6	0,8	1,9
Afrique du sud	1,70	1,30	0,28	1,3	0,8

Source : Fonds Monétaire International

1.2 INFLATION ET MATIERES PREMIERES

1.2.1 Inflation

L'inflation globale s'est accrue en 2018, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est situé à 2 % en 2018, contre 1,7 % en 2017. Aux Etats-Unis, la hausse des prix a atteint 2,4 % contre 2,1 % en 2017. Dans la zone euro, les prix augmentent de 1,8 % contre 1,5 % l'année précédente. Exceptionnellement, c'est au Royaume-Uni que le taux d'inflation a faiblement baissé à 2,5 % en 2018, contre 2,7 % en 2017. Au Japon, l'inflation est à 1 % contre 0,5 % en 2017, en raison principalement de l'augmentation des prix mondiaux de l'énergie.

Dans les pays émergents et dans les pays en développement, le taux d'inflation a atteint 4,8 % en 2018 contre 4 % en 2017. En Chine, l'inflation s'est établie à 2,1 %, contre 1,6 % en 2017, sous l'effet d'une augmentation des prix des aliments et de l'énergie. En Inde, l'inflation s'est située à 4 % en 2018 contre 3,6 % l'année précédente. Estimée en moyenne à 2,9 % en 2018, l'inflation en Russie est inférieure à l'objectif de 4 %, sous l'influence d'une politique monétaire restrictive.

En Afrique subsaharienne, les pressions inflationnistes se sont généralement atténuées. L'inflation annuelle se situe à 8,5 % contre 11 % en 2017. En Afrique du Sud, l'inflation est de 4,6 % contre 5,3 % précédemment. Au Nigéria et en Angola, une politique monétaire plus stricte et l'accroissement moins rapide des prix des produits alimentaires ont contribué à réduire l'inflation. Les taux d'inflation se situent respectivement à 12,1 % et 20,5 % contre 16,5 % et 29,8 % en 2017. La même tendance est enregistrée au Ghana où le taux d'inflation se situe à 9,5 % contre 12,4 % en 2017.

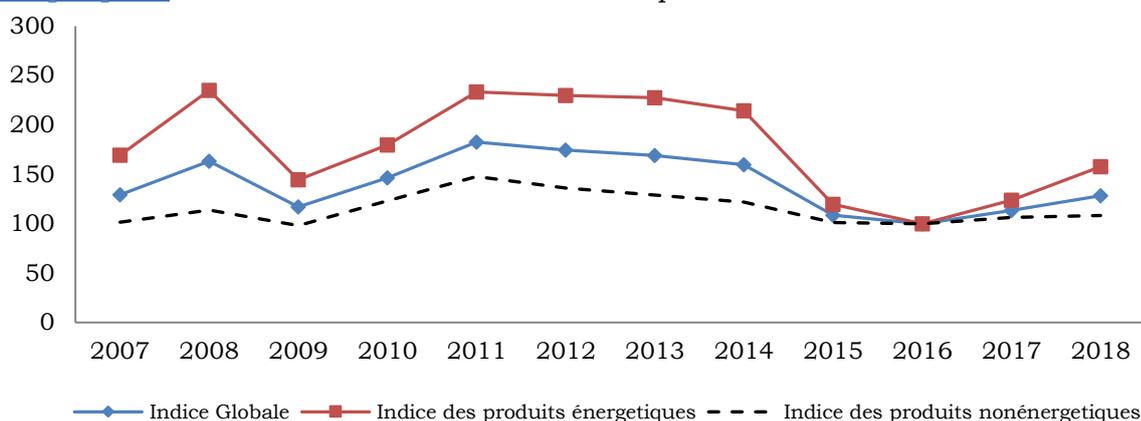
Tableau 2 : Evolution de l'inflation dans le monde (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018
Monde	3,2	2,8	2,7	3,9	
Economies Avancées	1,4	0,3	0,7	1,7	2,0
Etats- Unis	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4
Royaume- Uni	1,5	0,1	0,6	2,7	2,5
Japon	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0
Zone euro	0,4	0,0	0,2	1,5	1,8
<i>Allemagne</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,9</i>
<i>France</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,1</i>
<i>Italie</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>
Economies Emergentes et en développement	4,7	4,7	4,3	4,0	4,8
Russie	7,8	15,5	7,1	3,7	2,9
Chine	2,0	1,4	2,0	1,6	2,1
Inde	6,6	4,9	4,9	3,6	4,0
Afrique subsaharienne	6,3	7	11,3	11,0	8,5
Afrique du Sud	6,1	4,6	6,3	5,3	4,6
Nigeria	8,1	9,0	15,7	16,5	12,1

Source : Fonds Monétaire International

1.2.2 Matières premières

Les produits de base ont enregistré des tendances diverses au cours de l'année 2018, marquées par la hausse des prix énergétiques et la baisse des cours des produits agricoles et des métaux. Plusieurs facteurs ont contribué à l'évolution des cours des matières premières, notamment des perturbations spécifiques qui ont touché certains produits de base, la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et la montée des tensions commerciales internationales.

Graphique 1 : Evolution des indices des matières premières

Source : Fonds Monétaire International

L'indice global des matières premières s'est établi à 128,4 contre 113,6 en 2017. Cette hausse est soutenue par la hausse du prix des produits énergétiques, malgré le ralentissement du prix des produits non-énergétiques. Les prix des produits énergétiques ont progressé de 27,6 % en 2018, l'indice se situant à 169,4. Cette progression résulte notamment des perspectives imminentes de rétablissement des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran et de la poursuite du déclin de la production vénézuélienne. Les prix des produits non-

énergétiques ont également progressé, mais à un rythme moins soutenu par rapport à 2017, sur fond de demande abondante et de contentieux commerciaux. Leur indice s'est établi à 87 contre 83,9 en 2017.

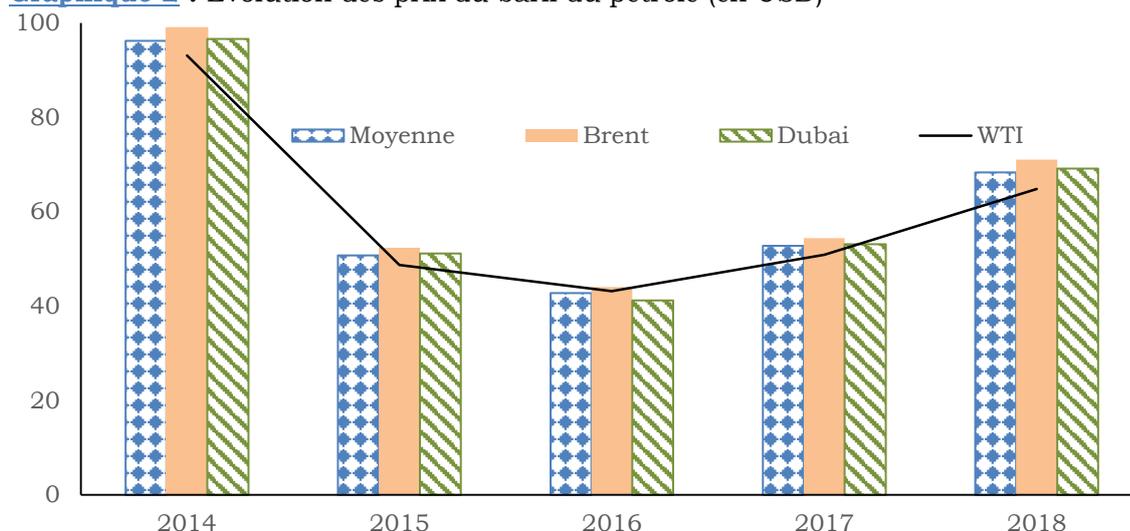
Tableau 3 : Indices des matières premières

	2014	2015	2016	2017	2018
Produits énergétiques	118,3	64,9	55,1	68,1	87
Produits Non- énergétiques	96,9	81,6	79,5	83,9	85,2
Agricole	102,6	87,9	87,7	87,2	86,7
Aliments	107,1	88,7	90,0	90,2	90,5
Boissons	101,8	93,5	91,0	83,1	79,1
Industriels	91,9	83,3	80,2	81,2	81,4
Fertilisants	101,4	96,6	77,8	74,3	82,5
Métaux et minerais	84,8	66,9	63,0	78,2	83
Métaux précieux	101,1	90,6	97,5	97,8	97,2

Source : Banque Mondiale

Les cours du pétrole brut ont progressé sous l'effet combiné d'une demande robuste et de plusieurs difficultés sur le front de l'offre : la production poursuit son déclin au Venezuela, tandis que les conséquences des sanctions américaines sur les exportations iraniennes s'alourdissent. Le prix du baril est fixé en moyenne à USD 68,3 contre USD 52,8, soit une hausse de 29,4 %. S'agissant du charbon et du gaz naturel, la hausse des prix résulte d'une forte demande dans le contexte de températures inhabituellement élevées en Europe et en Asie, qui ont augmenté les besoins d'électricité. Leurs prix moyens se sont établis à USD 105,6 et USD 7,0 respectivement. Par rapport à l'année passée, ces prix sont en hausse de 18,1 % et 26,5 %, respectivement.

Graphique 2 : Evolution des prix du baril du pétrole (en USD)



Source : Banque Mondiale

Les cours des matières premières agricoles ont augmenté de 1,9 %, tirés principalement par les cours du coton et de la laine, qui s'établissent respectivement à USD 91,4 et USD 1591,7, le kilogramme. Par contre, l'indice

des produits alimentaires, qui s'est situé à 103,3 est en baisse de 0,6 %, consécutivement à la diminution des prix, des huiles végétales et animalières, du sucre et de la viande. Le recul est particulièrement important dans les huiles alimentaires et farines, dont les cours ont subi de plein fouet l'instauration par la Chine d'une taxe de 25 % sur les importations américaines de soja. Le cours des boissons a également baissé de 8,2 %, lié à la diminution des prix du café et du thé de 12,7 % et 17,7 %, respectivement.

Tableau 4 : Evolution des prix des produits primaires

	2014	2015	2016	2017	2018
Aliments	120,20	100,00	100,00	103,89	103,32
Riz (\$/tonne)	425,15	386,03	380,34	379,9	401,1
Blé (\$/tonne)	245,21	206,38	176,30	178,18	203,9
Sucre (\$/kg)	0,43	0,36	0,36	0,37	0,39
Orange (\$/kg)	0,78	0,68	0,89	0,81	0,79
Boisson	111,21	103,21	100,00	95,29	87,49
Thé (\$/kg)	2,72	2,71	2,64	3,15	2,85
Café (\$/kg)	4,42	3,53	3,61	3,32	2,93
Cacao (\$/kg)	3,06	3,14	2,89	2,03	2,29
Industriel	136,11	104,02	100,00	117,34	123,35
Cotton (\$/kg)	1,83	1,55	1,64	1,84	2,0
Caoutchouc (\$/kg)	1,71	1,37	1,38	1,67	1,37

Source : Fonds Monétaire International

L'indice des prix des métaux a reculé de 6,2 % à 129,8. Il est principalement tiré par les cours de l'aluminium, du cuivre, du cobalt et du nickel dont les prix ont évolué de 7,2 %, 5,5 %, 30,6 % et 26 %, respectivement. La hausse du cours des métaux précieux de 0,8 % est principalement liée à celle du palladium et de l'or. Le cours du palladium s'est situé à USD 1 030,9 l'once contre USD 948,4 en 2017, soit une hausse de 18,5 %. Le cours de l'or a augmenté de 1 % pour se situer à USD 1 269,1 l'once.

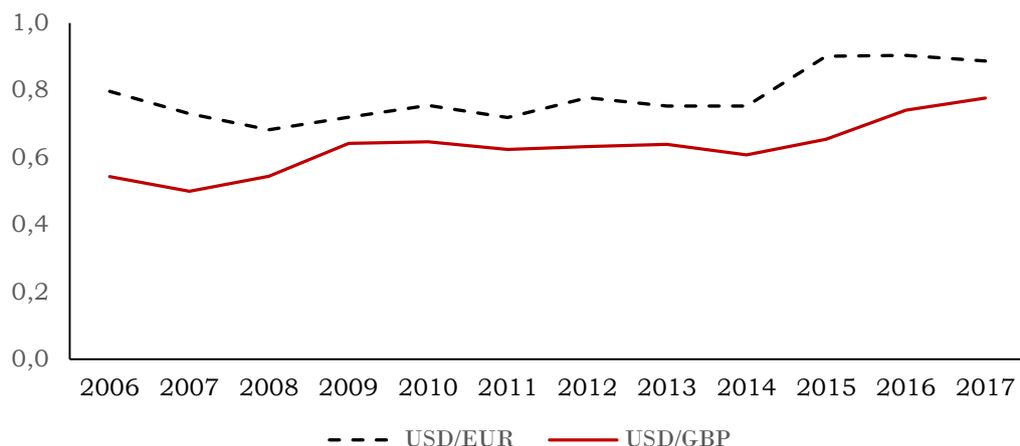
Tableau 5 : Evolution des prix des métaux précieux

	2014	2015	2016	2017	2018
Or (\$/once)	1 266,19	1 160,11	1 248,34	1 257,13	1 269,14
Palladium	803,06	691,52	613,15	870,00	1 030,91
Platine	1 383,81	1 053,27	986,48	948,40	879,23
Argent	19,08	15,70	17,10	17,05	15,71

Source : Banque Mondiale

1.3 MARCHE DES CHANGES

Au cours de l'année 2018, le marché des changes est caractérisé par l'appréciation de l'euro par rapport aux principales devises internationales. Ainsi, l'euro s'est apprécié par rapport au dollar américain de 5,5 %, au franc suisse de 4,4 %, au yen japonais de 3,4 % et beaucoup moins par rapport à la livre sterling de 0,9 %. Parmi les monnaies des pays émergents, le renminbi chinois et le rand sud-africain se sont également dépréciés de 2,2 % et 2,9 %, respectivement, par rapport à l'euro.

Graphique 3 : Evolution du cours du dollar US par à l'euro et à la livre sterling

Source : Banque des Règlements Internationaux

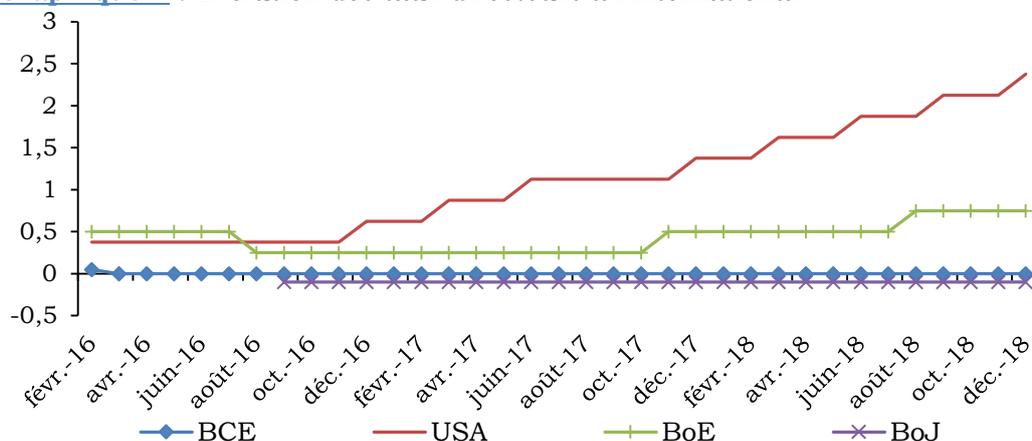
1.4 POLITIQUES MONÉTAIRES

L'année 2018 est marquée par la normalisation de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne. La BCE, après avoir réduit ses achats d'actifs d'EURO 60 milliards à EURO 30 milliards par mois, a mis un terme à son programme d'assouplissement quantitatif. Toutefois, elle a maintenu son taux directeur à 0 %.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale maintient sa politique monétaire accommodante. Tout au long de l'année, elle a relevé son taux directeur quatre fois de suite de 0,3 point de pourcentage, passant de 1,5 % à 2,5 %.

La Banque d'Angleterre a relevé son taux directeur de 0,5 % à 0,8 % en 2018, et poursuit toutefois son programme d'assouplissement quantitatif.

De même, la Banque du Japon a maintenu sa politique monétaire accommodante, le taux directeur restant maintenu à -0,1 %. Elle poursuit son programme d'assouplissement quantitatif avec l'achat de YEN 80 milliards par an des bons du Trésor à long terme.

Graphique 4 : Evolution des taux directeurs à l'international

Source : Banque des Règlements Internationaux

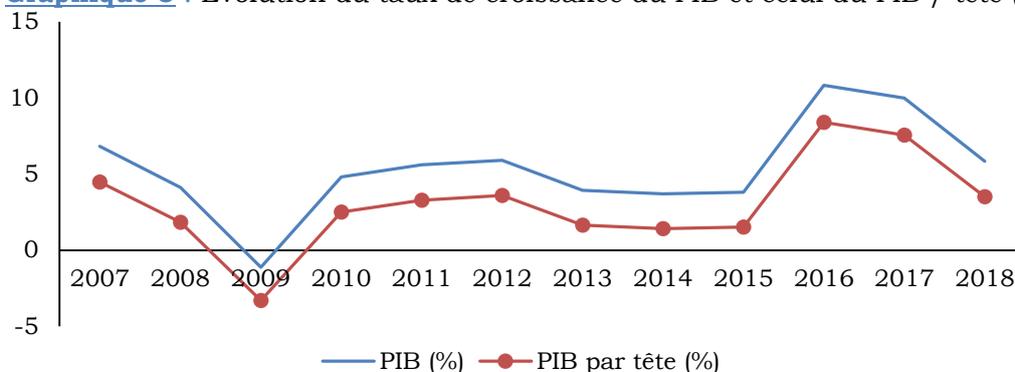
CHAPITRE 2 : SECTEUR REEL

En 2018, les politiques économiques ont été menées, dans le cadre du PNDES et appuyées par la FEC du FMI. L'objectif du Gouvernement est de générer une croissance forte et inclusive pour réduire significativement la pauvreté et améliorer le niveau du bien-être des populations.

2.1 PRODUCTION NATIONALE

Le taux de croissance réel du PIB est de 5,8 % en 2018 contre 10 % en 2017. Cette croissance est tirée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire dont les contributions sont respectivement 1,6 % et 3,3, suivi du secteur primaire avec 0,5 %.

Graphique 5 : Evolution du taux de croissance du PIB et celui du PIB / tête (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2.1.1 Secteur primaire

La croissance du secteur primaire se situe à 3,5 % contre 2,5 % en 2017. Cette croissance est tirée par les sous-secteurs agricole et de l'élevage.

Le taux de croissance du sous-secteur agricole est de 6,1 % contre 7,9 % en 2017, grâce notamment à l'appui aux producteurs en intrants agricoles, en encadrement et à l'augmentation des superficies cultivées.

Le sous-secteur de la pêche augmente de 3 % contre un objectif initial de 6 % et une croissance de 4,9 % en 2017. Cette contreperformance résulte, entre autres, de la faible réglementation du sous-secteur pour lutter contre la pêche illégale.

Le taux de croissance du sous-secteur de l'élevage, quant à lui, s'est situé à 4,7 % en 2018 contre 3,2 % en 2017. Cette performance s'explique par l'insémination artificielle des bovins, suivie de la porciculture en Guinée Forestière suite à l'introduction des géniteurs en 2015, et l'introduction des nouvelles espèces animales, notamment des poules et coq en provenance du Mali, des chèvres du Niger distribuées aux éleveurs dans le cadre de l'initiative présidentielle.

Le sous-secteur de la sylviculture croît de 3 % 2018 contre une baisse de 2,9 % en 2017. L'accroissement de la production sylvicole découle de la reprise de la coupe du bois, malgré les mesures prises par les autorités pour réglementer cette activité.

2.1.2 Secteur secondaire

La croissance du secteur secondaire a fortement fléchi en se situant à seulement 5,2 % en 2018 contre 24,3 % en 2017. Ce fléchissement s'explique par la baisse drastique de la production de l'or de 44,18 tonnes en 2017 à 26,73 tonnes en 2018, suite à la réglementation de l'exploitation de l'or par les autorités guinéennes.

Le sous-secteur des activités extractives s'accroît légèrement de 6,6 % en 2018 contre une hausse de 52,4 % l'année dernière. Ce faible niveau de croissance résulte, entre autres, de l'interdiction de l'utilisation du cyanure dans les carrières et l'effet de base suite à la l'annulation des taxes à l'exportation de l'or artisanal en 2016 qui avait conduit à la hausse considérable observée en 2017.

Le sous-secteur de la construction augmente de 13,5 % contre 12,4 % en 2017, en raison de l'effet induit des investissements publics et privés dans l'hôtellerie, l'énergie, l'éducation, la santé, les infrastructures routières et la télécommunication.

En raison de la faible capacité de production, la croissance du sous-secteur de « Fabrication de produits alimentaires et de boissons » est passée de 9 % en 2017 à 3,1 % en 2018.

Le taux de desserte électrique s'est amélioré de 3,2 % contre 1,7 % en 2017. Cette situation résulte de l'effort des autorités pour la fourniture de l'énergie de qualité à usage industriel et domestique, à travers la construction de barrages hydroélectriques.

2.1.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire s'accroît de 8 % contre 4,3 % l'année précédente. Le secteur est tiré par la performance observée au niveau de tous les sous-secteurs, et en particulier au niveau de ceux de l'administration publique et des postes et télécommunication.

Les activités des services de l'administration publique progressent de 11,1 % en 2018 contre 4,1 % en 2017. Cette situation résulte de l'augmentation des effectifs de la fonction publique et de la mise en œuvre progressive des accords sociaux issus des revendications syndicales du début de l'année.

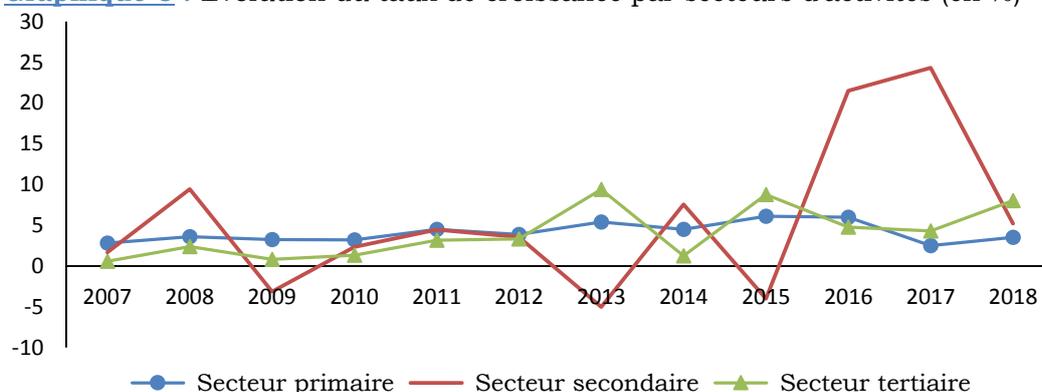
En raison de l'augmentation de l'offre de service hôtelier, l'activité hôtelière connaît une hausse de 6,8 % de sa valeur ajoutée contre 1,2 % l'année précédente.

Le taux de croissance du sous-secteur des transports est passé de 3,5 % en 2017 à seulement 5,2 % en 2018, en lien avec le bon comportement du flux des mouvements des passagers suite à l'amélioration du climat des affaires dans le pays.

Le sous-secteur du commerce s'accroît de 9 % en 2018 contre 4,9 % en 2017, en raison de l'amélioration du cadre des échanges extérieurs et du développement des infrastructures d'appui au commerce.

Le taux de croissance du sous-secteur des « postes et télécommunications » augmente de 4,7 % contre une baisse de 1,8 % en 2017, en raison du déploiement du back-bone national.

Graphique 6 : Evolution du taux de croissance par secteurs d'activités (en %)

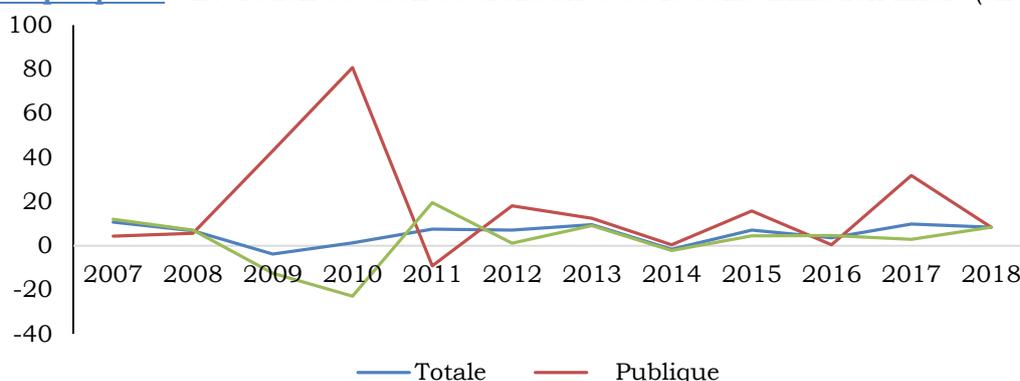


Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2.2 CONSOMMATION FINALE

En 2018, les dépenses de consommation finale progressent de 8,7 % contre une hausse de 13,4 % un an auparavant. Cette progression résulte d'une augmentation respective de 8,3 % des dépenses de consommation publique et 8,3 % de celles privées.

Graphique 7 : Evolution du taux de croissance de la consommation finale (en %)



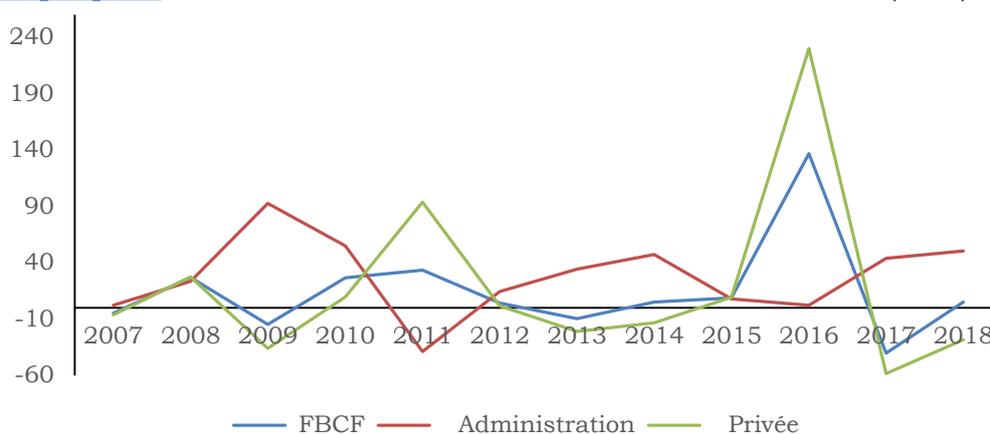
Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2.3 INVESTISSEMENTS

Les investissements augmentant légèrement de 0,8 % en 2018 contre une baisse de 40,2 % en 2017, en raison de l'augmentation de ceux de l'administration publique.

Le ratio d'investissement sur PIB est resté presque stable. En effet, les investissements représentent 19,5 % contre 19,8 % en 2017. Ce ratio s'établit à 11,9 % pour les investissements des administrations publiques et 7,6 % pour le secteur privé, contre respectivement 8,4 % et 11,4 % en 2017.

Graphique 8 : Evolution du taux de croissance des investissements (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2.4 INFLATION

Le taux d'inflation en glissement annuel augmente légèrement en passant de 9,6 % en 2017 à 9,9 % en 2018. Cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement des prix des « produits alimentaires, boissons et tabacs », « habillement » et « transport ». En moyenne annuelle, la variation du niveau général des prix se situe à 9,8 % en 2018 contre 8,9 % l'année précédente.

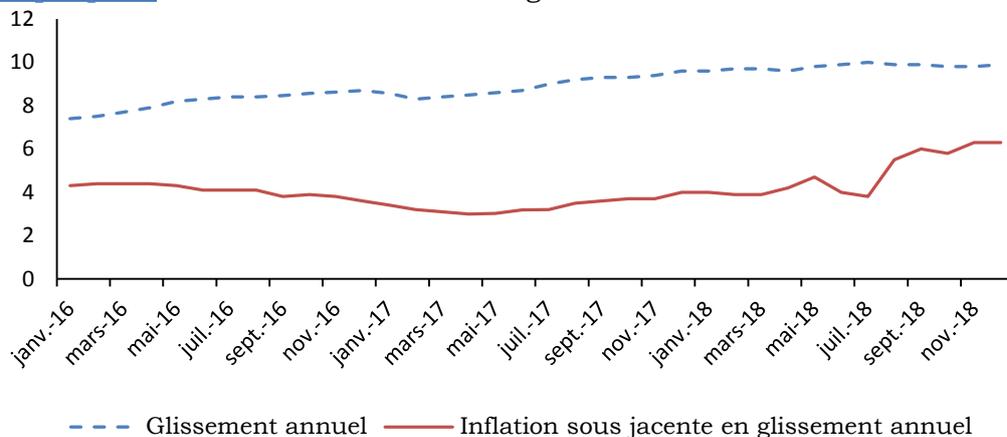
Les prix des produits alimentaires ont augmenté, en glissement annuel, de 12,3 % entre décembre 2017 et décembre 2018, notamment au niveau des sous-groupes « sel et épices », « poissons et légumes ». En moyenne, cette fonction de consommation a contribué à environ 78 % à la hausse générale des prix durant l'année 2018.

Concernant la fonction « habillement et articles chaussants », la hausse des prix se situe au niveau des sous-groupes « vêtements », « autres articles vestimentaires et accessoires du vêtement », « chaussures et autres articles chaussants » et « réparation et location des vêtements ». En glissement annuel, l'indice des prix de cette fonction augmente légèrement de 4,1 %.

Quant à la fonction transport, l'indice des prix s'accroît de 13,3 %, en raison des évolutions au niveau des sous-groupes « services de transports », « pièces détachées et accessoires » et « entretien et réparation ».

L'inflation sous-jacente, représentée par l'indice hors énergie et produits frais, s'établit à 6,3 % en décembre 2018 contre 4 % l'année précédente. Ce niveau reflète l'augmentation des prix de certains biens de consommation tels que les articles d'habillement et les équipements ménagers.

Graphique 9 : Evolution de l'inflation en glissement annuel et de l'inflation sous-jacente (%)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

La faiblesse des capacités de stockage et de conservation, ainsi que la mauvaise qualité des infrastructures de transport continuent d'impacter les prix des produits locaux. En effet, l'indice des prix des produits locaux progresse de 11,4 % contre 6,1 % pour l'indice des produits importés.

En glissement annuel, l'indice des produits du secteur primaire progresse de 13,2 %. Les indices des prix des produits des secteurs secondaire et tertiaire augmentent respectivement 7,8 % et 8,9 %.

Les prix des produits de première nécessité ont globalement augmenté au cours de l'année 2018. Certains dépendent de la conjoncture internationale (riz importé, farine pour la fabrication du pain, ...) ; d'autres dépendent de la conjoncture nationale, du niveau et de la qualité des récoltes.

Le prix du carburant à la pompe est un prix flexible qui varie en fonction de celui du baril au niveau international. Des prix administrés tels que ceux de l'eau, et de l'électricité ne varient pas considérablement, de façon générale.

Avec une moyenne de GNF 9 059,2 le kilogramme, le prix du riz local a gardé une tendance mensuelle haussière de décembre 2017 à octobre 2018 avant d'entamer une légère baisse en novembre et décembre 2018. La plus forte augmentation est observée entre juillet et août 2018, en raison de la saison des pluies (correspondant à la période de soudure, les nouvelles récoltes n'étant pas encore faites). En glissement annuel, son prix s'accroît de 7,8 % pour se situer à GNF 9 312 le kilogramme en décembre 2018 contre GNF 8 636 en décembre 2017.

Quant au « riz importé asiatique brisé », son prix passe de GNF 5 469 le kilogramme en décembre 2017 à GNF 6 283, soit un accroissement de

14,88 % en glissement annuel. Ce prix garde une tendance haussière depuis juillet 2018, avec une augmentation moyenne de 2,4 %.

Les prix de la viande, de la baguette de pain, de la farine de maïs, des poissons fumés, de la tomate et de l'oignon gardent une tendance haussière durant l'année.

Les prix de la première tranche de l'eau (m³) à la SEG et de la première tranche de l'électricité à EDG n'ont pas varié au cours de l'année. Quant à l'essence et au pétrole lampant, les prix ont été revus par les autorités en juillet 2018.

CHAPITRE 3 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

En 2018, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit de 0,9 % du PIB, contre 2,3 % du PIB en 2017. Ce déficit est le résultat des efforts du Gouvernement dans la mobilisation des recettes intérieures et d'une maîtrise des dépenses publiques.

3.1 RECETTES ET DONNS

Les recettes totales mobilisées, au cours de l'exercice 2018, se situent à GNF 15 964,9 milliards en 2018 enregistrant un taux de réalisation de 94,3 %, soit une hausse de 11,3 % par rapport à 2017. Cette performance s'explique par la hausse des recettes fiscales qui sont passées de GNF 12 886,9 milliards en 2017 à GNF 14 454,7 milliards en 2018. La pression fiscale s'est légèrement améliorée, passant de 13,4 % en 2017 à 14 % en 2018 dont 3 % du PIB pour les recettes fiscales minières. Ce niveau de recette résulte des efforts du Gouvernement dans la mobilisation des recettes, avec, entre autres, l'implication d'autres opérateurs de technologie de paiement (opérateurs de téléphonie par exemple) pour le recouvrement de certaines recettes fiscales. Ces nouvelles mesures ont contribué à un accroissement significatif des recettes courantes.

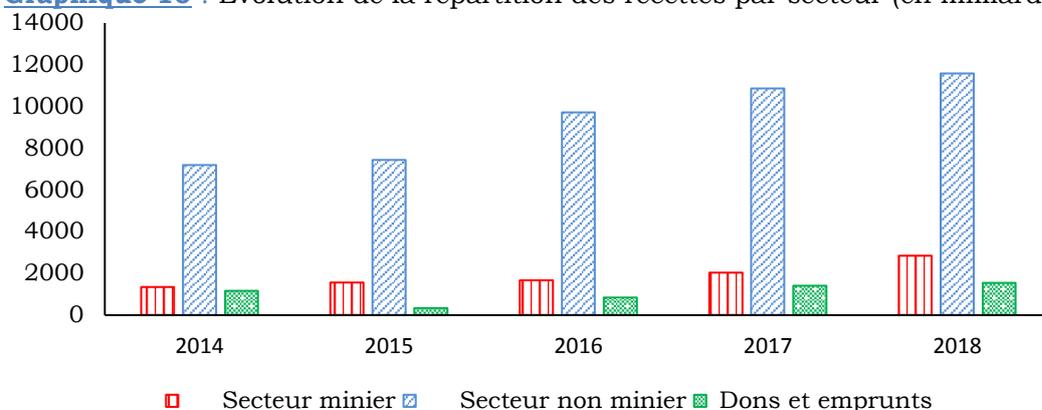
Les recettes courantes sont estimées à GNF 14 422,8 milliards (14,6 % du PIB), soit une hausse de 11,8 % par rapport à l'année précédente. Cette amélioration résulte de la hausse, aussi bien, des recettes minières que des recettes non minières. En effet, les recettes minières s'accroissent de 39,6 % en se chiffrant à GNF 2 836,2 milliards. Elles dépendent directement de l'accroissement des niveaux des recettes d'exportation découlant de l'augmentation du volume de la production des sociétés évoluant notamment, dans le secteur de la bauxite telles que la Société Minière de Boké, la Compagnie de Développement des Mines de Chine, la Guinéenne des Mines et la Compagnie des Bauxites de Dian-Dian. Les recettes non minières se situent à GNF 11 586,61 milliards contre GNF 10 870,4 milliards en 2017, tirées essentiellement par les impôts sur biens et services et les impôts sur le commerce extérieur.

Les recettes fiscales qui représentent 92,9 % des recettes non minières se sont améliorées de 3,5 % par rapport à 2017 pour s'établir à GNF 10 411,7 milliards (10,5 % du PIB). Le renforcement des contrôles aux niveaux des régies financières est l'une des raisons de cette amélioration. En effet, des efforts ont été essentiellement enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services, des impôts sur le commerce extérieur, des impôts sur les revenus, ainsi que les bénéfices et gains en capital.

Les dons, qui sont en hausse de 9,5 % par rapport à 2017, s'établissent à

GNF 1 542,13 milliards. Cette augmentation s'explique notamment par le financement des dons projets par l'Agence Internationale de Développement (IDA), le Groupe Banque Africaine de Développement (BAD).

Graphique 10 : Evolution de la répartition des recettes par secteur (en milliards GNF)



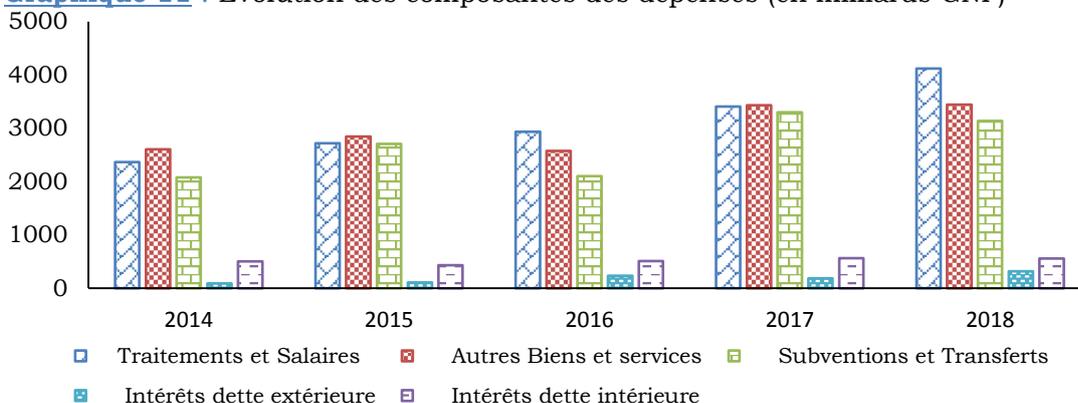
Source : Ministère du Budget

3.2 DEPENSES TOTALES

L'exécution des dépenses publiques s'est élevée à GNF 17 156,8 milliards, en hausse de 6 % par rapport à 2017, et représentent 16,6 % du PIB en 2018. Cette hausse est principalement tirée par les dépenses courantes.

Les dépenses courantes se sont accrues de 6,3 % par rapport à 2017 pour se situer à GNF 11 588,5 milliards (11,2 % du PIB), contre un objectif initial de GNF 11 886,4 milliards. Elles sont principalement portées par les « traitements et salaires » qui s'accroissent de 20,92 % pour s'établir à GNF 4 122,41 milliards et les dépenses sur biens et services qui augmentent de 0,3 % pour se situer à GNF 3 445,4 milliards. L'évolution des « traitements et salaires » résulte, entre autres, de la prise en charge des contractuels de l'éducation et de la hausse des salaires des fonctionnaires consécutive aux revendications salariales du syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée.

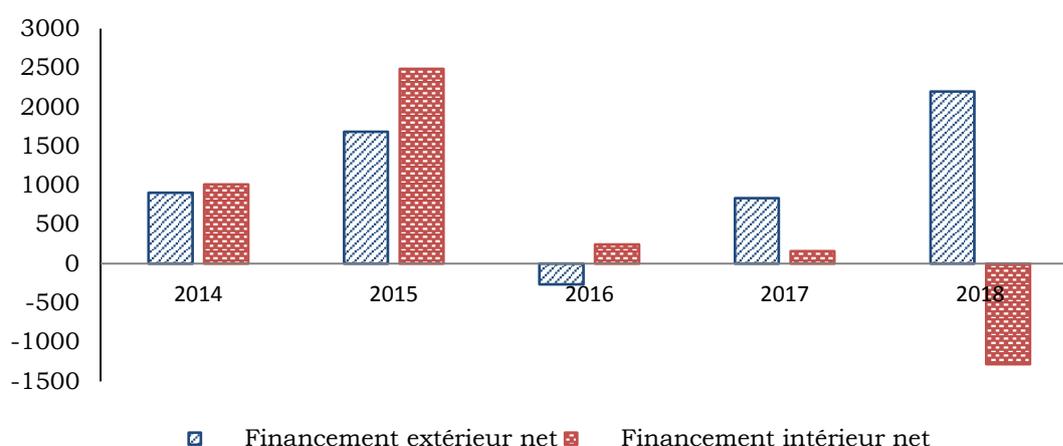
Graphique 11 : Evolution des composantes des dépenses (en milliards GNF)



Source : Ministère du Budget

Pour une prévision initiale de GNF 7 157 milliards, les dépenses en capital se situent à GNF 5 441,7 milliards en 2018. Malgré la faible réalisation des prévisions, la rubrique est en progression de 0,9 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une hausse des engagements des dépenses en capital sur ressources extérieures et d'une baisse des engagements de dépenses en capital sur ressources intérieures. Les dépenses d'investissements ont été réalisées à 38,7 % sur financement intérieur (y compris le budget d'affectation spéciale (BAS)) et 61,3 % sur financement extérieur. Ainsi, au niveau des dépenses sur financement intérieur la baisse entamée l'année précédente se poursuit (GNF 2 104,9 milliards en 2018 contre GNF 3 172,2 milliards en 2017).

Graphique 12 : Evolution du financement du solde budgétaire (milliards GNF)



Source : Ministère du Budget

Encadré 1 : Impact de la grève des enseignants sur les finances publiques

Le Gouvernement guinéen a géré une grève des enseignants, qui a duré du 12 février 2018 au 14 mars 2018. Cette grève a occasionné une perturbation des activités économiques et induit une faible mobilisation des recettes fiscales, au premier trimestre 2018, avec seulement une réalisation de 78,5 % des prévisions contre 114,3 % au premier trimestre de l'année précédente.

En effet, durant la période de la grève, l'activité économique était au ralenti. Des marchés n'ont pas ouvert, et des agences de certaines institutions financières (banques, assurances, IMF) n'étaient pas accessibles.

L'un accord qui a été signé entre le Gouvernement et le Syndicat le 14 mars 2018, prévoit l'augmentation des salaires de 40 % des enseignants. Après une hausse de 10 % payée en février 2018, les 30 % restants ont été payés à la fin du mois de mars 2018, avec effet rétroactif à compter de janvier 2018.

3.3 SOLDE ET FINANCEMENT

Le solde budgétaire base engagement (dons compris) est ressorti déficitaire de 1,2 % du PIB contre un déficit de 2,3 % du PIB en 2017. Le solde base engagement (hors dons) s'améliore par rapport à l'année précédente pour ressortir déficitaire de GNF 2 702,1 milliards, soit 2,7 % du PIB.

Le solde base caisse enregistre un déficit de GNF 914,6 milliards (0,7 % du PIB) contre un objectif de GNF 903,0 milliards du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit du FMI. Ce déficit est financé par des apports extérieurs à hauteur de GNF 2 196,8 milliards et par un désendettement intérieur de l'Etat de GNF 1 282,2 milliards. Le financement intérieur est apporté à 24,2 % par le système bancaire et à 75,8 % par le système non bancaire. Le financement bancaire du déficit est assuré par un remboursement de la BCRG par l'Etat d'un montant de GNF 1 373,9 milliards et de nouveaux emprunts auprès des banques primaires, pour un montant de GNF 1 063,9 milliards.

3.4 DETTE PUBLIQUE

3.4.1 Dette extérieure

En 2018, l'encours de la dette publique extérieure s'établit à USD 2,3 milliards (18,8 % du PIB), enregistrant ainsi un accroissement de 15,2 % par rapport à l'année précédente. Cet encours est constitué de la dette bilatérale et de la dette multilatérale. La dette bilatérale s'élève à USD 1 100,5 millions contre 1 087,3 millions en 2017, et celle multilatérale se situe à USD 1 116,1 millions contre USD 827,3 millions en 2017 et représente plus de 97 %.

La dette bilatérale se compose de la dette hors Club de Paris (CPD) et celle envers les Fonds Arabes. La dette bilatérale hors CPD a augmenté légèrement de 0,7 % par rapport à 2017 pour s'établir à USD 894,5 millions. La dette auprès des Fonds Arabes se situe à USD 168 millions, soit une hausse de 5 % par rapport à l'année précédente.

Les principaux créanciers multilatéraux de la Guinée sont le FMI (USD 322,3 millions) et la Banque Mondiale (USD 341,4 millions).

En 2018, le service de la dette extérieure représente 3,6 % des exportations de biens et services et 5,8 % des recettes fiscales contre respectivement 1,1 % et 2,4 % l'année précédente.

Tableau 6 : Stock de la dette publique extérieure en fin de période (en millions USD)

Dette Extérieure	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Encours de la dette	1 353,06	1 585,26	1 739,28	1 822,54	1 976,157	2 277,349
Source						
Bilatérale	704,33	817,86	979,38	985,95	1087,311	1 100,471
Fonds Arabes	137,21	137,05	135,35	147,37	167,983	176,354
Bilatéraux hors CDP	498,01	619,49	815,29	809,31	888,196	894,494
Multilatérale	583,15	704,84	700,29	777,69	827,251	1 116,105
Banque Mondiale	168,07	196,26	160,79	219,80	240,399	341,40
FMI	85,59	173,40	197,88	241,33	254,15	322,32
Autres (commerciale)	65,58	62,56	59,61	58,89	61,594	60,774
Echéance						
Long terme	1 353,06	1 585,26	1 739,28	1 822,54	1976,157	2 277,349
Créanciers						
Club de Paris	69,11	61,32	28,74	29,27	31,132	29,624
Service dû	59,38	72,81	66,31	76,347	65,925	29,962
Principal	49,19	59,62	51,46	50,25	45,232	21,036
Intérêt	10,19	13,19	14,85	26,095	20,692	8,926
Service réglé	55,63	60,28	42,78	69,311	60,182	103,050
Principal	46,59	49,04	28,81	50,25	40,545	67,367
Intérêt	9,04	11,24	13,97	19,059	19,638	35,683
Ratios caractéristiques						
Encours de la dette extérieure/PIB	18,064	19,83	20,97	19,17	18,82	18,064
Service de la dette/exportations	3,63	3,51	3,08	2,38	1,08	3,63
Service de la dette/recettes fiscales	5,84	5,32	6,12	5,28	2,40	5,84

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

3.4.2 Dette Intérieure

La dette intérieure progresse de 16,82 % pour s'établir à GNF 15 842,8 milliards contre GNF 13 624,77 milliards un an auparavant, soit 14,4 % du PIB en 2018. Elle se répartit en dettes structurée et non structurée.

La dette structurée représente 87,6 % de la dette intérieure. Elle augmente de 9,9 % pour se situer à GNF 13 873,4 milliards.

Elle est constituée de :

- la dette auprès de la BCRG sous forme de découvert exceptionnel à hauteur de GNF 6 258,5 milliards ;

- la dette titrisée des pétroliers et autres pour un montant de GNF 1 457,4 milliards ;
- l'encours des Bons du Trésors en principal de GNF 4 272 milliards ;
- la dette BCRG 2015 hors intérêts de GNF 922,2 milliards ayant fait l'objet d'un protocole particulier ;
- l'emprunt obligataire de 2017 de GNF 417 milliard ; et
- des arriérés de crédits TVA des sociétés minières et autres d'un montant total de GNF 546,3 milliards.

La dette non structurée s'élève à GNF 1 969,5 milliards contre GNF 936,4 milliards en 2017. Elle est constituée essentiellement des instances physiques non payées à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Tableau 7 : Encours dette intérieure (en milliards de GNF)

DESIGNATION	2017	2018
Dette structurée	12 624,77	13 873,35
Dette BCRG (Découvert exceptionnel)	6 258,54	6 258,54
Principal	5 642,32	5 642,32
Pertes nettes de change PNC en Principal	616,22	616,22
Dette titrisée des pétroliers et autres	729,40	1 457,36
Encours Bonds De Trésor en Principal	3 070,00	4 272,00
Maturité de 91 jours	200,00	270,00
Maturité de 182 jours	950,00	1 174,00
Maturité de 364 jours	1 920,00	2 828,00
Emprunt Obligataire 2015	183,33	00,00
Principal	183,33	
Protocole Dette BCRG 2015 hors intérêts	1 134,98	922,18
Emprunt Obligataire 2017	500,37	416,97
Principal	500,37	416,97
Arriérés de crédits TVA des sociétés minières et autres	633,07	546,30
Dette CBG en Principal	115,08	00,00
Dette non structurée	936,35	1 969,49
TOTAL ENCOURS DETTE INTÉRIEURE	13 561,12	15 842,84

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

CHAPITRE 4 : MONNAIE, CREDIT ET CHANGE

L'évolution de la masse monétaire ressort à GNF 24 747,4 milliards à fin décembre 2018 contre GNF 22 434,2 milliards à fin décembre 2017, soit une progression de 10,3 %. Cette progression résulte essentiellement de la reconstitution des avoirs extérieurs nets de 33,6 % et de la faible progression des avoirs intérieurs nets de 3,7 %.

4.1 COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE

Au 31 décembre 2018, la structure de la masse monétaire est dominée par les dépôts à vue en francs guinéens comme en 2017. Ces dépôts représentent 42,6 % de la masse monétaire contre 40 % un an auparavant. Les dépôts en devises représentent 20 % de la masse monétaire, en baisse de 3 points de pourcentage par rapport à fin 2017. La part de la circulation fiduciaire a baissé de 30 % à fin 2017 à 29 % à fin 2018.

La circulation fiduciaire se chiffre à GNF 7 244,5 milliards à fin décembre 2018 contre GNF 6 707,1 milliards un an auparavant, soit une hausse de 8 % en raison de l'accroissement du crédit à l'économie et des réserves de change.

En 2018, les dépôts en francs guinéens augmentent de 19 % pour s'établir à GNF 12 039,6 milliards, suite à des progressions des dépôts à vue de 18,6 % et des dépôts à terme de 21,1 %. Par contre, les dépôts en devises baissent de 4,5 %, au cours de la période sous revue, pour se situer à GNF 4 945,9 milliards.

4.2 CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

4.2.1 Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets se sont établis à GNF 6 632,2 milliards à fin décembre 2018 contre GNF 4 962,4 milliards à décembre 2017, soit une hausse de 33,6 %. Cette évolution s'explique par l'accroissement des réserves officielles de change, atténuée par la contraction de la position extérieure nette des banques primaires.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale augmentent de 65,8 % pour se situer à GNF 4 906,8 milliards (USD 533,8 millions), à fin décembre 2018 contre GNF 2 899,4 milliards (USD 321,92 millions) un an auparavant. Cette hausse s'explique principalement par le renforcement des réserves en or et les encaissements des aides budgétaires de l'Agence Française de Développement, de l'Union Européenne et de la Banque Mondiale.

Par contre, avec GNF 1 825,4 milliards à fin décembre 2018, la position extérieure nette des banques commerciales baisse de 11,5 %, en raison des placements de court terme, d'une banque mère pour le compte de sa filiale

guinéenne, et du recours d'une autre banque à des emprunts contractés auprès de son Groupe pour des besoins de trésorerie.

4.2.2 Avoirs intérieurs nets

A fin décembre 2018, les avoirs intérieurs nets se chiffrent à GNF 17 951,8 milliards contre GNF 17 471,8 milliards à fin décembre 2017, soit une hausse de 2,7 %. Cette augmentation s'explique principalement par la dégradation de la position nette du Trésor auprès du système bancaire et l'accroissement du crédit au secteur privé. La position nette du Trésor auprès du système bancaire s'établit à GNF 13 629,8 milliards à fin décembre 2018, en détérioration de 23,3 % par rapport à son niveau du 31 décembre 2017.

Au 31 décembre 2018, les créances nettes des banques primaires se chiffrent à GNF 4236,2 milliards, en progression de 35,5 % par rapport à fin décembre 2017. Cette évolution résulte des souscriptions aux Bons du Trésor dont l'encours est de GNF 4 211,3 milliards à fin 2018 contre GNF 3 070 milliards un an auparavant.

L'encours des crédits au secteur privé a augmenté de 19,7 % pour s'établir à GNF 9 835,7 milliards à fin 2018. Cette évolution est essentiellement due à la campagne de crédits scolaires, au cours du dernier trimestre 2018, et à l'utilisation des lignes de découvert pour la clientèle des banques évoluant notamment dans le secteur du BTP.

Tableau 8 : Situation monétaire intégrée (en milliards GNF sauf les réserves de changes)

Libellé	2016	2017	2018	Variation 2017-2018	
				Absolue	en %
Avoirs extérieurs nets	3 074,8	4 962,4	6 632,2	1 669,8	33,6
Banque Centrale	2 480,3	2 899,4	4 806,8	1 907,4	65,8
dont réserves de change (en millions USD)	268,9	321,9	533,8	211,9	65,8
Banque de Dépôts	594,5	2 063,1	1 825,4	-237,6	-11,5
Avoirs intérieurs nets	16 319,4	17 471,8	18 115,2	643,3	3,7
Créances nettes sur l'État à la BCRG	7 462,4	7 926,8	9 393,5	1 466,7	18,5
Créances nettes sur l'État dans les Banques	2 682,8	3 126,6	4 236,2	1 109,7	35,5
Crédits aux Entreprises Publiques	10,0	3,7	4,2	0,7	15,4
Crédits au Secteur Privé	8 033,3	8 217,4	9 835,7	1 618,4	19,7
Autres Postes nets	-1 868,4	-1 802,5	-5 354,6	-3 552,0	197,1
Masse monétaire	19 394,6	22 434,2	24 747,4	2 313,1	10,3
Monnaie en circulation	5 608,1	6 707,1	7 244,5	537,5	8,0
Dépôts à vue	8 495,9	8 885,2	10 540	1 654,8	18,6
Dépôts à terme	1 240,6	1 665,3	2 017,0	351,6	21,1
Dépôts en devises étrangères	4 050,1	5 176,6	4 945,9	-230,7	-4,5

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.3 GESTION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE ET OPERATIONS DE CREDIT

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, la BCRG utilise principalement les instruments indirects, à savoir : les opérations d'open market et les réserves obligatoires. En outre, la BCRG procède à l'adjudication

de Bons du Trésor (BdT) sur le marché monétaire pour couvrir les besoins de trésorerie de l'Etat. Elle agit également sur le taux directeur pour influencer sur l'ensemble des taux du système bancaire

4.3.1 Opérations d'open market, de prises en pension et des opérations interbancaires collatéralisées

Le volume des émissions sur le marché des Bons de Trésor se chiffre à GNF 7 115 milliards contre GNF 6 438 milliards en 2017, soit une progression de 10,5 %.

Le volume souscrit par les Banques, les Assurances et les Mutuelles s'élèvent à GNF 10 096 milliards contre GNF 7 370,50 milliards en 2017, soit une progression de 37,0 %, en raison de l'accroissement de la liquidité du système bancaire, suite au remboursement des emprunts obligataires et des titres publics.

Le volume adjudgé des BdT s'élève à GNF 5 713 milliards contre GNF 4 038 milliards en 2017, soit une augmentation de 41,5 %. Le taux de couverture (rapport entre le montant souscrit et le montant adjudgé) s'établit à 176,7 % contre 182,5 % en 2017.

L'encours total des BdT est évalué à GNF 4 272 milliards à fin décembre 2018 contre GNF 3 070 milliards un an auparavant. Comme en 2017, l'encours des BDT reste dominé par la maturité de 364 jours, suivie de celle de 182 jours.

Tableau 9 : Progression des encours de BDT 2015 à 2018 (en milliards GNF)

	Déc.-15	Déc.-16	Déc.-17	Déc.-18
Encours total	2 291,8	2 562,8	3 070,0	4 272,0
91 jours	160,0	235,0	200,0	270,0
182 jours	795,8	1 005,5	950,0	1 174,0
364 jours	1 336,0	1 322,3	1 920,0	2 828,0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A fin 2018, l'emprunt obligataire de 2015 s'élevant à GNF 550 milliards, est entièrement remboursé, ainsi que la première échéance de celui de 2017.

La pension overnight¹ et le guichet d'injection de liquidité par appel d'offres sont introduits en 2016 par la BCRG dans le but de moderniser le guichet de refinancement.

A fin 2018, les pensions overnight et les opérations d'injection de liquidité par appel d'offres à 7 jours se situent à GNF 1 322 milliards contre GNF 2 172 en 2017, soit une baisse de 39,1 %. Cette baisse est essentiellement due aux remboursements des titres publics. Le taux moyen pondéré de ces opérations est de 12,9 % contre 13,6 % en 2017 et 14,0 % en 2016.

¹ Pension overnight : opération de cession temporaire, à l'initiative des banques, destinée à fournir de la liquidité à une banque ayant des difficultés de trésorerie, pour une période maximale de deux jours

Le recours au guichet de pension résulte de l'anticipation des banques sur les manquements aux réserves obligatoires et sur une position débitrice au cours des séances de compensation. Ce recours se justifie par le caractère dissuasif des taux d'intérêts appliqués pour les pénalités au manquement sur les réserves obligatoires.

Les opérations interbancaires en GNF garanties par les titres portent sur des échanges de liquidités pour un montant global de GNF 735 milliards contre GNF 604,8 milliards en 2017 et GNF 258 milliards en 2016. Les taux d'intérêt varient entre 8 % et 11 % avec un taux moyen pondéré de 9,6 %.

4.3.2 Réserves obligatoires

Le coefficient de réserves obligatoires est maintenu inchangé à 16 % en 2018. A fin 2018, les réserves obligatoires s'établissent à GNF 2 492,3 contre GNF 2 328,5 milliards à fin 2017, soit une augmentation de 7,0 %.

Les réserves excédentaires nettes atteignent en moyenne GNF 1 048,3 milliards toutes devises confondues, dont GNF 684,2 milliards pour la partie en francs guinéens. Ce niveau était de GNF 491,3 milliards à fin 2017.

4.3.3 Taux directeur

Le taux directeur complète le dispositif d'instruments existants en vue de mieux gérer la liquidité bancaire. En 2018, la BCRG maintient le taux directeur à 12,5 %.

Malgré cela, la liquidité totale du système bancaire augmente de 16,6 % par rapport à son niveau de fin décembre 2017, pour se situer à GNF 3 819,8 milliards à fin 2018, en raison essentiellement de la hausse de 20,7 % des dépôts en GNF des banques à la BCRG.

La liquidité nette (liquidité brute moins réserves obligatoires) pour la partie GNF se chiffre à GNF 973,0 milliards à fin décembre 2018 contre GNF 671,1 milliards à fin décembre 2017, soit une progression de 45 %.

Sur le marché monétaire, les différents taux sont ajustés. En effet, le taux moyen pondéré des BdT à 364 jours passe de 11,1 % à fin décembre 2017 à 12,4 % à fin décembre 2018 et celui à 182 jours de 9,5 % à 11,4 %. Le taux moyen pondéré des BdT à 91 jours est fixé à 9,9 % à fin 2018 contre 7,8 % à fin 2017.

4.3.4 Evolution des dépôts

L'encours des dépôts de la clientèle privée des banques a progressé de 15,0 % : GNF 17 271,0 milliards contre GNF 15 021,9 milliards en 2017.

Comme en 2017, les dépôts à vue (DAV) représentent près de 88 % des dépôts. Ils totalisent 15 179,1 milliards à fin décembre 2018 contre GNF 13 147,9

milliards à fin décembre 2017, soit une hausse de 15,5 % due à l'augmentation des comptes créditeurs de 23,7 %, des comptes ordinaires de 18,2 %, et des comptes épargne de 6,9 %.

Les dépôts à terme (DAT) passent de GNF 1 874,01 milliards à fin 2017 à GNF 2 091,95 milliards au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 11,6 %, traduisant une conversion des DAT vers les DAV et une stratégie de transaction de la clientèle privée des banques à cause du niveau faible de rendement des DAT.

Tableau 10 : Evolution des dépôts dans les banques (milliards GNF)

	2017	2018	Variation	
			Absolue	en %
Dépôts à vue (DAV)	13 147,91	15 179,06	2 031,15	15,45
Comptes ordinaires	8 412,81	9 946,23	1 533,42	18,23
Comptes d'épargne	3 711,54	3 966,94	255,40	6,88
Autres comptes créditeurs	1 023,56	1 265,89	242,33	23,67
Dépôts à terme (DAT)	1 874,01	2 091,95	217,94	11,63
TOTAL des Dépôts	15 021,91	17 271,00	2 249,09	14,97
Part des dépôts à vue (%)	87,52	87,89		
Part des dépôts à terme (%)	12,48	12,11		

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.3.5 Evolution des crédits

Les crédits distribués par les banques à l'économie connaissent un rebond en 2018, contrairement à l'année précédente. A fin 2018, l'encours global des crédits à l'économie atteint GNF 8 578 milliards contre GNF 7 298,1 milliards à fin 2017, soit une augmentation de 17,5 %. Cette progression résulte essentiellement de l'accroissement des crédits à court terme et des crédits à moyen terme, qui se situent respectivement à GNF 4 954,10 milliards et à GNF 3 400,5 milliards à fin décembre 2018, contre GNF 3 817,8 milliards et GNF 3 232,8 milliards un an plus tôt. Par contre, les crédits à long terme enregistrent une baisse de 9,5 % avec un montant de GNF 223,5 milliards à fin 2018.

En termes de proportion, les crédits à court terme représentent à eux seuls plus de la moitié (57,8 %) du total de l'encours du crédit total en 2018, les crédits à moyen et long termes ne représentant respectivement que 39,6 % et 2,6 % du total des crédits.

Tableau 11 : Evolution du crédit dans les banques (milliards GNF)

	2017	2018	Variation	
			Absolue	En %
Crédits à l'Economie	7 298,14	8 578,03	1 279,89	17,54
Crédits à Court Terme	3 817,83	4 954,10	1 136,27	29,76
Crédits à Moyen Terme	3 232,84	3 400,46	167,61	5,18
Crédits à Long Terme	247,47	223,48	-24,00	-9,70
Part des CCT en %	52,31	57,75		
Part des CMT en %	44,30	39,64		
Part des dépôts à terme (%)	3,39	2,61		

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La progression des crédits à l'économie en 2018 est portée par les crédits à court terme et les prêts à moyen terme.

En effet, les crédits à court terme augmentent de GNF 1 136,3 milliards par rapport à 2017, en raison de la hausse des crédits d'importations (31,59 %) et de celle des crédits de financement de stocks.

La hausse de 5,2 % des crédits à moyen terme est pour l'essentiel imputable aux crédits d'investissement qui croissent de 7,7 % entre fin décembre 2017 et fin décembre 2018. Ces crédits ont surtout bénéficié aux sociétés privées.

En revanche, la baisse de 9,7 % des crédits à long terme concerne principalement les rééchelonnements et consolidations qui diminuent de 72,2 %, entre fin décembre 2017 et fin décembre 2018.

Par ailleurs, en 2018, la répartition par groupe d'agents économiques bénéficiaires de l'encours des crédits accordés à court terme fait ressortir une part importante (81,4 %) pour les sociétés privées. Les particuliers et divers et les entrepreneurs individuels détiennent respectivement 12,2 % et 6,2 % de cet encours.

Les crédits à moyen terme sont distribués principalement entre les sociétés privées (58,4 %), les particuliers et divers (39,4 %) et les entrepreneurs individuels (2,2 %).

Malgré leur faible part dans le total de l'encours des crédits à l'économie, les crédits à long terme sont répartis entre les particuliers et divers (51,2 %), les sociétés privées (31,2 %) et les entrepreneurs individuels (17,6 %).

Le taux de conversion des dépôts en crédit (total crédit rapporté au total dépôt) se situe à 49,7 % à fin décembre 2018 contre 48,6 % un an auparavant, traduisant l'utilisation progressive des dépôts par les banques pour satisfaire les demandes de crédit de leurs clients.

4.3.6 Système d'Information du Crédit (SIC)

Le nouveau Système d'Information du Crédit de la BCRG, lancé en décembre 2017, collecte et centralise les informations relatives aux contrats

d'engagement et aux impayés y afférents, les incidents de paiement, les bilans et comptes de résultat des entreprises, les décisions judiciaires et les factures de services impayées.

L'encours des crédits (y compris les engagements par signature) des clients du système bancaire recensés par le SIC passe de GNF 4 662,0 milliards à fin décembre 2017 à GNF 5 438,4 milliards à fin décembre 2018, soit une augmentation d'environ 17 %. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des crédits de 21,6 %.

Tableau 12 : Risques-clients par nature de crédit au 31 décembre 2017 (en milliards GNF)

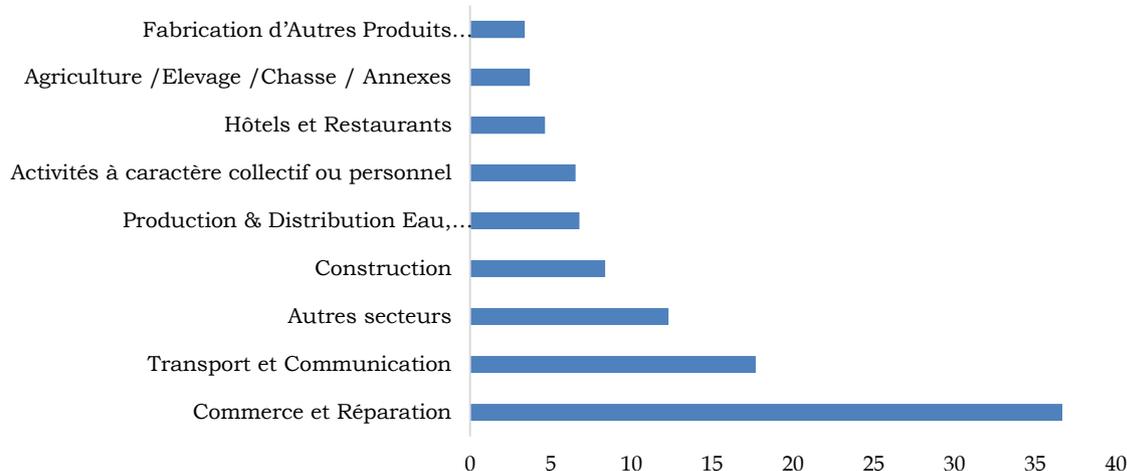
Nature de crédit	Déc. 2017	Déc. 2018	Variation en %
Crédits bilan	3 759,0	4 569,1	21,6 %
Crédits hors bilan	903,1	869,3	-3,7 %
Total Général	4 662,0	5 438,4	16,7 %

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

L'encours total des crédits par terme des clients du système bancaire est dominé par les crédits à court terme qui s'élèvent à GNF 2 180,706 milliards à fin décembre 2018, représentant 47,7 % du total des crédits utilisés.

Par ailleurs, les crédits accordés par les banques à leurs clients au 31 décembre 2018, se caractérisent par la prépondérance des crédits aux secteurs du commerce (36,7 %), du transport et communication (17,7 %) et de la construction (8,4 %).

Graphique 13 : Répartition du crédit par secteur d'activité (%)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

L'encours global des créances impayées au 31 décembre 2018 se chiffre à GNF 56,9 milliards contre GNF 8,6 milliards un an auparavant, ce qui représente une hausse de près de GNF 48 milliards. Ces impayés concernent essentiellement les secteurs du commerce et de la construction.

Le Système d'information du crédit collecte les incidents de paiement intra bancaires et interbancaires sur les moyens de paiement, essentiellement les chèques. A fin décembre 2018, le cumul des incidents de paiement sur

chèques s'élève à 1097 cas, correspondant à un encours global de GNF 79,5 milliards. Ces incidents de paiement sont dus, entre autres à l'insuffisance de provision (1 075 cas), et à la signature non conforme et autres anomalies (22 cas).

4.4 OPERATIONS ET REGLEMENTATION DES CHANGES

En 2018, la Banque Centrale a poursuivi ses réformes dans le domaine de la politique des changes. Ses activités ont visé la stabilité du taux de change, les opérations du marché des changes, l'optimisation de la gestion des réserves de change et l'exécution du budget en devises de l'Etat.

4.4.1 Evolution du taux de change

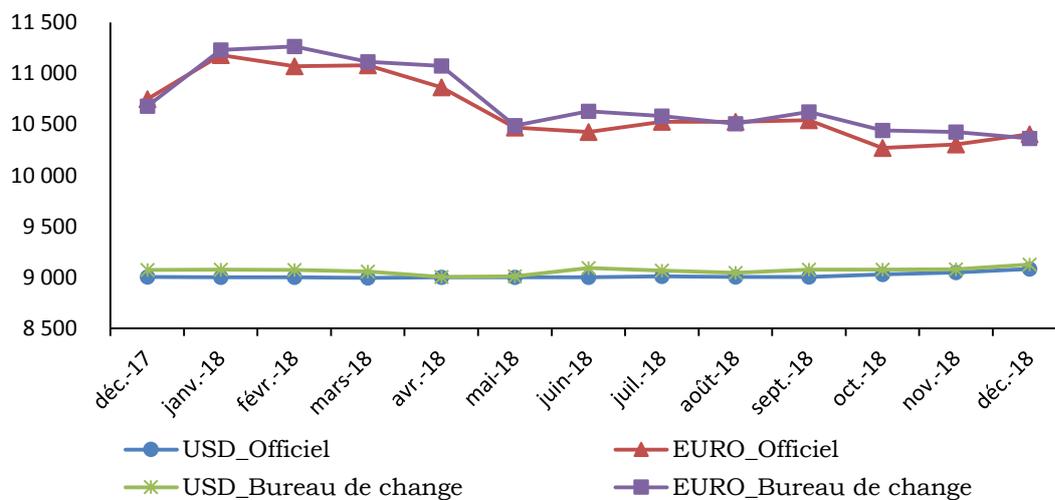
Les réformes engagées par la BCRG ont été poursuivies, en vue de renforcer les réserves de change et de stabiliser la valeur du franc guinéen (GNF). Ces réformes ont eu des impacts sur l'évolution des cours de change du GNF par rapport aux principales devises de référence.

Sur le marché officiel, le cours du franc guinéen par rapport au dollar des Etats-Unis se fixe à fin décembre 2018 à GNF 9 084,8 contre GNF 9 006,4 à fin décembre 2017, soit une dépréciation de 0,9 %. Le cours du franc guinéen par rapport à l'euro passe de GNF 10 748,2 à GNF 10 405,7, soit une appréciation du GNF de 3,2 % au cours de la période concernée.

Sur le marché des bureaux de change agréés, le cours du franc guinéen par rapport au dollar se chiffre à GNF 9 128,3 contre GNF 9 073,3 à fin 2017, soit une dépréciation de 0,6 %. Le cours du franc guinéen par rapport à l'euro passe de GNF 10 681, 7 à fin décembre 2017 à GNF 10 364,3 soit une appréciation de 3,0 %.

La prime de change par rapport au dollar US baisse de 0,7 % à 0,5 %, concernant ainsi l'unification des deux marchés. Par rapport à l'euro, la prime de change passe de -0,6 % à -0,4 %.

Cette tendance à l'unification du marché des changes résulte, d'une part, de la bonne tenue du marché aux enchères bilatérales de devises et, d'autre part, des initiatives de la BCRG visant à rendre effectif le rapatriement des recettes d'exportation et l'application stricte de l'interdiction de la facturation et du paiement en devises sur l'étendue du territoire national. En effet, selon les statistiques obtenues des banques de la place, sur l'ensemble des transactions en devises enregistrées au cours de l'année 2018, les demandes formulées s'élèvent à USD 1 533,51 millions contre des ventes d'USD 1 526,5 millions. Ainsi, les demandes de devises de la clientèle se trouvent couvertes à 99,5 %.

Graphique 14 : Evolution du taux de change GNF/USD et GNF/EURO (à fin de période)

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.4.2 Marché aux enchères bilatérales de devises (MEBD)

En 2018, 101 séances de MEBD sont organisées par la BCRG pour un montant total vendu d'USD 42,3 millions, dont USD 27,2 millions par les banques et les entités extérieures, et le solde par la BCRG pour USD 15 millions.

4.4.3 Suivi des activités des bureaux de change et des établissements de transfert d'argent

En 2018, la BCRG a délivré 3 nouveaux agréments de bureaux de changes et retiré 1 agrément pour motif économique. Par conséquent, 42 bureaux de changes sont en activité à fin 2018. Concernant les établissements de transfert, 2 nouveaux agréments et 2 retraits d'agréments sont enregistrés en 2018, maintenant leur nombre total à 33.

Encadré 2 : Réformes du marché des changes : flexibilité et transparence en ligne de mire

L'économie guinéenne a été durement perturbée par l'épidémie de la maladie à virus Ebola et la chute des prix des matières premières intervenue pendant la même période. Il en a résulté une baisse du niveau des réserves de change à moins de deux mois d'importation. En conséquence, la valeur du franc guinéen s'est dépréciée par rapport aux principales devises et l'écart entre les taux officiel et parallèle a dépassé 10 %, l'inflation est repartie à la hausse, compromettant l'objectif de stabilité de prix de la BCRG.

Face à cette situation, la BCRG a pris des mesures appropriées pour consolider le système financier guinéen, avec en filigrane, la prise en compte des cycles économiques et budgétaires.

En matière de politique de change, la BCRG a mis en place un marché aux enchères bilatérales de devises dès 2016 avec une nouvelle réglementation et l'abrogation du Marché Interbancaire des Changes.

La mise en place du MEBD a renforcé la flexibilité des taux reposant sur les mécanismes de marché grâce à une plus grande transparence opérationnelle. Il se révèle comme un complément aux opérations des banques avec leurs clientèles dans la recherche de l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché des changes.

Le MEBD a lieu deux fois par semaine, le mardi et le vendredi, de 8h à 8h30. Il regroupe les demandeurs (banques acheteuses et toutes entités externes habilitées par la BCRG), et les offreurs (vendeuses de devises) à travers la collecte de leurs offres d'achats et de vente de dollar des États-Unis.

En cas de déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché des changes, la BCRG intervient sur le MEBD, de sorte à unifier les deux compartiments du marché des changes que sont : le compartiment officiel et le compartiment des bureaux de change agréés. En effet, la BCRG achète l'excès d'offre de devises par rapport à la demande relative au compartiment officiel pour renforcer ses réserves de change. En cas d'excès de la demande sur l'offre de devises, elle vient en appoint sur ledit compartiment via le MEBD afin de maintenir un écart de cours entre les compartiments officiel et celui des bureaux de change agréés inférieur à 2 %, synonyme d'unification des deux compartiments du marché des changes.

Les seules conditions préalables d'accès au MEBD pour les banques sont la disponibilité des fonds à la BCRG pour le bon dénouement des transactions et la soumission de leurs positions de change de la veille.

Les opérations du MEBD ont repris de façon graduelle à partir du premier semestre 2017, grâce à l'inclusion de nouveaux acteurs basés à l'étranger et structurellement offreurs de devises. La reprise des opérations du MEBD au premier trimestre 2017 a été favorisée par une amélioration de la position de change de certaines banques de dépôts, ainsi que la décision de la BCRG de formaliser la participation au MEBD de ces acteurs à l'étranger, structurellement demandeurs de GNF et vendeurs de dollar des États Unis. Cette formalisation a fait l'objet de l'instruction n° 080/DGCC/DCH/18, en date du 29 juin 2019, modifiant l'instruction 0056/DGCC/DCH/16 du 04 janvier 2016, instituant un marché des enchères bilatérales de devises.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des réserves de change officielles, il est institué à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), un marché unilatéral d'achat de devises suivant instruction n°088/DGCC/DCH/18, en date du 28 septembre 2018. Ce marché vise à acquérir de façon régulière un montant indicatif d'un million de dollars américains par mois, à travers un processus transparent, équitable et totalement volontaire.

Dans un souci de transparence et d'actualisation de la méthodologie de calcul du cours de référence du franc par rapport aux principales devises, l'instruction n°081/DGCC/RCH/18 portant méthodologie de calcul et de publication des cours de référence des devises contre le franc guinéen a été signée par les Autorités Monétaires, le 05 juillet 2018.

Dans un autre registre de la réglementation des changes et afin d'être cohérent avec les évolutions internes et externes de notre économie, notamment dans le domaine du transfert d'argent, l'instruction n°0087/DGCC/DCH/18, en date du 18 septembre 2018, portant modification de l'article 2 de l'instruction n°0036/DGEEM/RCH/11, du 16 septembre 2011 relative aux établissements de transfert d'argent, a permis de relever le montant à envoyer (de la contrevaieur en GNF d'USD 2 000 à la contrevaieur d'USD 5 000).

La BCRG a en outre aboli certaines restrictions, et limité les opérations des bureaux de change aux opérations de détail suivant instruction n°068/DGCC/DCH/16 du 06 octobre 2016.

D'autres actions en perspective viendront compléter ultérieurement les réformes menées et ce, dans l'objectif de transparence et de dynamisme sur le marché des changes.

4.4.4 Exécution du budget en devises de la Nation

L'exécution du budget en devises s'est soldée par un excédent d'USD 227,1 millions contre un excédent d'USD 80,1 millions en 2017.

4.4.4.1 Variations des différents postes

- **Recettes**

Les recettes en devises se chiffrent à USD 884,87 millions contre une prévision initiale annuelle d'USD 559,7 millions, soit un excédent de 58,1 %, en raison de l'effet conjugué du dynamisme du secteur minier et concours extérieurs reçus au titre des appuis budgétaires à l'Etat.

Les dépôts des banques reculent de 28,4 % pour s'établir à USD 383,2 millions à fin 2018 contre USD 534,8 millions à fin 2017.

Les recettes minières enregistrent un accroissement de 49,5 % pour se situer à USD 250,4 millions en 2018 contre USD 167,5 millions un an auparavant.

Le poste « autres recettes de l'Etat » se chiffre à USD 77 millions contre USD 91,7 millions à fin 2017, soit une baisse de 16 %, en raison du faible niveau des subventions reçues par l'Etat en 2018.

- **Dépenses**

Le montant total des dépenses s'élève à USD 657,7 millions en 2018 contre USD 737,4 millions à fin décembre 2017, soit une diminution de 10,8 %. Cette diminution s'explique par les variations combinées de la dette extérieure, des autres dépenses courantes, des subventions et transferts de l'Etat, et des transferts au profit des banques.

En effet, le poste « autres dépenses courantes » regroupe principalement les charges des Ambassades, les bourses des étudiants à l'étranger, les contributions de la Guinée aux organisations internationales et les acquisitions de l'Etat à l'étranger. Ce poste s'établit à USD 190,8 millions contre USD 178,2 millions à fin 2017, soit une hausse de 7,1 %. Cette croissance est essentiellement due aux paiements effectués pour l'électricité à la société Electricité de Guinée (EDG).

Le poste « subventions et transferts de l'Etat » qui regroupe à la fois les sous rubriques pèlerinage et dépenses en capital de l'Etat se chiffre à USD 32,2 millions, soit une augmentation de 9,8 % par rapport à 2017.

L'exécution annuelle du poste « frais d'impression des billets de banque » connaît une baisse de 13,4 % pour se situer à USD 6,2 millions contre USD 7,2 millions un an auparavant. Cette baisse est due à la bonne gestion de la circulation fiduciaire.

Le montant total des transferts des banques s'élève à USD 270,16 millions contre USD 423,7 millions en 2017, soit une baisse de 36,2 %. Cette situation s'explique essentiellement par la suspension des versements en euros ayant entraîné une baisse du nombre de transferts des banques primaires en euros.

Le solde de l'exécution du budget en devises est excédentaire d'USD 227,1 millions contre un excédent d'USD 80,1 millions en 2017

4.4.4.2 Réalisation des critères quantitatifs du programme appuyé par la FEC du FMI

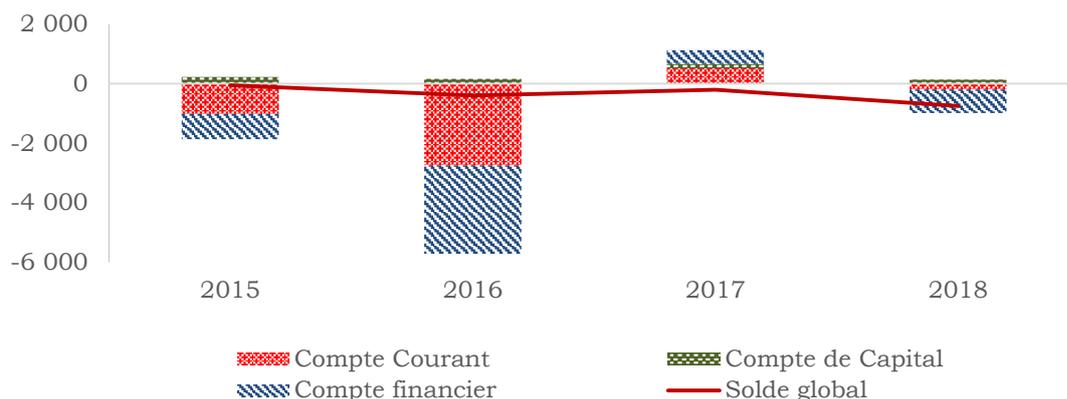
L'excédent de l'exécution du budget en devises réalisé à fin 2018 (USD 227,1 millions) et les achats d'or portent le niveau des avoirs extérieurs nets à USD 764,0 millions contre un stock d'USD 458,5 millions à fin 2017.

Cette amélioration du niveau des avoirs extérieurs nets permet à la BCRG de respecter le critère sur le niveau des réserves internationales nettes (RIN) convenu dans le cadre du Programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit conclu avec le FMI et dans le cadre des conventions sous régionales. En effet, sur un objectif d'USD 544 millions à fin décembre 2018, les réserves internationales nettes de la BCRG se chiffrent à USD 585,47 millions, soit une marge d'USD 41,47 millions.

CHAPITRE 5 : SECTEUR EXTERIEUR

En 2018, le compte extérieur se traduit par un besoin de financement de l'économie guinéenne d'USD 50,10 millions contre une capacité de financement d'USD 665,10 millions en 2017. Ce besoin de financement est comblé par un accroissement net de passifs enregistré au cours de l'année 2018.

Graphique 15 : Evolution des principaux comptes de la balance des paiements (en millions USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

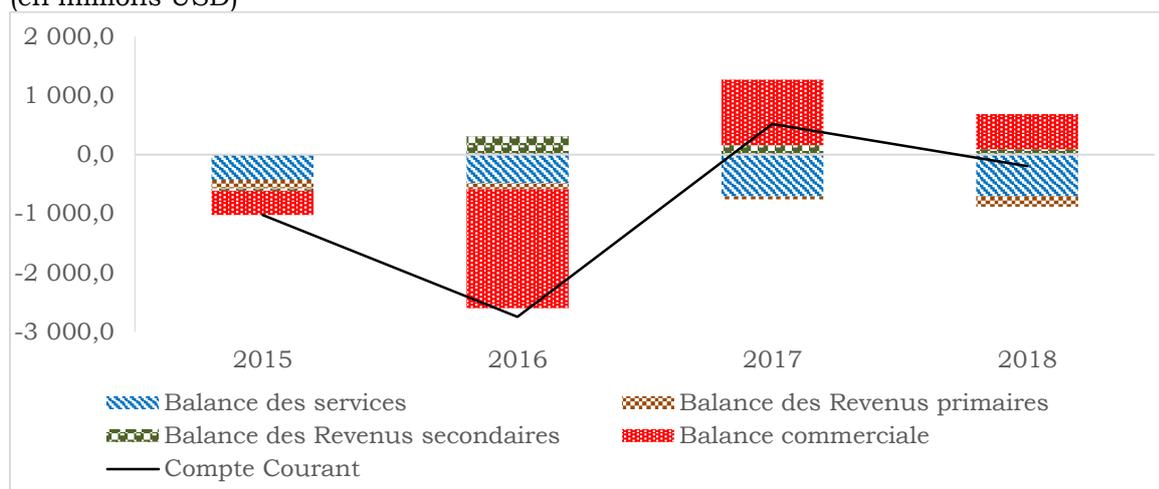
Tableau 13 : Evolution de la Balance des paiements (millions de dollars)

	2015	2016	2017	2018
Compte Courant	-1020,18	-2744,92	518,4	-190,46
Compte de Capital	230,91	164,2	145,7	140,36
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-789,29	-2580,67	-664,10	-50,10
Compte financier	-841,07	-2973,54	-469,53	-796,04

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

5.1 COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

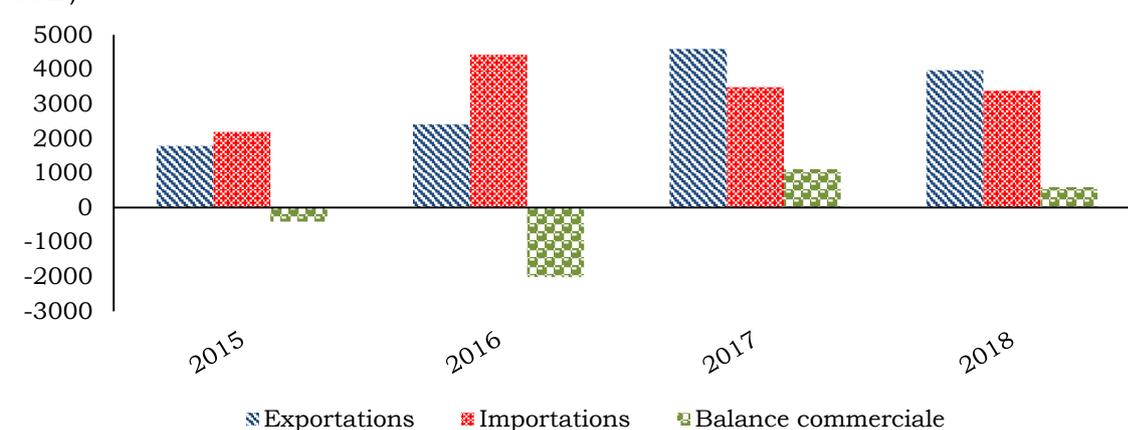
Le compte des transactions courantes affiche un solde déficitaire d'USD 190,5 millions (-1,2 % du PIB) contre un solde excédentaire d'USD 518,5 millions (4,8 % du PIB) en 2017. Cette dégradation provient essentiellement de la baisse de l'excédent de la balance commerciale. Les balances des services et des revenus primaires enregistrent un déficit, tandis que la balance des revenus secondaires affiche une baisse de son excédent par rapport à 2017.

Graphique 16 : Evolution des principales postes de la balance des transactions courantes (en millions USD)

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

5.1.1 Balance commerciale

Toujours excédentaire, le solde de la balance commerciale a néanmoins accusé une baisse d'USD 517,6 millions pour se situer à USD 592,4 millions contre d'USD 1 110,0 millions en 2017, résultant d'une contraction des exportations de biens. Le taux de couverture des importations par les exportations a baissé de 14,4 points de pourcentage par rapport à 2017, pour s'établir à 117,5 % en 2018.

Graphique 17 : Evolution des principales postes de la balance commerciale (en millions USD)

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les exportations des biens ont diminué d'USD 4 594,06 millions en 2017 à USD 3 978,04, soit environ 13,4 %. Cette contraction reflète essentiellement la baisse considérable :

- du volume et de la valeur de l'or non monétaire exporté par les structures artisanales ;
- de la valeur du diamant exporté par les sociétés industrielles et les structures artisanales qui baissent ;

- de la valeur des produits agricoles exportés par les agents économiques et les sociétés guinéennes ;
- du volume et de la valeur des produits forestiers exportés par les agents économiques.

Le volume de l'or exporté est passé de 45 090 tonnes en 2017 à 26 510 tonnes en 2018, soit une baisse de 41,2 % due aux mesures du Gouvernement portant l'interdiction de l'utilisation des produits chimiques (phosphate) par les orpailleurs artisanaux.

La valeur des exportations des produits aurifères se situe à USD 989,2 millions contre USD 1692,5 millions en 2018, soit une baisse de 41,5 % due à l'évolution défavorable du prix de l'or sur le marché international et à la baisse de la production artisanale.

Les produits agricoles (pommes de terre, bananes, etc.) qui représentent 3,1 % des exportations de biens, ont enregistré une baisse, s'établissant à USD 121,63 millions en 2018 contre USD 194 millions en 2017, soit 37,32 %. Cette baisse résulte en grande partie de l'évolution défavorable des prix de certains produits sur le marché international notamment, le cacao et le café.

Le volume des produits forestiers est passé de 63 580 tonnes en 2017 à 45 410 tonnes en 2018, soit une baisse de 28,5 %. La valeur des produits forestiers est passée d'USD 145,3 millions en 2017 à USD 63,9 millions en 2018. Ce recul est attribuable à l'évolution défavorable des prix sur le marché international et à la baisse de la production.

La valeur des produits forestiers est passée d'USD 145,3 millions en 2017 à USD 63,9 millions en 2018, soit une diminution de 56 %, résultant à la fois de l'évolution défavorable des prix sur le marché international et de la baisse de la production.

L'Asie reste la principale zone d'exportations de la Guinée avec 37,2 %, suivie de la CEDEAO (16,8 %), l'Union Européenne (13,9 %) et autres pays (23,6 %).

Les importations ont connu une baisse de 2,8 % par rapport à 2017 pour se situer à USD 3 385,64 millions. Cette évolution résulte de la diminution du volume et de la valeur des biens d'équipements.

Le volume des équipements importés est passé de 316 430 tonnes en 2017 à 101 860 tonnes en 2018, soit une baisse de 67,8 %, due à l'achèvement de certaines étapes de la mise en œuvre des projets de construction dans certaines sociétés minières (Guinea Alumina Corporation et Compagnie de Bauxite de Guinée).

L'Union Européenne reste la principale zone de provenance des produits importés avec 39,4 %, suivie de l'Asie (26,3 %), du continent américain (4,6 %), de la CEDEAO (4,5 %) et des autres pays (16,2 %).

5.1.2 Balance des services

La balance des services est ressortie déficitaire d'USD 697 millions contre un déficit d'USD 703,5 millions en 2017, soit une amélioration de 0,9 %. Cette amélioration résulte en partie de la baisse de la facture des services de transport maritime, des services de construction et des autres services spécialisés (audit, conseil en gestion, études etc..) fournis aux entreprises résidentes par des non-résidents. A ce titre, les sommes versées aux résidents se chiffrent à USD 104,03 millions contre USD 52,38 millions en 2017, soit une augmentation de 98,6 %. Par contre, les dépenses sont passées d'USD 755,9 millions en 2017 à USD 801 millions en 2018.

Tableau 14 : Evolution de la Balance des services (en millions USD)

	2015	2016	2017	2018
Recettes	78,26	56,99	52,38	104,03
Variations annuelles (en %)	22,44	-27,18	-8,09	98,61
Dépenses	503,28	712,85	755,91	801,02
Variations annuelles (en %)	-7,67	41,64	6,04	5,97
Solde	-425	-655,9	-703,5	-696,99

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

5.1.3 Balance des revenus primaires

La balance des revenus primaires enregistre un déficit d'USD 181,9 millions contre un déficit d'USD 50,6 millions en 2017, soit une détérioration de 72,2 %. Cette détérioration est due à la progression des revenus versés aux investisseurs étrangers dans la composante, dividendes et prélèvements sur le revenu des sociétés et quasi-sociétés.

Les revenus versés aux investisseurs étrangers (dividendes et prélèvements sur le revenu des sociétés et quasi-sociétés) augmentent de 156 %, passant d'USD 40,8 millions en 2017 à USD 104,6 millions en 2018. Cette situation est expliquée par une hausse des revenus versés sur les investissements directs étrangers dans le pays, qui passent d'USD 29 millions à USD 85,7 millions en 2018, soit une amélioration de 196 %.

Tableau 15 : Situation des revenus primaires (en millions USD)

	2015	2016	2017	2018
Revenus reçus du Reste Du Monde	35,46	34,10	47,66	68,66
Revenus versés au Reste Du Monde	178,70	188,90	98,29	250,51
Solde de la balance des revenus	-143	-154,80	-50,63	-181,85

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

5.1.4 Balance des revenus secondaires

La balance des revenus secondaires ressort excédentaire d'USD 96 millions contre un excédent d'USD 162,6 millions en 2017, soit un recul de 41 %. Cette évolution est expliquée par la baisse plus marquée des dons ordinaires

(44,5 %), des impôts courants sur le revenu et le patrimoine (31 %), et des transferts courants des sociétés non financières, des ménages et des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (15 %), reçus de l'étranger par les résidents en 2018.

Tableau 16 : Situation des revenus secondaires (en millions USD)

Année	2015	2016	2017	2018
Transferts reçus du reste du monde	1247,15	964,1	495,19	387,15
Transferts payés au reste du monde	1288,47	883,26	332,64	291,2
Solde de la balance des revenus secondaires	-41,32	80,84	162,55	95,95

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

5.2 COMPTE DE CAPITAL

Le compte capital reste excédentaire à USD 140,4 millions contre USD 145,7 millions en 2017, soit un recul de 3,4 % dû dans une large mesure à la baisse des dons projets faits à l'Etat guinéen et aux ONG nationales par les partenaires financiers au cours de 2018.

Les dons projets accordés à l'Etat et aux ONG sont passés d'USD 149,42 millions en 2017 à USD 140,4 millions en 2018, soit une baisse de 6,1 %, attribuable à la conjoncture économique difficile dans la plupart des pays partenaires de la Guinée.

Tableau 17 : Mouvement des capitaux (en millions USD)

Année	Crédit	Débit	Solde de la balance des capitaux
2015	231,61	0,7	230,91
2016	168,45	4,23	164,22
2017	149,42	3,72	145,7
2018	140,37	0,02	140,35

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

5.3 COMPTE FINANCIER

L'évolution du compte financier fait ressortir un accroissement net du passif d'USD 46,3 millions contre une acquisition nette d'actif d'USD 666,5 millions en 2017. Cette augmentation des engagements est le résultat de la forte baisse des actifs (monnaie fiduciaire et dépôts) étrangers des sociétés guinéennes et de l'augmentation des passifs étrangers (prêts) des sociétés guinéennes et de l'Etat.

Le montant des actifs en termes de monnaie fiduciaire et dépôts des sociétés résidentes est passé d'USD 1421,9 millions en 2017 à USD 383,6 millions en 2018, soit une baisse de 73 %, due en grande partie, au remboursement progressif des prêts et autres engagements antérieurs des sociétés guinéennes (minières) auprès de leurs partenaires financiers.

Le montant du passif étranger (prêts) de l'Etat et des Sociétés résidentes, se situe à USD 320,6 millions contre USD 125,5 millions en 2017, soit une hausse de plus de 100 %, due à l'engagement de travaux techniques et projets de construction par l'Etat et certaines sociétés minières (Guinea Alumina Corporation et Compagnie de Bauxite de Guinée).

Les flux nets entrants des investissements directs étrangers ont également contribué à l'accroissement net du passif du compte financier. Les flux nets entrants des IDE enregistrés dans les sociétés résidentes se situent à USD 352,8 millions en 2018. Ce montant a contribué de manière directe à l'augmentation des engagements étrangers des sociétés minières (Guinea Alumina Corporation, Société Minière de Boké et Compagnie de Bauxite de Guinée).

Cet accroissement net de passifs financiers en termes de tirage a permis une reconstitution des réserves de change d'USD 432,9 millions.

CHAPITRE 6 : ACTIVITES DE SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIERES

6.1 PAYSAGE BANCAIRE

6.1.1 Situation

En 2018, une nouvelle banque a été agréée, la Banque Nationale d'Investissement de Guinée (BNIG), portant à 17 le nombre de banques agréées dont 16 en activité. Il s'agit de la Banque Islamique de Guinée (BIG), de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BICIGUI), de la Société Générale de Guinée (SG Guinée), d'ORABANK GUINEE, de la Banque Populaire Maroc-Guinéenne (BPMG), de l'ECOBANK GUINEE, de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée (BSIC GUINEE), de la Banque pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BCI GUINEE), de la Banque Nationale de Guinée (BNG), de la FBNBANK GUINEE, de VISTA BANK GUINEE, de United Bank for Africa (UBA GUINEE), de Skye Bank-Guinée, de NSIA BANQUE GUINEE, d'Afriland First Bank de Guinée et de la Banque de Développement de Guinée (BDG).

Huit nouvelles agences sont créées et quinze nouveaux distributeurs automatiques sont ouverts. Ainsi, le réseau compte 178 agences et 174 distributeurs automatiques de billets pour plus de 615 179 clients et 2 308 cadres et agents.

Sur le plan réglementaire, une vingtaine de Décisions du Comité des Agréments et Instructions du Gouverneur de la BCRG sont prises. Ces décisions sont relatives, à l'agrément de la Banque Nationale d'Investissement de Guinée (BNIG), à la création du Fond de Garantie des Dépôts des établissements de crédit en République de Guinée, à l'agrément de Dirigeants et Commissaires aux comptes, à l'autorisation d'Administrateur et à la prise de textes d'application de la Loi Bancaire.

Les instructions portent principalement sur les conditions d'exercice par la clientèle des établissements de crédit du droit à l'ouverture d'un compte et les conditions de nomination d'un deuxième Commissaire aux Comptes titulaires par les établissements de crédit.

6.1.2 Evolution des postes du bilan

Le total actif du système bancaire guinéen augmente de 16 % par rapport à l'année 2017 pour atteindre GNF 22 894 milliards contre GNF 19 653 milliards en 2017. Cette augmentation résulte de la progression des emplois de trésorerie de 13 % et des emplois hors trésorerie de 19 %. Les souscriptions en BDT progressent de 30 % ; les avoirs en caisse et en compte auprès de la BCRG de 6,0 % ; les concours accordés à la clientèle privée de 20 % et les autres emplois à court terme de 29,0 %.

L'augmentation du passif s'explique principalement par l'accroissement des ressources hors trésorerie, notamment des dépôts de la clientèle.

Le hors bilan du système bancaire progresse de 4,5 %, passant à GNF 10 500 milliards contre GNF 10 041 milliards en décembre 2017. Cette évolution est liée, en grande partie, aux augmentations des engagements par signature en faveur de la clientèle et aux engagements par signature reçus d'intermédiaires financiers, respectivement de 2,0 % et 4,0 %.

6.1.2.1 Ressources

Les ressources des banques en Guinée sont constituées à 96 % de ressources hors trésorerie et à 4 % des ressources de trésorerie. Les ressources hors trésorerie sont composées des dépôts de la clientèle (79 %), des fonds propres (13 %) et des autres ressources à court terme (8 %). Les ressources de trésorerie s'élèvent à GNF 740 milliards et sont constituées, entre autres, des engagements auprès des correspondants étrangers (77 %) et des engagements auprès des Banques et Institutions locales (19 %).

Les dépôts de la clientèle s'accroissent de 13 % pour se chiffrer à GNF 17 429 milliards et sont formés des dépôts de la clientèle privée (99 %) et des dépôts du secteur public (1 %). Les comptes ordinaires représentent 57 % des dépôts de la clientèle contre 22 % pour les comptes d'épargne, et 12 % pour les comptes à terme. La faiblesse des ressources longues expliquerait, en partie, les difficultés des banques à financer les investissements. Par nature de monnaie, les dépôts bancaires sont composés à 74 % en GNF et à 26 % en devises.

Les autres ressources à court terme atteignent GNF 1 852 milliards contre GNF 1 452 milliards en 2017. Elles se composent des comptes de régularisation (44 %), du résultat intermédiaire (24 %), des créditeurs divers (17 %) et des valeurs à l'encaissement (13 %).

Les fonds propres comptables consolidés du système bancaire se renforcent de 14 % pour s'établir à GNF 2 872 milliards contre GNF 2 509 milliards en 2017. Ce renforcement des fonds propres est principalement lié à la consolidation des réserves des banques de 22 %, à l'augmentation du capital social cumulé des banques de 5 % et aux accroissements des reports à nouveau créditeurs de 39 %.

Les ressources de trésorerie s'évaluent à GNF 740 milliards et sont constituées essentiellement des engagements auprès des correspondants étrangers pour un montant de GNF 573 milliards (77 %) et des engagements auprès des Banques et Institutions locales pour un montant de GNF 146 milliards (19 %).

6.1.2.2 Emplois

En 2018, les emplois du secteur bancaire sont composés des emplois hors trésorerie (50,2 %) et des emplois de trésorerie (49,9 %).

Les concours à l'économie représentent 79 % des emplois hors trésorerie contre 11 % pour les autres emplois à court terme et 10 % pour les actifs immobilisés.

Les concours à l'économie atteignent GNF 9 120 milliards contre GNF 7 585 milliards en 2017, soit un accroissement de 20,2 %, qu'explique une augmentation de GNF 1542 milliards des concours accordés à la clientèle privée.

Les autres emplois à court terme se situent à GNF 1 182 milliards. Ils sont, notamment, constitués des comptes débiteurs divers (36 %), des valeurs à l'encaissement (20 %) et des comptes de régularisation (41 %).

Les emplois de trésorerie se chiffrent à GNF 11 415 milliards contre GNF 10 058 milliards au cours de l'exercice 2017, en hausse de GNF 1 357 milliards (13 %). Ils se composent principalement des encaisses et des dépôts auprès de la BCRG (40 %), des souscriptions en BDT (37 %) et des dépôts en compte auprès des Correspondants étrangers (20 %).

Les crédits consentis au secteur public font GNF 12 milliards contre GNF 20,3 milliards une année auparavant. Leur faible niveau s'expliquerait par la fermeture des comptes des Entités Publiques dans les banques commerciales pour raison de transparence liée au respect de l'unicité des comptes de l'Etat.

6.1.2.3 Analyse de la rentabilité

Le résultat net cumulé du système bancaire est de GNF 449 milliards contre GNF 402 milliards en 2017, en hausse de 11 %. Cependant, deux banques enregistrent des pertes cumulées de GNF 17 milliards.

Le Produit Net Bancaire (PNB) du secteur progresse de 10 % par rapport à l'année 2017 pour se situer à GNF 201 milliards. Cette progression s'explique par la hausse du produit net sur commission qui passe de GNF 428 milliards à GNF 576 milliards, soit une progression de 34 %. Le produit net de trésorerie et interbancaire et les autres produits nets s'accroissent respectivement de 11 % et 4 %, tandis que le produit net clientèle recule de 1 %.

Les frais généraux augmentent de 4 % par rapport à l'année 2017 pour atteindre GNF 178 milliards. Cette augmentation étant moins forte que celle du PNB, il en résulte une amélioration du coefficient d'exploitation du Secteur qui se situe à 59,4 % contre 62,6 % en 2017.

6.1.3 Activités de supervision

En 2018, la Banque Centrale a effectué des missions de surveillance des établissements de crédit, conformément à ses attributions.

6.1.3.1 Contrôle sur pièces

La surveillance du système bancaire a permis de constater des infractions sur certaines règles et normes prudentielles. La situation des Banques, en matière de respect de la réglementation prudentielle est présentée dans les développements qui suivent.

Toutes les banques respectent la norme réglementaire de capital social minimum de GNF 100 milliards. Toutefois, trois banques ne respectent pas la norme de représentation du capital minimum.

Une seule banque est en infraction par rapport à la norme réglementaire minimale de solvabilité de 10 %. Dix banques sont en infraction par rapport à la norme minimale de liquidité, soit une banque en GNF uniquement, cinq banques en devises uniquement, trois banques en devises et en liquidité globale, et une banque en GNF, devises et en liquidité globale.

Toutes les banques respectent la norme de concentration des risques. En revanche, neuf d'entre elles sont en violation de la norme de division des risques sur un ensemble de 30 dossiers.

Deux banques ne respectent pas la norme du coefficient (60 %) de transformation de plus de cinq ans. Six banques sont en infraction par rapport à leur engagement par rapport au risque de change global, en euro et en dollar.

6.1.3.2 Contrôle sur place

La Banque Centrale a réalisé une mission générale dans une banque en difficulté et quelques missions ponctuelles. Les contrôles, effectués sur la base du plan d'action 2018, ont révélé des anomalies et des recommandations sont formulées pour leur correction.

Globalement, les infractions identifiées concernent dix ratios prudentiels et couvrent les seize banques en activité. Ces ratios prudentiels sont les fonds propres nets, la position de change globale, la position de change en dollar, la position de change en euro, la solvabilité, la liquidité en GNF, la liquidité en devises, la liquidité globale, la division des risques et le coefficient de transformation de plus de cinq ans.

6.1.3.3 Réglementation

En 2018, la Banque Centrale a finalisé la révision du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), révisé la grille de notation des banques, mis en place le Fonds de Garantie des Dépôts (FGD), et procédé à l'approfondissement de l'approche de supervision basée sur les risques à travers l'assistance technique d'AFRITAC de l'Ouest (FMI).

6.2 INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

6.2.1 Situation

Le secteur de la microfinance est marqué par la création d'une nouvelle institution, portant le nombre à 26 institutions de microfinance.

Les points de services par catégorie d'IMF se répartissent comme suit :

- première catégorie : 86 agences ou points de service (22,9 %) ;
- deuxième catégorie : 281 agences ou points de service (74,7 %) ;
- troisième catégorie : 9 agences ou points de service (2,4 %).

6.2.1.1 Offre de produits et services financiers

Les IMF proposent généralement à la clientèle des services de dépôts à vue et de crédits à court terme. Certaines parmi elles offrent également d'autres services comme le transfert d'argent, la commercialisation de produits d'assurance, la vente de cartes bancaires, et des services financiers mobiles.

6.2.1.2 Ressources et emplois

Les ressources des IMF sont composées principalement des dépôts à vue (ressources à court terme) et des emprunts. Les dépôts à vue sont de GNF 404,2 milliards contre GNF 335,8 milliards en 2017, soit une hausse de 20,4 %.

Les ressources des IMF de la troisième catégorie proviennent des lignes de crédit accordées par les bailleurs de fonds dans le cadre des programmes d'aide au développement, ou d'emprunts à taux bonifiés. Elles se chiffrent à GNF 1,3 milliards contre GNF 7,2 milliards en 2017.

Les emprunts augmentent de 36,1 % pour atteindre GNF 87,2 milliards contre GNF 64,1 milliards en 2017. Cette augmentation est observée au niveau des première et deuxième catégories, respectivement de 48,2 % et de 51,6 %.

L'encours des crédits progresse de 55,6 % pour se situer à GNF 491,12 milliards contre GNF 315,7 milliards en 2017. Les crédits à court terme sont les plus importants et s'expliquent par le fait que les ressources des IMF sont dominées par les ressources à court terme.

Les liquidités des IMF augmentent de 4,9 % (GNF 97,29 milliards contre GNF 92,7 milliards à fin 2017). En revanche, les immobilisations diminuent de 13,6 % et se chiffrent à GNF 57 milliards contre GNF 66 milliards en 2017.

6.2.1.3 Indicateurs du secteur

Dans l'ensemble, les indicateurs du secteur des IMF s'améliorent à l'exception du résultat net.

Tableau 18 : Evolution des principaux agrégats du secteur entre 2014 et 2018

INDICATEURS	2014	2015	2016	2017	2018	Variation en % (2018/2017)
Nombre d'IMF	20	20	24	25	26	4,0
Nombre de Guichets	306	345	349	377	376	-0,3
Nombre d'employés	713	823	812	848	944	11,3
Nombre de clients	423 327	470 604	531 036	587 041	695 714	18,5
Nombre de crédits accordés	141 731	103 934	126 498	233 125	302 541	29,8
Fonds Propres Consolidés (en milliards de GNF)	41,85	36,5	66,79	53,19	104,32	96,1
Volume des crédits (en milliards de GNF)	190,91	256,60	415,43	396,41	620,32	56,5
Encours des crédits (en milliards de GNF)	169,12	188,16	244,59	315,65	491,12	55,6
Encours d'épargne (en milliards de GNF)	165,75	219,23	281,09	335,81	404,21	20,4
Portefeuille des crédits en souffrance (en milliards de GNF)	23,69	23,46	18,31	12,40	36,39	330,5
Résultat net (en milliards de GNF)	-14,99	-5	-0,62	-16,87	-21,03	-22,9

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les fonds propres des IMF se renforcent de 96,1 % par rapport à l'année 2017. Ils passent en effet à GNF 104,3 milliards contre GNF 53,2 milliards en 2017. Les fonds propres de la première catégorie atteignent GNF 18,7 milliards contre GNF 4,6 milliards en 2017. Les fonds propres de la deuxième catégorie s'établissent à GNF 78,9 milliards contre GNF 45,8 milliards en 2017, tandis que ceux de la troisième catégorie passent à GNF 6,7 milliards contre GNF 2,9 milliards en 2017.

Tableau 19 : Répartition des fonds propres par catégorie des IMF (en milliards GNF)

Fonds Propres	2014	2015	2016	2017	2018	Variation en % par rapport à 2017
Première Catégorie	3,98	10,76	11,09	4,57	18,72	309,9
Deuxième Catégorie	35,14	22,41	52,82	45,76	78,88	72,4
Troisième Catégorie	2,73	2,89	2,89	2,86	6,71	134,9
Fonds Propres Consolidés	41,85	36,05	66,79	53,19	104,32	96,13

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Comme l'année précédente, le secteur de la microfinance dégage un résultat net déficitaire de GNF 21 milliards contre un déficit de GNF 16,9 milliards un an auparavant. Cette dégradation s'explique par la mauvaise performance des IMF de la deuxième catégorie. Par contre, les IMF des première et troisième catégories réalisent des résultats positifs, respectivement de GNF 8,5 milliards et de GNF 0,1 milliards.

Tableau 20 : Evolution du résultat par catégorie des IMF (en milliards GNF)

Résultat Agrégé	2017		2018	
	Montant	Part (en %)	Montant	Part (en %)
Première Catégorie	-0,98	7,2	8,53	-40,6
Deuxième Catégorie	-15,79	93,6	-29,7	141,0
Troisième Catégorie	0,13	-0,8	0,1	-0,4
Total	-16,87	100	-21,03	100

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Le secteur de la microfinance est dominé par cinq institutions en termes de part de marché. Les dépôts collectés par celles-ci représentent 99,6 % du total des dépôts et elles détiennent 99,2 % du portefeuille de crédits du secteur.

Tableau 21 : Part de marché des huit IMF qui dominent le secteur des IMF

Ordre	Institutions	Encours d'épargne		Encours Crédits	
		Montant	Part (%)	Montant	Part (%)
1	CRG	122,44	30,91	143,33	30,36
2	COFINA	91,26	23,04	134,08	28,40
3	YETE MALI	61,25	15,46	59,47	12,60
4	CREDIT KASH	68,96	17,41	57,89	12,26
5	FINADEV S.A	42,12	10,63	39,26	8,32
6	AMIFA	3,47	0,00	22,94	0,00
7	FASEF BG	5,23	0,88	11,31	4,86
8	RAFOC	1,43	1,32	3,75	2,40
	Total	396,16	100	472,03	0,79

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Le Crédit Rural de Guinée (CRG SA) est le leader sur le marché, aussi bien en termes de dépôts que de crédits. Il détient environ 31,5 % de l'encours des crédits du secteur et 31,2 % de l'encours des dépôts. COFINA S.A occupe la deuxième place, suivie de CREDIT KASH qui réalise une bonne performance sur les deux principaux indicateurs.

Le nombre de clients des IMF augmente de 18,5 % pour se situer à 695 714 contre 587 041 en 2017. Cette augmentation est imputable à l'accroissement du nombre de clients des catégories 1 et 2, respectivement de 13,8 % et de 20,5 %.

Le volume de crédits s'accroît de 56,5 % pour se situer à GNF 620,3 milliards contre GNF 396,41 milliards en 2017. L'encours de crédit augmente également

de 55,6 % pour atteindre GNF 491,1 milliards contre GNF 315,7 milliards une année auparavant. Le montant des créances en souffrance s'élève à GNF 36,86 milliards contre GNF 12,4 milliards en 2017, en hausse de 197,3 %.

La situation du portefeuille des IMF pour l'année 2018 est décrite dans le tableau ci-dessous.

Tableau 22 : Evolution du portefeuille des crédits en souffrance (en milliards GNF) en 2018

INDICATEURS	2014	2015	2016	2017	2018	Variation
Encours des crédits en retard	23,69	23,46	18,31	12,40	36,86	197,3 %
dont 1 à 30 jours	4,45	7,83	7,78	2,41	11,36	371,4 %
dont 31 à 60 jours	3,82	1,72	2,84	2,09	9,61	359,8 %
dont 61 à 90 jours	3,07	1,27	1,47	1,66	3,16	90,4 %
dont 91 à 180 jours	2,28	1,99	1,31	3,35	4,47	33,4 %
dont 181 à 360 jours	2,14	2,88	2,06	1,83	4,46	143,7 %
dont plus de 360 jours	0,08	7,77	2,84	6,45	3,77	-41,5 %

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En 2018, le portefeuille de crédit en souffrance se dégrade fortement. Cette dégradation est observée au niveau des IMF de la deuxième catégorie et de la troisième catégorie, qui enregistrent des augmentations de l'ordre de 343 % et de 414,1 % respectivement. En revanche, au niveau des IMF de la première catégorie, les crédits en souffrance diminuent de 10 %.

Les IFM accordent plus de crédits aux secteurs du commerce, restauration et hôtellerie, qui bénéficient de la moitié environ du total des crédits accordés (45,3 %). Ce secteur est suivi par celui des Travaux publics et Bâtiments qui attire 14,6 % du total, contre 13,1 % pour le secteur Agriculture, Elevage et Pêche.

Tableau 23 : Evolution des concours accordés par secteur d'activité (en %).

Secteurs d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Agriculture, Elevage et Pêche	20	20	18	14	11	11,5	13,1
Travaux publics, Bâtiments et Logements	4	4	8	6	12	6,25	14,6
Commerce, Restauration et Hôtellerie	57	57	53	53	51	47,9	45,3
Industrie et Artisanat	5	10	9	4	5	4,3	4,0
Transport et Communication	7	3	4	2	5	2,8	5,1
Autres	7	6	9	20	16	27,2	17,9
Total	100						

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

6.2.2 Activités de supervision

La Banque Centrale a réalisé des activités de contrôle sur place et sur pièces, et élaboré des instructions et des textes réglementaires.

6.2.2.1 Contrôle sur place

La Banque Centrale a effectué quatre missions d'inspection, lesquelles ont couvert 15 IMF dans le cadre du plan d'assainissement du secteur.

Les observations suivantes sont formulées :

- la faible implication des Membres des Conseils d'Administration dans le fonctionnement des IMF (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Comité de Crédit, etc.) ;
- le manque de rigueur dans l'exécution des travaux des Commissaires aux Comptes ;
- le manque de suivi des recommandations des commissaires aux comptes et des missions d'inspection de la Banque Centrale ;
- la faiblesse du contrôle interne ;
- le non-respect de l'application de certains textes (Instructions de la BCRG et textes internes) ;
- la faible fiabilité des systèmes d'information.

6.2.2.2 Contrôle sur pièces

Les activités de contrôle sur pièces ont principalement concerné l'examen des situations périodiques, le suivi du respect des normes prudentielles et la réalisation d'une étude sur le respect des normes prudentielles.

Ces activités révèlent un certain nombre de problèmes qui concernent notamment :

- le non-respect des délais de transmission des situations comptables et statistiques ;
- le manque de fiabilité des informations comptables et financières ;
- le non-respect des certaines dispositions réglementaires, notamment des retards dans la désignation des Commissaires aux Comptes (ratios prudentiels, capital minimum).

6.2.2.3 Activités d'agrément

En 2018, une nouvelle institution est agréée, dénommée WAKILI S.A. Elle est classée dans la catégorie Epargne et Crédits. Deux agréments sont accordés aux dirigeants de Crédit Kash (le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint).

6.3 ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)

6.3.1 Situation

En 2018, les EME connaissent une croissance régulière de leurs activités, tant par l'évolution de leurs réseaux de distribution que par l'augmentation des transactions effectuées et du nombre de leurs clients.

En effet, le nombre de points de transactions des EME est passé de 20 000 en 2017 à 23 809 en 2018, soit une augmentation de 19,1 %. Le nombre de clients est passé de 2 000 000 à 3 262 594, soit une progression de 63,2 % sur la période. Le nombre de clients actifs (utilisant au moins 1 fois leur compte par mois) se situe à fin 2018 à 1 500 000. Concernant le montant des transactions effectuées en monnaie électronique, il a progressé de 50,6 % pour se situer à GNF 451,9 milliards, contre GNF 300,0 milliards en 2017.

Tableau 24 : Evolution des principaux indicateurs sur les EME (à fin de période)

Indicateurs	2017	2018
Nombre d'EME	3	3
Nombre de clients	2 000 000	3 262 594
Nombre d'agents	20 000	23 809
Montant de la monnaie électronique en circulation (en milliards GNF)	300	451,9

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Bien que l'autorisation des EME soit plus récente que celle des IMF, ce montant dépasse le montant de l'ensemble des dépôts des IMF, qui est de GNF 404 milliards à fin 2018.

Cette évolution des activités des EME traduit à la fois l'intérêt pour ce moyen de paiement des populations et le dynamisme de ce secteur, favorisé par son caractère inclusif.

En outre, l'intensification de la synergie entre les banques et les EME offre de nouvelles perspectives de développement, au travers de la possibilité offerte aux clients d'effectuer des opérations de transferts d'argent de leur compte bancaire vers leur porte-monnaie électronique, et inversement.

Par ailleurs, les paiements transfrontaliers ont connu une évolution significative au cours de l'année 2018. En effet, avec l'autorisation accordée aux EME d'opérer des transferts d'argent de l'étranger vers la Guinée, le montant des sommes rapatriées au cours de l'année 2018 s'élève à 120 000 euros (essentiellement de la France vers la Guinée).

Toutefois, l'essentiel des transactions (plus de 90 %) porte sur les opérations de dépôt et de retrait d'argent. Les opérations de paiements (commerce, factures, salaires et autres taxes) restent encore marginales, d'où la nécessité de développer le réseau d'acceptation des paiements, via la monnaie électronique, et d'assurer l'interopérabilité entre les différents acteurs de l'écosystème financier.

Au total, à fin 2018, le secteur des Institutions Financières Inclusives compte trois (3) EME agréés, comprenant deux (2) EME de services financiers via la téléphonie mobile et un (1) à travers des cartes prépayées.

Tableau 25 : Liste des EME agréés

EME	Activité
ORANGE FINANCES MOBILE MTN Mobile Money	Émission de la monnaie électronique via la téléphonie mobile
PAY CARD	Émission de la monnaie électronique via les cartes de paiement prépayé

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Orange Finances Mobiles domine le marché des EME avec 79 % de part de marché, suivi de Mobile MTN avec 20 % de part de marché. Ce dernier a vu sa part de marché doubler, entre 2017 et 2018, grâce aux efforts déployés pour attirer les paiements de masse (accord signé avec la Caisse Nationale de Sécurité sociale pour le paiement des prestations et accroissement des paiements marchands). En ce qui concerne Pay Card, sa progression reste limitée à cause notamment, de son modèle d'affaire qui est basé sur un marché de niche, n'offrant des possibilités d'utilisation de la carte que dans certains commerces et restaurants de Conakry.

Tableau 26 : Evolution des parts de marché (à fin de période)

Indicateurs	Orange Finances Mobiles		MTN Mobile Money		PayCard	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Années	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Nombre de clients	1 800 000	2 600 000	199 545	662 000	455	594
Part de marché (%)	90	79	9,97	20	0,022	1

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

6.3.2 Activités de supervision

Les nouvelles instructions d'application de la loi sur les Institutions Financières Inclusives ont été signées en 2018. Ces instructions exigent le respect par les EME de certains ratios et indicateurs de gestion. Il s'agit notamment, des ratios de capitalisation, du taux de placement de la contrepartie de la monnaie électronique, de la division des risques sur le placement, du coefficient d'exploitation, de la rentabilité des fonds propres. Pour l'entrée en vigueur de ces instructions, une période de mise en conformité valable jusqu'au 31 décembre 2019 a été accordée aux EME.

En 2018, la Banque Centrale a effectué une mission d'inspection au sein des EME agréées. Cette mission avait pour but de s'assurer du respect par ces EME des dispositions légales et réglementaires les régissant, à travers l'examen de leur structure organisationnelle, ainsi que du fonctionnement de leurs différents réseaux de distribution à l'intérieur du pays (agents et sous agents), notamment en termes de respect des dispositifs de lutte contre le blanchiment

17 %, 15 % et 11 %. Par contre, des Sociétés comme SOGAM (-2,5 %), VISTA Assurances (-5,6 %) et SONAG (-5,1 %) enregistrent un recul en matière de chiffre d'affaires.

Tableau 27 : Evolution du chiffre d'affaires de 2016 à 2018 (en milliards GNF)

Compagnies	2016		2017		2018	
	Montant	Montant	Variation (%)	Montant	Variation (%)	
UGAR ACTIVA	100,47	105,12	4,6	116,56	10,9	
ACTIVA VIE	50,8	62,12	22,3	71,68	15,4	
NSIA Assurances	71,79	62,51	-12,9	64,76	3,6	
SUNU	24,43	34,26	40,2	40,52	18,3	
SAHAM	14,77	24,07	63,0	33,19	37,9	
SOGAM	17,72	22,99	29,7	22,41	-2,5	
SAAR	9,41	18,38	95,3	21,5	17,0	
LANALA IARD	0	0	0,0	14,61	0,0	
MUTRAGUI	9,9	10,02	1,2	10,43	4,1	
SONAG	8,29	8,7	5,0	8,26	-5,1	
VISTA Assurances	7,61	7,99	5,0	7,54	-5,6	
Marché	315,2	356,18	13,0	411,46	15,5	
IARD	244,49	274,71	12,4	319,75	16,4	
VIE	70,71	81,47	15,2	91,71	12,6	

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La branche dommages aux biens domine le marché guinéen avec un chiffre d'affaires de GNF 319,75 milliards, représentant 78 % des émissions totales, suivie de l'assurance vie dont le chiffre d'affaires est de GNF 91,71 milliards (22 % de la production globale).

Selon le dernier rapport de Sigma Swiss Re Institute, l'assurance vie représentait 54,3 % des primes émises en 2017, contre 45,7 % pour l'assurance non vie². Cette réalité démontre que la culture d'assurance reste encore faible en Guinée.

Huit des treize sociétés d'assurance guinéennes pratiquent les assurances dommages. Trois, d'entre elles, font l'assurance mixte (vie et non vie). Le marché compte une seule société d'assurance vie. Toutefois, avec l'entrée en vigueur du nouveau Code des assurances, consacrant la séparation des activités vie et dommages, les Sociétés sont en train de créer des filiales spécialisées en assurance vie. Cela permettra de mobiliser plus de ressources longues pour une meilleure contribution des Sociétés d'assurance au financement de l'économie.

Le taux de pénétration de l'assurance (volume des primes d'assurance rapporté au PIB) est de 0,44 %. Ce taux demeure inférieur à la moyenne

² <https://www.atlas-mag.net/article/lassurance-dans-le-monde-en-2017>; "magazine Atlas" du 06/07/2018.

africaine (2,8 %) ou au taux mondial (6,1 %)³. La densité de l'assurance (dépense annuelle d'assurance par habitant) est de GNF 31 710.

Les produits financiers du secteur des assurances progressent d'environ 49 % pour se situer à GNF 22,6 milliards contre GNF 15,2 milliards en 2017. Ces placements sont principalement constitués des titres d'Etat, des valeurs mobilières et immobilières et des dépôts en banque. Les charges financières reculent de 3,3 %, passant de GNF 6 milliards à GNF 5,8 milliards sur la même période. Les produits financiers nets s'évaluent à GNF 16,6 milliards contre GNF 9,4 milliards en 2017, soit une augmentation de 77,8 %. Cette augmentation s'explique en partie par la préférence des sociétés d'assurance pour les titres d'Etat (moins risqués et plus rentables).

6.4.2. Charges techniques

Les prestations et frais payés se chiffrent à GNF 103,3 milliards contre GNF 73,7 en 2017, en hausse de 40 %.

En tenant compte de la variation des provisions, les charges de sinistres diminuent de 232 %, passant de GNF 119,5 milliards en 2017 à GNF 35,9 milliards en 2018. Cette baisse est due à la reprise de provisions de l'UGAR ACTIVA, suite au classement sans suite du dossier du crash d'un aéronef de l'armée guinéenne.

Les commissions payées aux intermédiaires se contractent de 5 % pour se situer à GNF 32,3 milliards. Cette contraction s'explique par la réorientation de la collecte de primes vers les souscriptions directes.

6.4.3. Réassurance

Les cessions de primes se chiffrent à GNF 119,74 milliards contre GNF 112,1 milliards en 2017, soit un accroissement de 7 %. Les cessions de primes représentent 29 % des primes émises de 2018 contre 31 % en 2017.

La contribution des réassureurs aux prestations de sinistres progresse de 152 %, passant de GNF 7,6 milliards en 2017 à GNF 19,3 milliards en 2018. Cette contribution représente 19 % des prestations totales contre 10 % en 2017.

Le solde de réassurance en faveur des réassureurs s'établit à GNF 100,5 milliards contre GNF 104 milliards en 2017.

6.4.4 Activités de supervision

La BCRG a poursuivi son rôle de régulateur et de surveillant du marché. A cet effet, elle a réalisé plusieurs activités dont, entre autres :

³ Organisation des Assurances Africaines : "Baromètre 2018 de l'assurance en Afrique No. 3 / Mai 2018".

- l'élaboration du Décret portant création, composition et organisation du Comité Consultatif des Assurances, Décret signé le 28 août 2018 par Monsieur le Président de la République ;
- l'élaboration du Décret portant obligation d'assurance des biens et marchandises de toute nature à l'importation en République de Guinée, Décret signé le 11 janvier 2019 ;
- la revue des textes d'application du Code des Assurances ;
- l'organisation de l'Assemblée Générale Annuelle de la Société Africaine de Réassurance (AFRICA-RE) ;
- l'agrément de deux (2) nouvelles sociétés d'assurance (LANALA IARD et LANALA VIE) et de leurs dirigeants ;
- l'agrément du Directeur Général du Fonds de Garantie Automobile (FGA) ;
- l'agrément de cinq (5) cabinets de courtage ;
- l'autorisation du changement de contrôle indirect d'une société d'assurance ;
- l'autorisation du changement de dénomination d'une société d'assurance ;
- le contrôle sur pièces des sociétés, intermédiaires et organismes d'assurances ;
- le contrôle sur place de certaines sociétés d'assurance et cabinets de courtage ; et
- l'actualisation du répertoire des intermédiaires (courtiers et agents généraux).

Par ailleurs, les deux commissions chargées de mener des réflexions, l'une sur la mise en place d'une Société Nationale de Réassurance, et l'autre sur la mise en place d'une Société Nationale d'Assurance Agricole ont poursuivi leurs travaux.

En outre, la BCRG a assuré, la médiation entre les compagnies d'assurance d'une part et, d'autre part, entre les assureurs et les assurés. La plupart des dossiers arbitrés ont connu un règlement amiable dans l'intérêt des parties.

CHAPITRE 7 : ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE

Au cours de l'année 2018, la Banque Centrale a poursuivi ses activités opérationnelles portant entre autres sur le renforcement de la circulation fiduciaire et l'amélioration des conditions de travail et de vie du personnel.

7.1 APPROVISIONNEMENT DE L'ECONOMIE EN MOYENS DE PAIEMENT

Pour répondre aux besoins de l'économie, la Banque Centrale met à la disposition du public un ensemble d'instruments pour assurer l'approvisionnement de l'économie en moyens de paiement. Elle veille également à la qualité des moyens de paiement mis à la disposition du public.

7.1.1 Gestion des comptes courants, virements et compensations

Dans le cadre de ses opérations courantes, la BCRG a mis à la disposition de sa clientèle 1 250 chèquiers contre 1 785 en 2017, soit une baisse de 30 %. Cette baisse s'explique par la mise en place du système national de paiement, notamment sa composante RTGS, qui a réduit les opérations aux guichets. L'essentiel des opérations bancaires s'effectue par compensation électronique.

Les virements reçus à la Banque Centrale ont progressé de 22,2 % par rapport à l'année précédente. Au total, 35 155 virements sont reçus pour un montant de GNF 570,4 milliards. Les virements émis par la Banque Centrale ont atteint 7 060 pour une valeur de GNF 316,5 milliards, en baisse de 4,2 % par rapport à leur niveau en 2017. Les principaux bénéficiaires de ces virements sont :

- le Receveur Spécial des Douanes au titre des recettes douanières ;
- le Receveur Spécial des Impôts pour les recettes fiscales ;
- le Receveur Central du Trésor au compte des redevances fiscales et des recettes administratives ;
- et l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunication au titre des redevances et autres taxes sur les sociétés de téléphonie.

Les chèques tirés sur les caisses de la Banque Centrale et présentés aux guichets des banques commerciales se sont élevés à GNF 1 656,7 milliards contre GNF 1 892,6 milliards en 2017. Les chèques et effets tirés sur les banques commerciales et présentés aux guichets de la Banque Centrale se sont établis à GNF 9 855,6 milliards contre GNF 8 338,3 milliards en 2017.

7.1.2 Opérations en devises

Les opérations en devises ont porté sur les transactions financières au compte des banques primaires, de l'Etat et de la Banque Centrale. Ces transactions concernent les cessions, les virements et les opérations de change scripturales. L'essentiel des opérations en devises sont effectuées en USD et

en EUR, principales monnaies de transaction. Les opérations effectuées par la Banque Centrale ne concernent que les clients dont les comptes y sont domiciliés, à savoir les banques primaires, l'Etat et ses démembrements.

Les virements interbancaires reçus des banques primaires, en faveur d'autres banques ou de clients domiciliés dans ces différentes banques, s'élèvent à USD 546 mille et EURO 905,6 mille. Ces transactions sont en baisse par rapport à 2017, respectivement de 22 % pour le dollar et de 36,6 % pour l'euro.

Les montants des virements ordonnés en dollar sont passés d'USD 75,1 millions à USD 126,8 millions, soit une augmentation de 40,8 %. Quant aux virements ordonnés en euro, ils se sont accrus de 172 % pour se situer à EURO 861,2 mille.

7.2 GESTION FIDUCIAIRE

Au cours de l'année 2018, la Banque Centrale a assuré l'approvisionnement de l'économie nationale en monnaie fiduciaire et en produits sécurisés, dans le respect des meilleurs standards internationaux de qualité, avec prise en compte stricte des dispositions visant à lutter contre le faux monnayage. Dans un contexte marqué par un accroissement continu de la demande des agents économiques, un renchérissement des coûts d'approvisionnement en billets et pièces de monnaie, et le développement des techniques de contrefaçon ; la Banque Centrale a l'obligation de maintenir en permanence, en circulation, des signes monétaires de qualité et en quantité suffisante.

7.2.1 Assainissement de la circulation fiduciaire

Comme en 2017, l'année 2018 est marquée par la poursuite de l'assainissement de la circulation fiduciaire, notamment la démonétisation des anciennes séries de billets de GNF 5000. Au total, 173,5 millions de billets non valides sont retirés de la circulation pour une valeur de GNF 551,9 milliards. Il faut d'ailleurs rappeler que cette démonétisation s'inscrit dans la standardisation entreprise avec une nouvelle famille de billet. Le tableau suivant retrace le nombre de billets. Ces billets sont remplacés par des coupures renfermant plus d'éléments de sécurité.

Tableau 28 : Situation des billets retirés de la circulation (BRC) en 2018

Valeur Faciale	Nombre de Billet (en millier)	Montant (en milliards de GNF)
GNF 10 000	1 760	17,6
GNF 5 000	94 520	472,6
GNF 1 000	45 495	45,5
GNF 500	31 110	15,6
GNF 100	625	0,6
Total	173 510	551,9

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Le stock des BRC a considérablement baissé, en raison de l'accélération du processus de destruction suite au retrait massif des billets usés de la circulation, et des anciennes coupures de GNF 5 000 courant 2018. Ce stock est passé de GNF 1 051,3 milliards en 2017 à GNF 551,3 milliards en 2018, soit une baisse de 48 %. Les anciens billets de GNF 5000 représentent en volume 54,5 % et en valeur 85,6 % du stock total de BRC.

Les opérations de destruction des BRC ont porté sur toutes les dénominations dans des proportions variées. Le montant total détruit s'est élevé à GNF 741,2 milliards 2018, répartis comme suit :

Tableau 29 : Situation des billets détruits (en GNF)

Valeur faciale	Montant détruit
GNF 5 000	703 000 000 000
GNF 1 000	35 495 000 000
GNF 500	2 670 000 000
GNF 100	62 500 000
Total	741 227 500 000

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En outre, la Banque Centrale a poursuivi son opération de redimensionnement des billets de GNF 10 000, à la fabrication et la livraison des billets GNF 2 000. Cette dernière commande s'inscrit dans le cadre de l'enchaînement de la séquence 2 dans la famille de billets en République de Guinée.

Dans le cadre du renforcement de la qualité de la circulation fiduciaire, la lutte contre la contrefaçon constitue un enjeu majeur pour la Banque Centrale. En dépit des actions entreprises ces dernières années pour doter l'économie guinéenne de billets intégrant des normes de sécurité de standard international, la monnaie guinéenne continue de subir des attaques des faux-monnayeurs. Depuis leur lancement, les nouveaux billets de GNF 20 000 et GNF 5 000 ont fait l'objet d'attaques de la part des faussaires. Lors de la reconnaissance des fonds des banques, des faux billets ont été décelés. Ainsi au cours de l'année sous revue, GNF 127,6 millions de faux billets de GNF 20 000 sont détectés, contre GNF 66,5 millions en 2017, en hausse de 91,9 %.

Tableau 30 : Situation des faux billets

Coupures	2017	2018	Var (en %)	Part relative (%) 2018
20 000	66 500 000	127 580 000	92	89,98
10 000	15 060 000	11 900 000	-21	8,39
5 000	8 735 000	2 305 000	-74	1,63
Totaux	90 295 000	141 785 000	57	100

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

7.2.2 Emission et monnaie en circulation

Le montant total des émissions de billets au cours de l'année 2018 s'élève à GNF 897,2 milliards contre GNF 1 674,9 milliards en 2017, soit une baisse de 46 %. Il se décompose comme suit :

- 34,6 millions billets de GNF 20 000 ont été émis, contre 68,3 millions en 2017;
- 450 mille billets de GNF 10 000 en 2018, contre 950 mille en 2017 ;
- 32,7 millions billets de GNF 5 000, contre 52,3 millions en 2017 ;
- les billets de GNF 1000, ont connu une hausse de 27 %, et les GNF 500 une baisse de 43 % par rapport à l'année 2017.

Tableau 31 : Structure des émissions de billets

Valeur Faciale	Nombre de billets (en millier)	Montant (en milliards de GNF)
GNF 20 000	68 250	1 365
GNF 10 000	950	9,5
GNF 5 000	52 250	261,3
GNF 1 000	21 050	21,1
GNF 500	36 000	18
GNF 100	110 000	0,1
Total	650 700	1 674,9

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au 31 décembre 2018, les billets en circulation se sont élevés à GNF 9 811,1 milliards, en diminution de 1,4 % par rapport à fin décembre 2017. Les billets et monnaies détenus par le public, au 31 décembre 2018, estimés à GNF 7 757,5 milliards, représentent en valeur 79,1 % des billets et monnaies en circulation contre 76,59 % à fin décembre 2017, soit une hausse de 1,7 point. Cette évolution s'explique par la persistance de la préférence des agents économiques pour les billets.

La structure de la circulation fiduciaire est très déséquilibrée eu égard au fait que la part des billets de GNF 20 000, GNF 10 000 et GNF 5 000 représentent en valeur respectivement 42,5 %, 31,2 % et 22,8 % du total. Ce taux est en baisse de 98,2 %, la part des GNF 20 000 étant en baisse de 1,8 point. Cependant, la part des billets de GNF 5 000 sont en hausse de 18,2 % par rapport à 2017. Pour la même période, les billets et pièces de faible valeur faciale se raréfient dans la circulation, malgré des émissions de ces coupures.

La monnaie fiduciaire continue d'occuper une place importante dans les habitudes du public guinéen. Près de 80,6 % des billets de GNF 20 000,

74,2 % des billets de GNF 10 000 et 87,4 % des billets de GNF 5 000 sont détenus par le public. Cela dénote une forte thésaurisation et une tendance à l'utilisation des grandes dénominations dans les transactions en espèces, compte tenu de leur facilité de manipulation et de conservation.

7.3 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

7.3.1 Gestion administrative du personnel

L'effectif total du personnel de la Banque Centrale est passé de 876 en 2017 à 846 agents à fin 2018, soit une baisse de 3,4 %. Cette baisse s'explique par les départs à la retraite des salariés qui n'ont pas été remplacés par des recrutements au cours de l'année. L'effectif du personnel est constitué de 485 hommes (soit 57,3 %) et de 361 femmes (soit 42,7 %). A fin décembre 2018, le personnel était composé de 86,64 % d'agents en activité à la Banque Centrales, 13,4 %, d'agents détachés, en disponibilité ou en formation, et d'agent sous suspension.

Le personnel de la BCRG comporte 101 cadres de Direction, 155 cadres d'encadrement appartenant à toutes les filières. Les cadres de cette catégorie sont de grade de fondés de pouvoir, de chargés d'Etude et d'agents d'encadrement. Le personnel de la catégorie maîtrise regroupe 89 agents tandis que les agents des catégories exécution qualifiée, exécution et emplois de services sont, respectivement, au nombre de 48, 306 et 37.

Les rémunérations du personnel comprennent les rémunérations payées au personnel du siège et des agences, ainsi que les rémunérations payées au Cabinet et au personnel détaché auprès des Ministères, à titre complémentaire. Elles se sont établies à GNF 63,2 milliards et le traitement sur salaire pour GNF 641,9 millions, les cotisations salariales à la CNSS pour GNF 674,9 millions et les cotisations salariales à la Caisse de retraite BCRG pour GNF 6,2 milliards.

7.3.2 Amélioration des conditions de vie du personnel

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie de son personnel, la Banque Centrale a mis en place un dispositif d'assistance médicale et paramédicale. A ce titre des actions suivantes ont été réalisées au cours de l'année :

- la visite médicale systématique du personnel en collaboration avec le Service National de la Médecine du Travail ;
- l'organisation de la visite médicale du personnel pour le dépistage préventif de certaines maladies graves ;
- la vaccination du personnel ;
- la rationalisation de la gestion des frais médicaux et pharmaceutiques ;

- la mise en place des dossiers médicaux individuels ;
- la révision des procédures d'évacuation sanitaire à l'étranger.

Les dépenses d'assistances médicale et paramédicale se sont élevées à GNF 18,4 milliards, contre GNF 17,7 milliards en 2017. Cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement du nombre de salariés et de leurs ayants droit, dont la dégradation de l'état de santé nécessite de plus en plus de soins médicaux à l'étranger.

Tableau 32 : Dépenses d'assistance médicale et paramédicale

Rubrique	2017	2018
Frais médicaux	3 302 143 181	3 246 410 406
Frais d'hospitalisation sur place	1 212 192 832	1 253 000 600
Visite médicale systématique	433 620 000	476 982 000
Frais d'évacuation sanitaire et de contrôle médical à l'étranger	4 721 460 374	7 994 393 160
Frais pharmaceutiques	5 811 255 860	7 240 509 062
Frais de transport pour évacuation sanitaire à l'étranger	446 044 268	689 707 819
Allocations pour évacuation sanitaire à l'étranger	316 935 136	306 420 611
Produits pharmaceutiques	1 500 843 094	444 843 740
Total	17 744 494 745	18 405 856 992

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

7.4 ACTIONS DE FORMATION

Les actions de formation de la BCRG en 2018 ont porté, à la fois, sur des formations transversales et des formations spécifiques aux Départements. Ces actions répondent aux besoins de renforcement des capacités du personnel, conformément aux orientations des autorités de la Banque Centrale. Les formations sont suivies en Guinée et à l'étranger sous forme de stages pratiques, séminaires, conférence, cours et formations diplomates. Toutes les Directions Générales de la BCRG ont bénéficié de ces actions de formation, avec une prédominance des formations sur place. Le budget alloué aux actions de formation s'est fixé à GNF 12,78 milliards dont GNF 3,91 milliards pour la formation en Guinée et GNF 8,87 milliards pour la formation à l'étranger. Le budget exécuté représente 6 % de la masse salariale de 2018 (salaires, primes et avantages du personnel), contre un taux minimum de 1,5 % exigé par le code du travail.

Les actions de formation ont couvert 150 thèmes qui ont été réalisés en Guinée et à l'étranger contre 173 thèmes en 2017. Elles ont concerné 606 participations contre 438 participations en 2017. Cette augmentation du nombre de participations est due à la réalisation d'un nombre plus important de séminaires internes et la présence plus marquée de la BCRG dans les

rencontres internationales, organisées par les Banques Centrales et Institutions financières internationales.

Au total, 23 thèmes de formation ont été réalisés en Guinée pour 456 participations contre 26 thèmes pour 263 participations en 2017. Ces 23 thèmes concernent 8 formations diplômantes ou certifiantes et 15 séminaires, ateliers et conférences.

Ces actions de formation ont été réalisées par 9 formateurs internes qui ont mis leurs expertises à la disposition de la BCRG pour animer des séminaires et ateliers sur les thèmes d'actualité contre dix (10) en 2017. Les thèmes de formation ont porté sur les rôles et missions de la BCRG, l'organigramme et l'organisation administrative de la BCRG, la sensibilisation sur le code de la Déontologie des agents et cadres de la BCRG, la connaissance du système financier guinéen, la formation sur les applications Oracle, Word et Excel, etc.

Parmi les participants, 116 sont des agents et des cadres d'institutions extérieures, notamment des banques commerciales, des compagnies d'assurances, des institutions de micro finance, de l'administration publique, des cambistes agréés et des universités.

Les formations à l'étranger ont porté sur 127 thèmes pour 150 participations, contre 93 thèmes pour 123 participations en 2017. La BCRG a continué à participer régulièrement aux rencontres internationales organisées par les institutions partenaires, même si la taille des délégations a été fortement revue à la baisse. L'offre de formation s'est appuyée sur le savoir-faire des formateurs internes, des banques centrales partenaires, des institutions et organisations internationales, et des cabinets et centres de formation privés.

7.5 SECURITE DU PATRIMOINE ET DU PERSONNEL

En 2018, les activités de contrôle permanent se sont déroulées dans un contexte marqué par l'objectif de cultiver et de renforcer la pratique de la conformité dans les procédures de la BCRG.

Dans le domaine de la Sécurité du Personnel et du Patrimoine, l'émergence de ce paradigme a permis à la BCRG d'améliorer ses procédures de suivi et de correction des risques d'insécurité, de renforcer le dispositif de sécurité et d'influencer positivement l'auto-attestation à l'issue d'un audit commandité par CSP-Swift et réalisé par le Cabinet DATAPROTECT.

A l'occasion, le rapport d'audit initial avait mis en évidence des faiblesses du système de sécurité de la BCRG et proposé un plan d'actions dont la mise en œuvre a permis d'impulser une dynamique nouvelle dans le processus de gestion des risques d'insécurité.

Dorénavant, il est procédé à une revue, trimestrielle au départ, puis semestrielle, de l'ensemble du dispositif de sécurité (du siège aux agences) et à la correction immédiate des anomalies constatées.

Concernant les domaines opérationnels, les interventions du Risk Management au cœur des processus ont permis de sécuriser les opérations, au travers des contrôles de conformité et la surveillance de la mise en œuvre des recommandations des auditeurs et des partenaires au développement.

Les activités de contrôle permanent ont certes permis de promouvoir la culture de contrôle, l'efficacité et la qualité des opérations, mais surtout de poursuivre l'implémentation du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au sein de la BCRG (LBC/FT).

L'assistance technique du département juridique du FMI et l'accompagnement des auditeurs externes ont contribué à l'obtention de résultats satisfaisants dans ce cadre.

7.6 ETUDES ET RECHERCHE

Les travaux d'études et de recherche se poursuivent à la Banque Centrale en se focalisant davantage sur les questions d'ordre économique et monétaire à même d'orienter les décisions des autorités monétaires. En 2018, l'accent a été mis sur la mise en place d'un modèle macroéconomique de type FPAS (Forecasting and Policy Analysis System). Le modèle FPAS est un outil d'analyse du mécanisme de transmission monétaire et de la dynamique des chocs pour l'économie. Également utilisé pour la prévision, il permet de saisir les aspects clés d'une économie pour l'analyse de la politique monétaire. Après la mise en place du cadre institutionnel en 2017, avec l'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest, la conception du modèle a démarré au cours de l'année, avec le partenariat du Cabinet OGRsearch.

En outre, les activités du Projet d'Amélioration des Statistiques de la Balance des Paiements (PASBP), avec l'assistance financière de la Banque Africaine de Développement (BAD) se sont poursuivies. Les travaux de collecte des données ont été lancés au cours de l'année 2018, sur les deux volets du projet. L'enquête sur les transferts de fonds a été réalisée et celle concernant les flux de marchandises au niveau des frontières terrestres est en cours et prendra fin en juin 2019.

Par ailleurs, suite aux manifestations récurrentes au cours de l'année écoulée, une étude a été réalisée sur l'impact de la grève des enseignants et des manifestations politiques sur le secteur financier guinéen. Les résultats indiquent une baisse des crédits à l'économie et un accroissement des créances compromises, tant au niveau des banques qu'au niveau des institutions de microfinance. Ils font également ressortir la détérioration de la qualité du portefeuille des compagnies d'assurance, en raison de l'influence

des crises sur les primes et sinistres. Cependant, l'étude a mis en exergue la résilience du secteur financier face à ces chocs, car toutes les banques sont restées solvables pendant ces crises.

Parallèlement, la BCRG a réalisé les activités suivantes :

- le diagnostic conjoncturel à travers la réalisation d'une note trimestrielle de conjoncture ;
- la réalisation d'un rapport trimestriel sur l'intégration économique et monétaire.

CHAPITRE 8 : ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE

L'année 2018 a été marquée, au niveau de la Banque Centrale, par sa recapitalisation à hauteur 2 957,8 milliards suite à la validation de ses premiers états financiers selon les normes IFRS (International financial reporting standards). L'année a été également marquée par la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente et d'une politique de change active pour limiter la fluctuation des taux de change du franc guinéen par rapport aux principales devises (dollar américain et euro). C'est pourquoi, le taux directeur et celui réserves obligatoires ont été maintenus respectivement à 12,5 % et 16 %.

8.1 ANALYSE DU BILAN

Le bilan de la BCRG arrêté au 31 décembre 2018 s'équilibre à l'Actif et au Passif à GNF 23 648,6 milliards contre GNF 20 822,3 milliards en 2017, soit une augmentation de GNF 2 826,3 milliards (13,6 %). Au niveau de l'Actif, cette augmentation est liée à l'augmentation des créances sur l'étranger, des créances sur l'Etat, des avoirs en or et argent monétaire, des valeurs immobilisées, des créances sur les agents économiques et financiers. Au passif, l'accroissement du bilan résulte de la progression des capitaux propres, des billets et monnaies en circulation, des engagements envers l'étranger et envers l'État, des fonds de contrepartie et des engagements envers les agents économiques et financiers, atténué par une baisse de divers comptes de régularisation.

8.1.1 Analyse des postes de l'actif

L'achat et le raffinage de 1,3 tonne d'or en 2018 ont contribué à l'amélioration des avoirs en Or. En effet, ces avoirs s'établissent à 569,2 milliards au 31 décembre 2018 contre seulement GNF 83 milliards au 31 décembre 2017.

Les Créances sur l'Étranger augmentent de 21,2 % pour se situer à GNF 10 620,3 milliards au 31 décembre 2018 contre GNF 8 766,2 milliards l'année précédente. Atténuée par la baisse de la caisse devise, cette hausse résulte essentiellement de l'augmentation :

- des avoirs à vue et à terme de la Banque Centrale auprès des correspondants étrangers ;
- des disponibilités en DTS ;
- de la souscription au capital du FMI ;
- des avances et acomptes aux fournisseurs étrangers ; et
- des valeurs à l'encaissement à l'étranger.

Tableau 33 : Evolution des créances sur l'étranger (milliards GNF)

Libellé	2017	2018	Variation
Disponibilités en DTS	1 976,63	2176,35	199,72
Correspondants étrangers	2 780,31	4911,00	2130,69
Valeurs à l'encaissement à l'étranger	183,79	204,31	20,52
Caisse de devises	1 141,40	529,27	-612,13
Chèques de voyage	0,04	0,04	0,00
Souscription au FMI	2 684,05	2762,80	78,76
Avance et acompte sur fournisseurs étrangers	0	36,50	36,50
TOTAL	8 766,22	10620,27	1854,06

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

L'analyse des créances sur l'étranger se présente comme suit :

- la contrevaletur des disponibilités en DTS s'établit à GNF 2 176,4, en accroissement de 10,1 % par rapport à l'année précédente ;
- les avoirs de la Banque Centrale auprès des correspondants étrangers progressent de 76,6 % par rapport à l'année précédente pour se situer à GNF 4911,00 milliards au 31 décembre 2018. Cette progression résulte de la hausse des avoirs à vue et à terme auprès des Banques Etrangères ;
- les valeurs à l'encaissement à l'étranger s'accroissent de 11,2 % pour se situer à GNF 204,31 milliards, en rapport à l'encaissement non porté au crédit de nos comptes chez les correspondants ;
- l'encaisse en devises diminue de 53,6 % pour s'établir à GNF 529,3 milliards contre GNF 1 141,4 milliards au 31 décembre 2017.

Tableau 34 : Situation des principales devises

Libellé	2017	2018	Variation
Caisse devise Dollar			
en USD (en millions)	10,40	37,78	27,37
en GNF (en milliards)	93,69	343,21	249,51
Caisse devise EURO			
en EURO (en millions)	96,28	16,64	-79,64
en GNF (en milliards)	1034,80	173,13	-861,67
Total (en milliards de GNF)	1 128,50	516,34	-612,16

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La diminution des encaisses en devises s'explique en partie par la baisse des versements des banques primaires dans les différentes devises.

Les Créances sur l'Etat passent de GNF 8 734,6 milliards au 31 décembre 2017 à GNF 10 556,8 milliards au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 17,3 %.

Les Créances sur les agents économiques et financiers se situent à GNF 156,2 milliards contre seulement GNF 49,3 milliards un an auparavant, en raison de la hausse :

- des dépôts à vue de sociétés privées et particuliers de GNF 45,1 milliards ;
- des avances au personnel de GNF 54,4 milliards ; et
- des valeurs à l'encaissement sur place de GNF 6,9 milliards.

La situation des créances sur les entreprises publiques non financières et les particuliers est reproduite dans le tableau ci-dessous.

Tableau 35 : Décomposition des créances sur les entreprises publiques non financières et les particuliers (milliards GNF)

Libellé	2017	2018	Variation
Comptes E/ses Publiques non Financières	0,21	-1,02	-1,23
Comptes ordinaires à vue	0	0	0
Comptes de devise à vue	0	0	0
Provision pour dépréciation sur découverts	0,21	-1,01	-1,2
Comptes Sociétés privées et particuliers	-3,26	44,03	47,29
Transfert général (Sogecile)	3,96	4,00	0,04
Provisions pour dépréciation sur découverts des comptes des sociétés privées et particuliers	-7,22	-5,10	2,12
Comptes Entreprises d'Economie mixtes	0	0	0
Comptes ordinaires à vue	0	0	0
Comptes de devise à vue	0	0	0
Comptes bloqués	0	0	0
Total	-3,05	43,01	46,06

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les comptes de régularisation Actif diminuent globalement de GNF 1 583,4 milliards pour se situer à GNF 1340,4 milliards contre GNF 2 923,7 milliards au 31 décembre 2017. Cette diminution est liée, entre autres, à la diminution des chèques et virements à payer de GNF 1 767,4 milliards et des comptes de passage entre entités comptables de GNF 359,3 milliards. Toutefois, plusieurs postes ont connu des augmentations, notamment :

- du stock d'or non monétaire de GNF 459,7 milliards ;
- des produits à recevoir de GNF 43,1 milliards ;
- des avances et comptes aux fournisseurs de GNF 36,9 milliards ;
- de la rubrique de stocks de billets et jetons de GNF 4,1 milliards.

Toutefois, l'augmentation des comptes de régularisation Actif est atténuée par la diminution des chèques et virements à payer de GNF 1 767,4 milliards et des comptes de passage entre entités comptables de GNF 359,3 milliards.

Les immobilisations nettes s'établissent à GNF 404,7 milliards contre 264,8 milliards l'année précédente, soit une progression de 52,8 %. Cette évolution est essentiellement imputable :

- à la hausse des dépenses relatives aux travaux encours de GNF 98,11 milliards ;
- aux divers travaux d'aménagements réalisés sur les constructions de GNF 12,3 milliards ; et
- à la prise de participation dans le capital de la Banque Nationale d'Investissement de Guinée de GNF 26 milliards.

8.1.2 Analyse des postes du passif

En raison des accroissements des émissions, les billets et monnaies en circulation progressent de 10,5 % pour se situer à GNF 8 096,5 milliards contre GNF 7 324,6 milliards un an auparavant.

Les engagements envers l'étranger s'élèvent à GNF 6 045,10 milliards contre GNF 5 612,21 milliards en 2017, en hausse de 7,7 %. Cette hausse concerne essentiellement les organismes internationaux et bilatéraux.

Les engagements envers les organismes internationaux passent de GNF 5 594,65 milliards au 31 décembre 2017 à GNF 6 009,98 milliards au 31 décembre 2018, soit un accroissement de GNF 415,33 milliards. Cet accroissement résulte pour l'essentiel de l'augmentation des prêts accordés par le FMI à la Guinée dans le cadre de la mise en œuvre des différents programmes pour GNF 411,27 milliards.

La décomposition des engagements envers les organismes internationaux est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 36 : Décomposition des engagements envers les organismes internationaux (milliards GNF)

Libellé	2017	2018	Variation
Organismes internationaux monétaires	5489,49	5963,10	473,60
Comptes n° 1 et n° 2 du FMI	2 346,44	2 425,20	78,756
Compte d'ajust. Structurel du FMI	0	0	0
Compte FRPC-FMI	1 831,96	2 243,23	411,27
Compte FMI-Allocations DTS	1 311,08	1 294,66	-16,42
Organismes internat. non monétaires	105,16	46,88	-58,28
Organisme bilatéraux	105,16	46,88	-58,28
Autres Organismes internationaux	0	0	0
Total	5 594,65	6 009,98	415,33

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les engagements envers l'État augmentent de GNF 354,2 milliards pour se situer à GNF 1 134,3 milliards. Cette augmentation est due aux comptes en devise à vue de l'Administration Centrale, des comptes bloqués de l'Administration Centrale et des comptes ordinaires à vue de l'Administration locale.

Les fonds de contrepartie s'élèvent à GNF 29 milliards contre GNF 27,8 milliards en 2017, soit une hausse de GNF 1,27 milliards, liée principalement aux différents dons japonais à la République Guinée.

Contrairement à l'année précédente, les engagements envers les agents économiques et financiers baissent de GNF 49,9 milliards pour s'établir à GNF 3 743,58 milliards. Atténuée par les augmentations des dépôts sur compte de la clientèle « Banques » et des dépôts sur les comptes ordinaires à vue et les comptes de devise à vue des entreprises publiques non financières, cette diminution résulte de l'effet conjugué de la baisse des :

- avoirs des sociétés privées et autres particuliers de GNF 536,5 milliards, en raison de la baisse des avoirs en devises à vue des particuliers ;
- rémunérations à payer de GNF 3,2 milliards ; et
- avoirs des entreprises d'économie mixte de GNF 2 milliards, suite à la baisse des dépôts sur leurs comptes ordinaires à vue.

Les comptes de régularisation passif s'établissent à GNF 946,88 milliards, en baisse de 66,2 % par rapport au 31 décembre 2017. Cette baisse s'explique en substance par la régularisation des suspens sur les comptes de passage entre entités comptables de GNF 2 164,5 milliards. Elle est atténuée par les hausses des crédits à régulariser de GNF 261,6 milliards, des chèques et virements à payer de GNF 39,3 milliards, et celle des valeurs à l'encaissement non disponibles en Guinée de GNF 6 milliards.

Les capitaux propres augmentent de GNF 3 085,2 milliards par rapport à l'exercice précédent pour se situer à GNF 3 440,1 milliards. Cette augmentation est le résultat de la recapitalisation de la Banque Centrale, suite à la conversion et la certification de ses états financiers de l'exercice clos en 2017 en normes IFRS, à la hausse des réserves (légales et spéciales) et du fonds social.

8.2 ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

8.2.1 Produits

Les produits d'exploitation augmentent de 77 % pour s'établir à GNF 1 012,2 milliards contre GNF 1 004,3 milliards au 31 décembre 2016. Cet accroissement découle :

- des intérêts liés aux titres de recapitalisation pour GNF 492,2 milliards ;
- de l'augmentation des intérêts générés par les avoirs chez les correspondants pour GNF 27,6 milliards ;
- de la hausse des gains de change réalisés sur les opérations en devise pour GNF 71,7 milliards.

Ces augmentations sont atténuées par la diminution des :

- intérêts sur concours à l'économie pour GNF 138,36 milliards ;
- produits perçus sur diverses opérations avec l'État pour GNF 5,2 milliards ;
- produits non bancaires (loyers, produits sur traitement or, sur les appels d'offres, ...) pour GNF 2,9 milliards ;
- dividendes et produits assimilés sur titres de participations pour GNF 2,5 milliards ;
- intérêts perçus sur les valeurs prises en pension des établissements de crédit ;
- pénalités sur les VNR non prétraitées pour GNF 2,4 milliards.

8.2.2 Charges

Les charges d'exploitation de l'exercice s'établissent à GNF 604,82 milliards contre GNF 598,8 milliards un an auparavant, soit une hausse de 1 %. Cette hausse est liée, entre autres, à l'augmentation des :

- charges financières de GNF 66 milliards, en lien avec la hausse des pertes de change sur les opérations de « créances et dettes » et des opérations de ventes devises ;
- services extérieurs et charges diverses de GNF 11,8 milliards ;
- dotations aux amortissements de GNF 2,7 milliards ;
- impôts et taxes de GNF 0,2 milliards.

Toutefois, la hausse des charges d'exploitation est atténuée par la diminution des :

- dotations aux provisions de GNF 64,8 milliards ;
- achats et variation de stocks pour GNF 5,4 milliards ;
- charges au personnel de GNF 4,6 milliards.

La rubrique des dépenses de fonctionnement se décompose comme indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau 37 : Evolution des dépenses de fonctionnement (en milliards GNF)

Libellé	2 017	2 018	Variation
Charges du personnel	187,79	183,21	-4,59
Service extérieurs et charges diverses	129,36	141,21	11,84
Achats et variation des Stocks	119,10	113,73	-5,36
Charges financières	39,87	105,87	66,00
Dotation aux amortissements et provisions	120,11	251,18	131,07
Impôts et taxes	2,54	2,74	0,20
Total	598,76	604,82	6,05

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les charges de personnel se situent à GNF 183,2 milliards contre GNF 187,8 milliards en 2017, soit une baisse de GNF 4,6 milliards. Cette baisse est imputable à la baisse des primes de fête, des frais pharmaceutiques et des autres primes exceptionnelles accordés au personnel.

Les services extérieurs et charges diverses augmentent de GNF 11,8 milliards pour se situer à GNF 141,2 milliards contre GNF 129,4 milliards au 31 décembre 2017. Cette augmentation provient principalement des frais de manutention, des frais de télécommunication, des frais d'assistance technique, des cotisations aux organisations étrangères et les frais liés aux entretiens et réparations.

Les achats et variations des stocks diminuent de 5,4 milliards, passant de GNF 119,1 milliards au 31 décembre 2017 à GNF 113,7 milliards au 31 décembre 2018. Cette diminution provient en grande partie de la baisse des frais de fabrication de signes monétaires de GNF 22,9 milliards, des achats des produits pharmaceutiques de GNF 4 milliards. Elle est atténuée par la hausse des achats

de fournitures et divers pour GNF 20 milliards, des carburants et lubrifiants de GNF 1,4 milliards, des frais d'eau, électricité et de gaz de GNF 0,48 milliards.

Contrairement à l'année précédente, les charges financières s'accroissent de GNF 66 milliards pour s'établir à GNF 105,9 milliards au 31 décembre 2018 contre GNF 39,9 milliards un an auparavant. Cette hausse s'explique principalement par des pertes de change sur les opérations de créances et dettes et des opérations de ventes de devises de GNF 83,8 milliards.

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à GNF 58,1 milliards et se composent des :

- dotations aux amortissements pour GNF 32,1 milliards ;
- dotations aux provisions pour GNF 219,1 milliards dont GNF 193,1 milliards de provision constituée sur les DAR, GNF 2 milliards de provision sur les avances sur salaire, GNF 2,1 milliards de provision sur le solde débiteur de la SOTELGUI et GNF 4,1 milliards sur l'or argent monétaires.

8.2.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est bénéficiaire de GNF 214,3 milliards contre un résultat déficitaire de GNF 26,7 milliards en 2017.

8.2.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est déficitaire de GNF 1,19 milliards et s'explique par :

- les produits exceptionnels de GNF 1,4 milliards qui comprennent principalement :
 - ✓ les loyers et les retenues disciplinaires pour GNF 1,3 milliard ;
 - ✓ les produits de cessions d'immobilisations (climatiseurs) pour GNF 0,1 milliard.
- les charges exceptionnelles de GNF 2,6 milliards qui comprennent essentiellement:
 - ✓ la prise en charge de certaines dépenses de l'exercice antérieur pour GNF 2,2 milliards ; et
 - ✓ des avances sur salaire des agents décédés courant 2018 pour GNF 0,3 milliard.

8.2.5 Résultat de l'exercice

Avec un résultat d'exploitation bénéficiaire de GNF 214,3 milliards et un résultat exceptionnel déficitaire de GNF 1,19 milliards, le résultat de l'exercice 2018 fait ressortir un bénéfice de GNF 213,1 milliards contre un résultat bénéficiaire de GNF 130,2 milliards l'année précédente.

CHAPITRE 9 : COOPERATION SOUS REGIONALE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Coopération monétaire de la Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), la Banque Centrale de la République de Guinée, a participé en 2018 aux différentes réunions organisées par les Institutions Régionales. L’objectif de ces différentes rencontres vise à évaluer les performances macroéconomiques des pays et à faire des recommandations dans le but de faciliter la création de la monnaie unique CEDEAO.

9.1 PERFORMANCES DES PAYS PAR RAPPORT AUX CRITERES DE CONVERGENCE

Au cours de l’année sous revue, la performance des pays membres de la CEDEAO est restée inchangée par rapport au résultat de 2017. Le nombre de pays ayant respecté les critères de convergence a faiblement augmenté.

9.1.1 Critères de convergence de premier rang

En 2018, la performance des pays par rapport au respect des critères de premier rang est relativement restée inchangée comparée aux résultats de 2017. Toutefois, des exceptions ont été enregistrées à deux niveaux, le critère relatif au déficit budgétaire (dons compris) sur le PIB, a été respecté par 5 pays contre 7 pays en 2017. La performance par rapport au critère relatif à l’inflation s’est améliorée (13 pays contre 12 en 2017).

Les performances par rapport aux deux critères (financement du déficit budgétaire par la banque centrale, et les réserves brutes de change) sont restées inchangées par rapport aux résultats de 2017.

La République de Guinée a respecté tous les critères de premier rang, à l’exception de celui relatif aux réserves brutes de change. Le non-respect de ce critère découle de la forte augmentation des importations de biens d’équipement des sociétés minières financées en grande partie par les investissements directs étrangers.

9.2.2 Critères de convergence de second rang

Des efforts énormes consentis par les pays ont permis une amélioration de leur performance au titre des critères de second rang en 2018.

En effet, un pays supplémentaire a respecté la cible relative à la stabilité du taux de change nominal, tandis que le nombre de pays ayant respecté le critère relatif à la dette publique sur le PIB est resté inchangé par rapport à 2017.

Tableau 38 : Nombre de pays remplissant les critères de convergence au sein de la CEDEAO

Critères de premier rang	2015	2016	2017	2018*
Déficit Budgétaire (dons compris)/PIB	6	3	7	5
Inflation (moyenne annuelle)	14	12	11	12
Réserves Brutes de change	12	13	14	14
Financement Banque Centrale	12	13	14	14
Critères de second rang				
Taux de change nominal	13	12	12	14
Dette publique/PIB	11	12	12	12

Source : Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (* données provisoires)

9.2 PRINCIPALES DECISIONS ISSUES DE LA 5^{ème} REUNION DE LA TASK FORCE PRESIDENTIELLE

La cinquième réunion de la Task Force Présidentielle sur le programme de la monnaie unique de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue à Acra au Ghana, le 21 février 2019. L'objectif de cette réunion était de proposer une feuille de route révisée du programme de la monnaie unique prévue en 2020.

Au cours de la réunion, la Task force présidentielle a réaffirmé son engagement politique à réaliser la monnaie unique en 2020. Elle a également pris l'engagement à faire ratifier et à mettre en œuvre tous les protocoles et conventions de la CEDEAO. Dans ce sens, la Task Force a recommandé ce qui suit :

- l'adoption de l'approche graduelle privilégiant un démarrage avec les pays qui respecteraient les critères de convergence, tandis que les autres pourront rejoindre ultérieurement;
- la poursuite des efforts pour le respect des critères de convergence et le renforcement du mécanisme de surveillance multilatérale ;
- la mise en œuvre de la feuille de route révisée pour le programme de la monnaie unique de la CEDEAO ;
- le financement du programme de la monnaie unique par les Etats membres et leurs Banques Centrales.
- Le principe des rencontres trimestrielles du Comité des gouverneurs et le Conseil de convergence sur l'état de mise en œuvre des activités retenues lors de ses sessions semestrielles.

CHAPITRE 10 : PERSPECTIVES ET POLITIQUES POUR 2019

10.1 PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'activité économique mondiale ralentirait en 2019 pour 70 % de l'économie mondiale selon les perspectives de l'économie mondiale publiées par le FMI en avril 2018. En effet, après le fléchissement du taux de croissance à 3,6 % en 2018 contre 4,0 % en 2017, la croissance serait de 3,3 % en 2019. Ce ralentissement s'expliquerait, entre autres, par la persistance, au premier semestre de 2019, de l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, par le durcissement de la politique du crédit en Chine et par le resserrement des conditions financières.

Aux USA, le taux de croissance attendu en 2019 reculerait à 2,3 % contre 2,7 % en 2018, en raison des conséquences de la fermeture partielle des administrations fédérales et des dépenses budgétaires un peu plus faibles que prévu.

Dans la Zone Euro, la croissance devrait baisser de 1,8 % en 2018 à 1,3 % en 2019, principalement, en raison du ralentissement de l'activité économique dans la zone et la baisse de la demande extérieure provenant des pays émergents d'Asie.

Au Royaume Uni, la croissance projetée en 2019 est de 1,2 %, en raison de l'impact négatif lié à l'incertitude durable du Brexit. En France, la croissance ralentirait pour se situer à 1,3 % contre 1,5 % en 2019, à cause des manifestations qui ont perturbé les ventes au détail et pesé sur les dépenses de consommation. En Allemagne, la croissance devrait chuter davantage à 0,8 % contre 1,5 % en 2018, principalement due à une consommation privée faible, une faible production industrielle et la baisse de la demande extérieure.

Les pays émergents et en développement d'Europe verraient leur activité baisser en 2019 avant de croître en 2020. En effet, la croissance en 2019 et en 2020 se situerait à 4,4 % et 4,8 % respectivement contre 4,5 % en 2018. Toutefois, l'activité dans cette région serait plus forte que prévue.

Au Japon, la croissance du PIB devrait se situer à 1,0 % en 2019, due aux mesures supplémentaires de soutien de l'activité par la voie budgétaire cette année, quoique l'activité se soit affaiblie en raison de catastrophes naturelles, au troisième trimestre de 2018.

Dans les pays émergents et en développement d'Asie qui génèrent plus de la moitié de la croissance mondiale, la croissance avoisinerait 6,3 % sur la période 2018–2019.

En Chine, la croissance ralentirait pour se situer à 6,3 % en 2019, et 6,1 % en 2020 suite à une combinaison d'un durcissement de la réglementation qui s'imposait pour freiner les activités de banque parallèle, et à une montée des

tensions commerciales avec les États-Unis malgré un affermissement de la demande extérieure.

La croissance de l'Inde s'accélérait pour se situer à 7,3 % et 7,5 % en 2019 et 2020 respectivement.

En Amérique latine, la croissance se redresserait pour s'établir à 1,4 % en 2019, puis à 2,4 % en 2020. Au Brésil, elle devrait se raffermir pour passer de 1,1 % en 2018 à 2,1 % en 2019, puis à 2,5 % en 2020. Au Mexique, elle serait en deçà de 2 % en 2019 et 2020.

Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan, la croissance devrait chuter à 1,5 % en 2019, avant de remonter à 3,2 % en 2020. Cette situation serait due, entre autres, au ralentissement des activités pétrolières en Arabie saoudite, aux sanctions américaines contre l'Iran et aux conflits en Syrie, Irak et Yémen.

Dans la Communauté des États indépendants, la croissance serait d'environ 2,3 % sur la période 2019–2020, en raison du recul des prix du pétrole qui pèse sur les perspectives de croissance de la Russie.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'accélérer pour s'établir à 3,5 % en 2019, puis à 3,7 % en 2020 contre 3,0 % en 2018. Cette projection est revue à la baisse à cause de la détente des cours du pétrole qui affecte les projections du Nigéria et de l'Angola. En Afrique du Sud, la croissance devrait s'améliorer légèrement pour passer de 0,8 % en 2018 à 1,2 % en 2019, puis à 1,5 % en 2020, en raison de l'incertitude un peu moins grande, suite aux élections de mai 2019.

La baisse des prix des produits de base a permis de contenir la hausse des prix à la consommation dans les pays avancés. Dans ces pays, l'inflation hors alimentation et énergie se situe bien en deçà des objectifs fixés par les banques centrales, se rapprochant ainsi de 2 % aux États-Unis et au Royaume Uni.

Dans la zone euro, l'inflation hors alimentation et énergie devrait s'accélérer peu à peu pour passer de 1,2 % en 2018 à environ 2 % en 2022 puisque l'économie serait en surchausse. Au Japon, le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires frais et énergie) devrait atteindre 1,4 % d'ici à la fin de 2020, en raison du relèvement attendu du taux de l'impôt sur la consommation.

Dans les pays émergents et pays en développement hors Venezuela, l'inflation devrait remonter de 4,8 % en 2018 à 4,9 % en 2019, en raison d'événements qui se sont produits dans certains pays. En Afrique Subsaharienne, elle passerait de 8,5 % en 2018 à 8,1 % en 2019 et dans les pays émergents et en développement d'Asie, elle devrait se situer à 2,8 % en 2019 et 3,1 % en 2020.

10.2 PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE GUINEENNE

La croissance de l'économie guinéenne devrait enregistrer en 2019 une amélioration sensible, en raison de la poursuite des activités dans les sous-secteurs de l'extraction, de l'agriculture, de l'énergie, de la construction et de l'hôtellerie.

10.2.1 Secteur réel

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique du mois d'avril 2019, le taux de croissance moyen du PIB réel devrait se situer à 6,5 % sur la période 2019-2023. La réalisation de plusieurs projets dans les domaines des mines, de l'agriculture, de l'énergie, de la construction et de l'hôtellerie telle que prévue dans le Plan National de Développement Economique et Social, boosterait cette croissance moyenne qui pourrait atteindre 9,8 %.

Le secteur primaire connaîtrait une croissance de 3,7 % en 2019 contre 3,5 % en 2018. Cette croissance se situerait à 4,8 % en 2022 avant de baisser à 3,8 % en 2023. Cette performance serait due à l'effet cumulé des dynamismes de tous ces sous-secteurs soutenus en partie par la mise en œuvre du Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Développement Agricole Durable (PASANDAD).

Dans le secteur secondaire, la croissance serait exceptionnellement de 8,0 % en 2019 contre une moyenne de 3,9 % sur la période 2020-2023. Cette évolution résulterait de l'augmentation continue des capacités de production de la bauxite, de l'accélération des activités de construction et de l'amélioration dans la fourniture de l'électricité.

Le taux de croissance du secteur tertiaire baisserait en 2019 pour se situer à 5,4 % contre 8,0 % en 2018. Toutefois, le taux de croissance de ce secteur sera de 9,1 % sur la période 2020-2023 en raison des performances projetées des sous-secteurs de l'hôtellerie, de l'administration publique, du commerce, des transports et des autres services non marchands

L'inflation se fixerait à 10,3 % en moyenne annuelle sur la période 2019-2023 selon le programme FEC. Toutefois, si les politiques monétaire, budgétaire et structurelles prudentes se poursuivaient, elle pourrait se situer à moins de 10 % en moyenne à l'horizon 2000.

10.2.2 Finances publiques

Suite à la situation des finances publiques en 2018, les autorités devraient fournir des efforts dans la mobilisation des ressources et la maîtrise des dépenses non productives.

La mobilisation des recettes courantes se situerait à 15,9 % du PIB en 2019 avant de baisser à 13,8 % du PIB en 2023, soit 14,2 % en moyenne annuelle

sur la période 2019-2023. Ces évolutions seraient dues, entre autres, au renforcement des contrôles aux niveaux des régies de recettes, l'élargissement de l'assiette fiscale et la sécurisation des recettes.

Quant aux dépenses courantes, elles seraient de 12,4 % du PIB en 2019 et de 10,6 % du PIB en 2023. Cette évolution s'expliquerait par l'augmentation de la masse salariale et la forte augmentation des subventions à la Société Electricité de Guinée (EDG).

Les dépenses en capital, levier important de la croissance économique, se situeraient à 8,9 % du PIB en 2019 et à 10,6 % du PIB en 2023. Cette augmentation proviendrait de la réalisation des infrastructures de transport.

10.2.3 Politiques monétaire et de change

La Banque Centrale de la République de Guinée continuera à mener une politique monétaire prudente afin de garantir la stabilité des prix, gage pour la création d'une base de croissance économique forte et durable. Dans ce cadre, elle poursuivra ses efforts de renforcement des réserves de change de la Nation afin d'atteindre et de maintenir au minimum une couverture de trois mois d'importations.

La politique monétaire de la BCRG sera axée sur la gestion de la liquidité. A cet effet, elle entend :

- renforcer le modèle de prévision des facteurs de liquidité afin de mieux appréhender la dynamique de changement de la liquidité du système bancaire ;
- selon la situation d'anticipation d'inflation et du choc de la politique monétaire, procéder à un changement du coefficient de réserve obligatoire et du taux d'intérêt ;
- opérationnaliser le mécanisme de l'apport de liquidité d'urgence (ALU) dans le but de soutenir les banques illiquides, mais solvables et viables.

Dans le domaine du crédit, à travers le projet de la BAD, la BCRG poursuivra la mise en place du mécanisme de financement du secteur agricole via les banques. Ce système est un appui qui permettra de lever la contrainte de financement pour l'ensemble des acteurs de la chaîne des valeurs agricoles. Dans la même logique, la BCRG entend solliciter un financement de la part de la Banque Islamique de Développement (BID) en vue de doter les PME/PMI, via les Institutions de Microfinance, de ressources nécessaires pour le développement de leurs activités.

La BCRG travaillera également avec les Experts du Crédit-Bail de la Société Financière Internationale (SFI) en vue de disposer d'outils nécessaires pour évaluer les risques de contrepartie liés au refinancement des Sociétés de

Crédit-Bail sur ses guichets, au regard des contraintes liées au dispositif actuel de refinancement.

En outre, la BCRG mettra en œuvre le Projet d'appui à la modernisation du secteur financier guinéen dans ses composantes "actualisation de l'étude diagnostique du secteur financier guinéen et la mise en place d'une bourse des valeurs mobilières en Guinée".

La BCRG compte également renforcer son dispositif institutionnel interne de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et veiller à la vulgarisation d'une culture de conformité.

En matière de politique de change, la BCRG entend poursuivre une gestion rigoureuse des réserves de change par l'application de la réglementation des changes, en matière de rapatriement des recettes d'exportation, et de celle liée à la facturation en monnaie nationale.

Pour améliorer la qualité de la supervision bancaire, la BCRG compte mettre en œuvre, les projets ci-après :

- l'automatisation de la transmission et du traitement des reportings des banques dans le cadre du Programme d'Appui à la Modernisation du Système Financier guinéen (PAMSFI) financé par la BAD ;
- l'appropriation par les utilisateurs des textes d'application du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) ;
- le développement des secteurs de la monétique et du crédit-bail ;
- l'opérationnalisation du Fonds de Garantie des Dépôts (FGD) ;
- l'adoption des normes de Bâle II et Bâle III.

Dans le cadre de ses travaux d'études et de recherche en vue de préparer la finalisation du Comité de Politique Monétaire, la BCRG œuvrera à la mise en place d'un Système de Prévision et d'Analyse des Politiques pour aider à la prise de décisions. De même, elle envisage d'améliorer les statistiques de la Balance des Paiements, grâce à l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Dans le cadre du renforcement de l'inclusion financière et de la bancarisation de l'économie, la Banque Centrale poursuivra la construction d'Agences à l'intérieur du pays, la modernisation du système de paiement et le développement de la monétique.

ANNEXES

A 1. Principaux indicateurs macro-économiques (en % à l'exception des réserves brutes de change en mois d'importation de biens et services)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Taux de croissance du PIB	3,9	3,7	3,8	10,8	10,0	5,8
Taux de croissance du PIB par tête	1,7	1,4	1,5	8,4	7,6	3,5
Déflateur implicite du PIB	4,3	2,6	3,0	5,7	11,5	-6,9
Epargne nationale en % du PIB	5,6	2,8	-0,2	-1,4	10,4	11,6
Formation brute du capital fixe (FBCF) en % du PIB	23,4	22,7	24,0	52,4	18,8	19,5
FBCF publique en % du PIB	6,7	9,8	9,8	9,2	8,0	11,7
FBCF privée en % du PIB	16,7	12,9	14,2	43,2	10,8	8,0
Inflation en glissement annuel (fin de période)	10,5	9,0	7,3	8,7	9,6	9,9
Croissance de la masse monétaire	14,1	12,2	20,3	9,9	15,7	10,3
Recettes courantes en % du PIB	13,6	13,8	14,2	14,7	13,6	15,5
Dépenses courantes en % du PIB	12,8	13,7	14,1	10,7	11,6	12,4
Dépenses en capital en % du PIB	6,2	6,1	7,4	4,9	5,4	5,8
Solde primaire en % du PIB	-3,6	-4,2	-4,1	0,5	-0,6	1,6
Solde global base engagements en % du PIB (dons exclus)	-7,1	-6,1	-7,3	-1,0	-3,5	-2,9
Taux de couverture export. FAB/import. CAF	73,2	73,9	90,3	66,0	153,9	125,6
Compte courant en % du PIB	-18,5	-16,0	-10,8	-29,2	4,2	-7,3
Solde global en % du PIB	-0,9	-0,7	-0,3	0,2	0,0	-0,7
Réserves brutes de change en mois d'importation de biens et services	4,0	3,2	0,5	1,5	3,1	2,6
Encours de la dette en % du PIB	16,0	17,9	18,7	19,6	17,6	19,7
Service de la dette en % des exports. de biens et services	5,3	4,1	3,5	3,3	1,4	2,2

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 2. Ventilation du PIB à prix constants par secteurs (en milliards GNF)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire						
Valeurs (en milliards GNF)	8 067	8 429	8 944	9 478	9 718	10 059
Croissance (en %)	5,4	4,5	6,1	6,0	2,5	3,5
Secteur secondaire						
Valeurs (en milliards GNF)	12 676	13 632	13 086	15 898	19 762	20 793
Croissance (en %)	-5,0	7,5	-4,0	21,5	24,3	5,2
Secteur tertiaire						
Valeurs (en milliards GNF)	21 667	21 934	23 856	24 998	26 069	28 144
Croissance (en %)	9,4	1,2	8,8	4,8	4,3	8,0
PIB aux prix du marché						
Valeurs (en milliards GNF)	45 625	47 317	49 122	54 441	59 879	63 381
Croissance (en %)	3,9	3,7	3,8	10,8	10,0	5,8
DTI en % du PIB	7,0	7,0	6,6	7,5	7,2	6,9

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 3. Ventilation du PIB à prix courants par secteurs (en milliards GNF)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire						
Valeurs (en milliards GNF)	10 153	10 790	12 164	13 560	16 091	17 446
Croissance (en %)	13,0	6,3	12,7	11,5	18,7	8,4
Secteur secondaire						
Valeurs (en milliards GNF)	17 143	18 284	17 329	23 206	28 147	27 956
Croissance (en %)	1,7	6,7	-5,2	33,9	21,3	-0,7
Secteur tertiaire						
Valeurs (en milliards GNF)	25 186	26 694	29 956	33 322	40 204	39 888
Croissance (en %)	11,8	6,0	12,2	7,9	24,4	-0,8
PIB aux prix courants	57 856	61 573	65 829	77 088	94 542	93 198
Croissance du PIB	8,4	6,4	6,9	17,1	22,6	-1,4

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 4. Ventilation des ressources et emplois du PIB à prix courant

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PIB						
Valeurs (en milliards GNF)	57 856	61 573	65 829	77 088	94 542	93 198
Croissance (en %)	8,4	6,4	6,9	17,1	22,6	-1,4
Importations						
Valeurs (en milliards GNF)	27 384	30 484	32 306	63 525	84 430	92 084
Croissance (en %)	-0,4	11,3	6,0	96,6	32,9	9,1
Ressources						
Valeurs (en milliards GNF)	85 239	92 058	98 136	140 613	178 972	185 282
Croissance (en %)	5,4	8,0	6,6	43,3	27,3	3,5
Consommation finale						
Valeurs (en milliards GNF)	54 641	59 854	65 994	78 137	84 688	82 497
Croissance (en %)	16,3	9,5	10,3	18,4	8,4	-2,6
FBCF						
Valeurs (en milliards GNF)	13 557	13 984	15 779	40 408	17 808	18 315
Croissance (en %)	1,2	3,1	12,8	156,1	-55,9	2,8
Variation de stocks						
Valeurs (en milliards GNF)	48	84	114	-995	-1 144	13 099
Croissance (en %)	-90,5	73,4	36,2	-971,8	14,9	-1 245,3
Exportations						
Valeurs (en milliards GNF)	15 898	16 192	15 183	22 642	42 793	38 221
Croissance (en %)	-4,4	1,8	-6,2	49,1	89,0	-10,7
Emplois						
Valeurs (en milliards GNF)	85 239	92 058	98 136	140 613	178 972	185 282
Croissance (en %)	5,4	8,0	6,6	43,3	27,3	3,5

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 5. Ventilation des ressources et emplois du PIB à prix constants (en milliards GNF)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PIB						
Valeurs (en milliards GNF)	45 625	47 317	49 122	54 441	59 879	63 381
Croissance (en %)	3,9	3,7	3,8	10,8	10,0	5,8
Importations						
Valeurs (en milliards GNF)	24 749	23 522	26 638	44 007	41 197	40 761
Croissance (en %)	8,5	-5,0	13,2	65,2	-6,4	-1,1
Ressources						
Valeurs (en milliards GNF)	70 374	70 839	75 760	98 448	101 075	104 142
Croissance (en %)	5,5	0,7	6,9	29,9	2,7	3,0
Consommation finale						
Valeurs (en milliards GNF)	49 399	48 591	52 040	53 930	59 270	58 403
Croissance (en %)	14,6	-1,6	7,1	3,6	9,9	-1,5
FBCF						
Valeurs (en milliards GNF)	10 922	11 464	12 476	29 564	17 665	17 808
Croissance (en %)	0,7	5,0	8,8	137,0	-40,2	0,8
Variation de stocks						
Valeurs (en milliards GNF)	-1 266	-1 281	-1 489	-951	-1 656	-417
Croissance (en %)	-700,9	1,2	16,2	-36,1	74,1	-74,8
Exportations						
Valeurs (en milliards GNF)	11 318	12 065	12 733	15 906	27 633	28 349
Croissance (en %)	-9,7	6,6	5,5	24,9	73,7	2,6
Emplois						
Valeurs (en milliards GNF)	70 374	70 839	75 760	98 448	102 911	104 142
Croissance (en %)	5,5	0,7	6,9	29,9	4,5	1,2

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 6. Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (en %)

		Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2013	Variation mensuelle	1,0	1,3	1,1	0,6	0,4	0,8	0,6	0,8	1,1	0,9	0,8	0,7
	Glissement annuel	13,1	12,9	13,0	13,0	12,3	12,0	12,2	11,7	11,4	10,8	10,3	10,5
	Taux annuel moyen	14,8	14,3	14,0	13,8	13,5	13,3	13,1	12,8	12,6	12,3	12,1	11,9
	Inflation structurelle	11,1	10,7	11,2	11,1	10,1	8,9	9,6	11,9	9,0	8,4	8,1	8,1
2014	Variation mensuelle	0,7	1,2	0,9	0,8	0,2	0,6	0,6	0,7	1,1	0,7	0,6	0,4
	Glissement annuel	10,2	10,2	10,0	10,2	9,9	9,6	9,7	9,6	9,7	9,5	9,3	9
	Taux annuel moyen	11,6	11,4	11,2	10,9	10,7	10,6	10,3	10,2	10,0	9,9	9,8	9,7
	Inflation structurelle	7,4	7,3	6,5	7,5	7,4	7,2	7,0	7,3	7,3	7,0	6,9	6,2
2015	Variation mensuelle	0,6	0,9	0,8	0,8	0,2	0,6	0,5	0,6	0,9	0,5	0,4	0,3
	Glissement annuel	8,9	8,5	8,5	8,4	8,4	8,4	8,3	8,2	7,9	7,7	7,5	7,3
	Taux annuel moyen	9,6	9,5	9,3	9,2	9,1	9,0	8,9	8,7	9,9	8,4	8,3	8,2
	Inflation structurelle	6,2	6,1	6,0	5,2	5,3	5,3	4,9	4,8	4,9	4,5	4,3	4,2
2016	Variation mensuelle	0,7	1,1	1,0	1,0	0,4	0,7	0,6	0,6	1,0	0,6	0,4	0,3
	Glissement annuel	7,4	7,5	7,7	7,9	8,2	8,3	8,4	8,4	8,5	8,6	8,6	8,7
	Taux annuel moyen	8	7,9	7,9	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,9	8,0	8,1	8,2
	Inflation structurelle	4,3	4,4	4,4	4,4	4,3	4,1	4,1	4,1	3,8	3,9	3,8	3,6
2017	Variation mensuelle	0,5	0,9	1	1,1	0,5	0,8	0,9	0,8	0,8	0,6	0,5	0,5
	Glissement annuel	8,6	8,3	8,4	8,5	8,6	9	9	9	9	9	9	10
	Taux annuel moyen	8,3	8,3	8,4	8,4	8,5	8,5	8,6	8,7	8,7	8,8	8,9	8,9
	Inflation structurelle	3,4	3,2	3,1	3	3,02	3	3	4	4	4	4	4
2018	Variation mensuelle	0,6	0,9	1	1	0,7	0,8	1	0,7	1	0,5	0,6	0,6
	Glissement annuel	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	9,9	9,9	9,8	9,8	9,8
	Taux annuel moyen	9,0	9,1	9,2	9,4	9,4	9,5	9,6	9,7	9,7	9,8	9,8	9,8
	Inflation structurelle	4,0	4,0	4,0	4,0	5,0	4,0	3,8	5,5	6,0	5,8	5,8	6,3

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 7. Evolution des prix par fonction

	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Indice général	926,0	934,6	943,8	953,2	960,3	968,1	977,9	984,8	995,0	1000,0	1006,2	1011,8
Alimentation	1554,5	1575,7	1594,6	1616,0	1628,6	1650,0	1667,6	1672,4	1691,8	1703,8	1717,7	1730,7
Pain et céréales	948,7	956,7	963,0	965,1	965,6	965,9	970,4	971,6	995,7	1001,9	1003,2	1042,3
Viande	953,6	954,0	956,0	958,5	959,9	967,3	972,1	984,9	996,6	995,7	993,8	1034,1
Poissons	3471,7	3500,9	3578,7	3675,4	3728,8	3792,6	3821,8	3773,6	3839,8	3908,5	3927,1	4029,1
Lait, fromage et œuf	707,2	713,9	711,9	715,4	715,8	714,4	699,5	707,4	708,3	701,6	705,9	789,3
Huiles et Graisses	1244,2	1256,4	1285,1	1301,4	1311,0	1251,3	1232,5	1264,2	1295,9	1275,3	1224,0	1154,8
Légumes autres que pomme de terre et tubercule	2015,2	2031,8	2049,5	2065,5	2083,3	2173,8	2204,6	2249,5	2297,2	2341,1	2367,6	2259,0
Sel, épices, et produits alimentaires n.d.a	1053,2	1061,3	1066,3	1082,4	1087,9	1135,1	1232,8	1210,2	1214,8	1211,0	1222,7	1315,7
Habillement et chaussures	526,4	526,1	528,2	529,2	528,9	528,7	529,8	533,1	534,3	540,5	544,8	548,1
Ameublement/ Equipement ménager	608,7	609,3	611,1	614,1	623,9	620,0	614,9	620,7	618,4	611,6	623,9	626,9
Transport	497,1	497,1	497,0	497,0	497,0	497,0	496,9	559,1	560,9	562,6	563,2	563,1
Logement / Electricité / Eau /Gaz	607,8	610,8	618,6	621,7	628,6	628,9	634,6	633,7	641,3	637,2	632,0	631,1
santé	715,0	717,4	725,1	731,4	733,6	734,2	746,7	737,8	732,8	731,8	733,9	733,4
loisir / spectacle / culture	345,1	345,6	347,6	347,4	347,7	347,7	352,2	347,9	353,5	359,7	358,2	359,1
enseignement	380,8	380,8	380,8	380,8	380,8	380,8	380,8	380,8	369,3	391,3	391,3	391,3
hôtels café restaurants	640,9	640,9	643,1	643,1	643,1	642,7	645,6	642,7	642,7	645,6	645,6	658,6
autres biens et services	310,0	310,1	310,2	310,2	318,6	318,6	324,8	318,6	354,9	361,1	360,9	324,8

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 8. Evolution de prix de certains produits de première nécessité en 2018

	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Riz local	8 694	8 712	8 772	8 802	8 847	8 883	8 921	9 427	9 462	9 469	9 409	9 312
Riz importé asiatique brisé	5 473	5 563	5 538	5 576	5 462	5 454	5 525	5 556	5 626	5 786	5 931	6 283
Farine de maïs	10 427	9 967	10 114	10 172	10 767	9 801	9 569	9 987	9 668	9 591	9 547	10 081
Pain en baguette	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	2 000
Viande de bœuf avec os	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	41 267	41 250	40 425	40 000	40 200
Bonga fumé	59 359	59 329	60 658	61 259	57 735	61 585	61 000	61 001	62 212	60 306	60 402	63 273
Tomate	19 375	19 522	19 646	20 027	20 426	22 446	22 751	24 256	24 103	24 291	25 521	23 827
Oignon	22 389	22 267	22 563	20 631	21 246	21 426	21 790	21 958	23 970	25 532	25 198	22 543
Feuille de patate	11 036	11 349	11 471	11 894	12 371	12 585	12 985	11 701	11 975	12 150	12 213	12 441
Gombo	20 380	20 801	21 091	21 578	19 897	20 781	20 951	21 434	22 068	23 916	24 062	22 232
Pommes de terre	17 058	17 180	17 847	19 058	18 591	18 464	19 729	18 526	19 861	19 928	20 139	14 748
Huile de palme	16 646	16 734	17 020	17 528	16 364	16 643	16 736	16 002	17 193	16 892	16 145	14 524
Huile d'arachide	17 016	16 997	17 685	18 129	19 002	17 076	15 731	15 819	17 201	16 334	15 926	19 343
Eau (m3) 1ère tranche	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750
Electricité 1ère tranche (kwh)	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90
Essence	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Pétrole lampant revendu au quartier	13 250	13 250	13 250	13 250	13 250	13 250	13 500	13 500	13 500	13 500	13 500	13 500

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 9. Etat Consolidé des flux budgétaires de l'administration centrale (en milliards de GNF)

	2015	2016	2017	2018
Recettes et Dons	9749,32	12 325,7	14 341,9	15 964,91
Recettes courantes	8988,42	11 391,4	12 902,0	14 422,78
Secteur minier	1557,69	1 671,0	2 031,5	2 836,17
Secteur non minier	7430,73	9 720,4	10 870,4	11 586,61
Contributions directes	1376,37	1 889,6	2 347,3	2 345,56
Biens Services	3824,07	5 342,5	5 434,1	5 861,16
dont TSPP	673,62	965,2	479,6	343,94
Commerce international	1820,9	2 026,8	2 630,2	2 566,37
Recettes non fiscales	409,39	461,6	458,8	813,52
Dons et Emprunts	337,84	833,6	1 408,2	1 542,13
Dons Affectés	249,27	91,8	959,6	1 061,33
Dons non affectés	88,57	741,8	448,7	448,87
Allègement CDP PPTE	0	0,0	0,0	0,00
Subventions Fonds Fiduciaire PPTE	0	0,0	0,0	0,00
Dépenses Totales	14286,07	12 185,9	16 421,0	17 156,83
Dépenses Courantes	8818,97	8 362,2	10 905,3	11 588,55
Traitements et salaires	2720,88	2 936,9	3 409,2	4 122,41
Autres biens et Services	2849,16	2 576,2	3 436,2	3 445,41
Subventions et transferts	2706,85	2 102,4	3 303,6	3 141,80
Intérêts dette extérieure	109,12	746,7	189,8	321,84
Intérêts dette intérieure	432,95	235,7	566,5	557,10
Dépenses en capital	4990,21	511,0	5 395,0	5 441,66
Financement externe FINEX	1653,09	3 648,8	2 155,2	3 336,68
Financement interne Investissement	3290,25	292,7	3 172,2	2 104,97
Finan.interne subvention en capital	46,88	3 310,2	67,6	0,00
Prêts nets de remboursements	13,24	35,0	72,1	126,62
Restructuration entreprises	0	14,0	0,0	0,00
Solde Base Engagements (dons compris)	-4536,75	139,9	-2 079,1	-1 191,92
Solde de Base Engagements (dons exclus)	-4874,6	-693,8	-3 487,4	-2 702,11
Arriérés de paiements intérieurs	5,7	-1,6	-2,2	-5,74
extérieurs	0	0,0	0,0	0,00
extérieurs	5,7	-1,6	-2,2	-5,74
Payement en cours	296,27	-93,4	762,3	249,82
SOLDE BASE CAISSE	-4171,76	16,6	-994,95	-914,56
FINANCEMENT	4171,76	-16,6	994,95	914,56
Financement extérieur net	1685,26	-261,3	834,8	2 196,77
Financement intérieur net	2486,5	244,7	160,1	-1 282,20
Système bancaire	2579,74	873,2	1 299,6	-310,02
BCRG	1086,23	711,4	736,2	-1 373,93
Banques primaires	773,5	161,9	847,2	1 063,91
Système non bancaire	-93,24	-628,5	-1 139,5	-972,18
pm: SOLDE PRIMAIRE	-2638,84	370,8	-316,3	1 481,6

Source : Ministère du Budget

A 10. Situation monétaire intégrée (en milliards GNF)

	déc-17	janv-18	fev-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
AVOIRS EXTERIEURS NETS	4 935,5	5 197,1	5 207,9	6 106,7	6 178,8	6 701,2	6 210,1	5 994,3	5 570,6	6 392,8	5 961,2	6 270,8	6 632,2
Banque Centrale (1)	2 899,4	3 139,4	3 465,3	3 384,7	3 619,4	3 881,3	3 860,7	3 661,6	3 723,6	4 389,5	4 286,9	4 393,6	4 806,8
Or	82,96	82,96	82,96	82,96	82,96	82,96	79,99	79,99	79,99	79,99	79,99	333,08	569,22
FMI	-3 143,1	-3 218,1	-3 218,1	-3 211,9	-3 211,9	-3 126,7	-3 107,0	-3 323,4	-3 318,8	-3 318,6	-3 282,7	-3 290,3	-3 537,9
Avoirs en DTS	1 976,6	2 024,5	2 025,0	2 021,2	2 021,2	1 969,4	1 957,0	2 173,8	2 172,6	2 173,4	2 150,5	2 156,1	2 176,4
Avoirs en devises (net)	3 982,8	4 250,1	4 575,5	4 492,5	4 727,2	4 955,6	4 930,7	4 731,1	4 789,9	5 454,7	5 339,2	5 194,7	5 599,1
Banque de Dépôts	2 063,1	2 057,6	1 742,6	2 722,1	2 559,4	2 819,8	2 349,4	2 332,8	1 847,0	2 003,3	1 674,3	1 877,2	1 825,4
AVOIRS INTERIEURS NETS	17 471,82	17 858,10	17 743,49	17 141,80	17 060,55	16 681,06	17 213,54	17 578,44	17 899,66	16 741,50	17 280,38	17 464,24	18 115,15
Crédit intérieur net	19 274,36	19 982,24	19 518,73	18 917,58	19 013,84	18 573,06	18 671,45	19 212,58	19 202,59	18 486,63	22 209,96	22 600,98	23 469,70
Créances sur le Secteur Public	11 057,00	11 722,56	11 384,72	10 867,99	10 898,85	10 429,80	9 886,45	10 336,05	10 562,01	9 539,11	12 916,99	13 109,01	13 633,98
Créances nettes sur l'Etat*	11 053,35	11 718,12	11 380,24	10 863,49	10 893,83	10 424,46	9 881,49	10 330,11	10 558,35	9 533,63	12 910,86	13 104,09	13 629,76
BCRG	7 926,78	8 612,12	8 174,28	7 650,51	7 507,40	7 108,64	6 648,03	7 018,57	7 314,89	6 256,65	9 614,77	9 753,59	9 393,52
Banques	3 126,57	3 106,00	3 205,96	3 212,99	3 386,43	3 315,82	3 233,46	3 311,54	3 243,46	3 276,98	3 296,09	3 350,50	4 236,24
Créances sur les Entreprises Publiques	3,66	4,44	4,48	4,49	5,01	5,34	4,97	5,94	3,66	5,48	6,12	4,92	4,22
Créances sur le Secteur Privé	8 217,36	8 259,68	8 134,01	8 049,60	8 114,99	8 143,26	8 785,00	8 876,54	8 640,58	8 947,53	9 292,98	9 491,97	9 835,73
Autres Postes nets	-1 802,54	-2 124,14	-1 775,24	-1 775,78	-1 953,30	-1 892,00	-1 457,91	-1 634,14	-1 302,93	-1 745,13	-4 929,58	-5 136,74	-5 354,55
MASSE MONETAIRE	22 434,24	23 055,15	22 951,43	23 248,54	23 239,37	23 382,21	23 423,64	23 572,78	23 470,27	23 134,31	23 241,60	23 735,05	24 747,38
Base Monétaire	11 113,38	12 059,53	11 939,26	11 454,56	11 261,36	11 528,53	11 320,84	11 493,83	11 904,07	11 457,92	11 683,48	11 838,02	11 838,85
Monnaie en circulation	6 707,07	6 790,26	6 809,77	7 144,21	7 171,74	7 309,37	7 257,54	7 014,52	6 970,84	6 718,90	6 754,84	6 849,42	7 244,54
Dépôts à vue gnf	8 885,22	9 292,45	9 691,90	9 439,94	9 329,19	9 249,29	9 415,85	9 618,40	9 461,11	9 581,24	9 803,12	10 008,65	10 539,98
Dépôts à terme gnf	1 665,32	1 707,60	1 514,78	1 790,04	1 822,07	1 945,24	1 770,29	1 892,69	1 909,27	1 983,27	2 049,90	2 030,98	2 016,96
Dépôts en devises	5 176,63	5 264,83	4 934,98	4 874,36	4 916,37	4 878,31	4 979,96	5 047,17	5 129,04	4 850,89	4 633,74	4 846,00	4 945,90

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 11. Situation monétaire de la Banque Centrale (en milliards GNF)

	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
AVOIRS EXTERIEURS NETS	2 899,4	3 139,4	3 465,4	3 384,7	3 619,4	3 881,3	3 860,7	3 661,6	3 723,6	4 389,5	4 286,9	4 393,6	4 806,8
AVOIRS INTERIEURS NETS	8 214,0	8 920,1	8 473,9	8 069,9	7 641,9	7 647,2	7 460,2	7 832,3	8 180,4	7 068,4	7 396,5	7 444,4	7 032,1
Crédit intérieur	7 954,9	8 643,2	8 205,5	7 722,5	7 581,9	7 182,4	6 774,8	7 177,0	7 480,6	6 424,0	9 778,8	9 918,7	9 284,4
Etat (net)	7 926,8	8 612,1	8 174,3	7 650,5	7 507,4	7 108,6	6 648,0	7 018,6	7 314,9	6 256,7	9 614,8	9 753,6	9 393,5
Entreprises publiques	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Secteur privé	27,9	30,9	31,0	71,8	74,3	73,5	126,6	158,2	165,5	167,1	163,9	165,0	129,6
Refinancement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes nets (actif +)	259,2	276,9	268,4	347,4	60,0	464,9	685,3	655,3	699,8	644,4	-2 382,3	-2 474,3	-2 491,0
Base monétaire	11 113,4	12 059,5	11 939,3	11 454,6	11 261,4	11 528,5	11 320,8	11 493,8	11 904,1	11 457,9	11 683,5	11 838,0	11 838,8
Monnaies en circulation	6 707,1	6 790,3	6 809,8	7 144,2	7 171,7	7 309,4	7 257,5	7 014,5	6 970,8	6 718,9	6 754,8	6 849,4	7 244,5
Réserves des banques de dépôt	3 621,3	4 451,0	4 286,3	3 992,0	3 789,1	3 752,6	3 615,9	4 037,5	4 447,5	4 241,9	4 438,2	4 515,5	4 156,4
Réserves obligatoires	2 390,7	2 471,5	2 447,8	2 525,8	2 522,7	2 497,0	2 515,0	2 578,6	2 562,2	2 546,9	2 559,4	2 626,0	2 730,4
Réserves excédentaires	613,0	1 251,3	1 075,0	827,6	589,1	535,9	308,9	494,0	957,6	719,3	967,6	1 037,5	574,1
Encaisses	617,6	728,2	763,5	638,6	677,3	719,7	792,0	964,9	927,7	975,7	911,2	852,0	852,0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 12. Situation monétaire des banques commerciales (en milliards de GNF)

	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
AVOIRS EXTERIEURS NETS	2 063 059	2 057 628	1 742 587	2 722 085	2 559 402	2 819 851	2 349 418	2 332 763	1 846 971	2 003 291	1 674 287	1 877 196	1 825 436
Avoirs	2 594 214	2 607 490	2 360 728	3 161 376	3 244 163	3 517 956	2 966 791	2 998 968	2 538 874	2 772 167	2 444 802	2 687 758	2 782 951
Engagements	531 155	549 862	618 141	439 291	684 761	698 104	617 373	666 205	691 902	768 876	770 515	810 563	957 515
Créances sur BCRG	3 621 274	4 450 988	4 286 265	3 991 988	3 789 097	3 752 575	3 615 903	4 037 538	4 447 499	4 241 858	4 438 191	4 515 492	4 156 446
Créances	0	0	0	0	0	0	-5 000	0	0	0	0	0	0
Fonds de régulation monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	3 621 274	4 450 988	4 286 265	3 991 988	3 789 097	3 752 575	3 615 903	4 037 538	4 447 499	4 241 858	4 438 191	4 515 492	4 156 446
Dépôts	3 003 715	3 722 798	3 522 793	3 353 360	3 111 802	3 032 866	2 823 918	3 072 643	3 519 786	3 266 193	3 527 014	3 663 522	3 304 449
Encaisses	617 560	728 190	763 473	638 628	677 295	719 709	791 985	964 895	927 713	975 665	911 177	851 970	851 997
Crédit intérieur net	11 319 491	11 339 055	11 313 212	11 195 071	11 431 931	11 390 685	11 896 643	12 035 627	11 721 962	12 062 646	12 431 115	12 682 232	13 946 616
Créances secteur public (nettes)	3 130 021	3 110 231	3 210 237	3 217 276	3 391 243	3 320 955	3 238 217	3 317 269	3 246 916	3 282 250	3 302 013	3 355 218	4 240 461
Etat net	3 126 570	3 105 998	3 205 960	3 212 986	3 386 433	3 315 819	3 233 456	3 311 539	3 243 461	3 276 979	3 296 094	3 350 504	4 236 243
Créances	3 300 295	3 260 030	3 379 897	3 372 446	3 519 082	3 450 329	3 352 419	3 429 198	3 354 009	3 381 612	3 392 136	3 453 707	4 341 668
Engagements	173 725	154 032	173 937	159 460	132 649	134 510	118 962	117 659	110 548	104 633	96 042	103 203	105 425
Entreprises publiques	3 452	4 233	4 277	4 290	4 810	5 136	4 761	5 731	3 455	5 270	5 919	4 715	4 219
Créances secteur privé	8 189 470	8 228 824	8 102 974	7 977 795	8 040 688	8 069 730	8 658 426	8 718 358	8 475 046	8 780 397	9 129 102	9 327 013	9 706 155
Créances saines	7 402 340	7 453 521	7 332 380	7 207 552	7 239 589	7 265 684	7 806 410	7 858 846	7 628 537	7 788 184	8 095 464	8 285 695	8 723 714
Créances compromises	787 131	775 303	770 594	770 243	801 099	804 046	852 016	859 512	846 508	992 212	1 033 638	1 041 318	982 441
Autres éléments nets	-2 061 688	-2 401 059	-2 043 626	-2 123 171	-2 013 329	-2 356 854	-2 143 257	-2 289 445	-2 002 738	-2 389 555	-2 547 278	-2 662 390	-2 863 524
Dépôts en GNF	10 439 605	10 857 764	11 054 187	11 078 102	11 027 129	10 994 355	11 000 525	11 352 527	11 181 112	11 365 651	11 670 413	11 855 854	12 410 915
Dépôts à vue	8 774 283	9 150 161	9 539 410	9 288 064	9 205 059	9 049 118	9 230 238	9 459 839	9 271 845	9 382 379	9 620 516	9 824 874	10 393 955
Dépôts à terme	1 665 322	1 707 603	1 514 776	1 790 038	1 822 070	1 945 237	1 770 287	1 892 688	1 909 267	1 983 272	2 049 898	2 030 980	2 016 959
Dépôts en devises	4 502 531	4 588 847	4 244 252	4 707 871	4 739 972	4 611 902	4 718 181	4 763 955	4 832 582	4 552 589	4 325 901	4 556 675	4 654 060

Source : Banque Centrale de la république de Guinée

A 13. Taux d'intérêt (en %)

Mois	déc-17	janv-18	fev-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
1-Taux directeur	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50
2- Taux créditeurs minimum	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre
4- Taux des bons du trésor													
91 jours (1)		8,43	7,08	6,57	10,00	9,00	10,04	8,70	8,00	8,00	7,96		9,86
182 jours (1)		8,08	11,22	9,03	8,94	12,28	11,41	11,68	11,59	11,00	7,042	5,978	11,42
364 jours (1)		13,06	11,61	10,21	10,38	12,54	15,000	13,50	11,56	11,69	7,92	7,02	12,44

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 14. Situation du marché des BDT et encours par maturité (en milliards de GNF)

Mois	janv-18	fev-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Volume des émissions	503,0	362,0	400,0	507,0	378,0	872,0	519,0	450,0	509,0	330,0	486,0	1 799,0
Volume des Souscriptions	622,0	808,0	705,0	661,0	237,0	525,0	491,0	1 077,0	876,5	1 128,0	1 434,0	1 532,0
Volume adjudgé	421,0	348,0	390,0	424,0	230,0	500,0	395,0	450,0	500,0	330,0	486,0	1 239,0
Volume de remboursement	430,0	235,0	400,0	335,0	274,0	504,0	350,0	410,0	475,0	340,0	400,0	350,0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 15. Encours de BDT (en milliards de GNF)

	déc-17	janv-18	fev-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Encours													
91 jours	200,00	286,00	94,00	268,00	323,00	214,00	240,00	260,00	390,00	290,00	210,00	100,00	270,00
182 jours	950,00	835,00	845,00	875,00	755,00	755,00	635,00	645,00	700,00	770,00	800,00	970,00	1 174,00
364 jours	1 920,00	1 940,00	2 027,00	013,00	2 167,00	2 232,00	2 322,00	2 337,00	2 192,00	2 247,00	2 287,00	2 313,00	2 828,00

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 16. Budget en devises (en millions de dollars au taux courant)

	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
A - Entrées	80,25	71,67	74,63	75,92	89,23	75,33	59,07	49,47	69,62	113,74	66,79	51,20	88,19
1. Opérations pour le compte de l'État	32,87	17,08	15,69	16,38	26,67	17,62	33,30	30,06	44,61	101,35	36,50	20,29	63,68
<i>Recettes minières</i>	4,19	14,30	11,59	10,96	10,56	17,42	24,44	27,04	34,04	33,58	24,38	19,49	22,61
Privatisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assistance extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,17	0,00	0,00	36,68
<i>Dont: Aide budgétaire</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,17	0,00	0,00	18,88
<i>Autres recettes</i>	28,68	2,78	4,10	5,42	16,11	0,20	8,86	3,02	10,58	8,60	12,12	0,80	4,39
2. Opérations pour le compte de la BCRG	46,30	52,62	57,13	50,55	61,07	55,63	24,63	18,11	21,38	12,39	30,29	30,91	24,51
Produits financiers BCRG	0,18	0,26	0,19	0,12	0,33	0,25	0,30	0,28	0,32	0,26	0,00	0,00	0,00
<i>Dépôts des Banques</i>	46,09	48,64	56,93	50,43	60,74	45,80	24,33	17,83	21,06	12,13	17,37	10,60	17,29
Autres recettes	0,03	3,72	0,01	0,00	0,00	9,58	0,00	0,00	0,00	0,00	12,92	20,31	7,22
3. Opérations pour le compte des entreprises publiques	1,08	1,97	1,81	8,99	1,49	2,08	1,14	1,30	3,63	0,00	0,00	0,00	0,00
B - Sorties	66,39	54,43	37,86	96,11	61,40	44,41	62,54	61,16	56,35	40,72	60,88	56,43	23,49
1. Opérations pour le compte de l'État	10,68	18,89	11,71	34,51	29,24	14,15	39,99	49,20	44,90	26,92	23,75	25,05	7,85
<i>Dette extérieure en devises</i>	2,79	6,17	0,00	25,41	14,19	1,66	5,62	6,33	16,35	5,16	17,50	1,73	3,04
Principal	2,06	0,74	0,00	18,87	13,27	1,22	4,47	1,48	6,78	3,12	17,50	1,24	2,36
Intérêt	0,73	5,43	0,00	6,54	0,92	0,44	1,15	4,85	9,57	2,04	0,00	0,49	0,68
Apurement des arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette en instance de paiement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Dette intérieure en devises</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Autres dépenses courantes</i>	7,89	12,72	11,71	9,10	15,05	9,12	31,00	25,81	20,65	21,27	6,25	23,32	4,81
Ambassades	0,02	5,60	0,13	0,04	1,79	0,07	0,05	1,98	3,34	6,28	0,00	1,69	4,58
Autres dépenses	7,87	7,12	11,58	9,06	13,26	9,05	30,95	23,83	17,31	14,99	6,25	21,63	0,23
<i>Subventions et transferts</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,37	3,37	17,06	7,91	0,49	0,00	0,00	0,00
<i>Dont: Pèlerinage</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,37	3,37	17,06	7,91	0,49	0,00	0,00	0,00
Dépenses en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. Opérations pour le compte de la BCRG	0,61	0,80	0,31	1,99	0,56	3,47	1,39	1,24	0,53	1,19	0,29	2,58	0,26
<i>Frais impression billets</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,48	0,00	0,85	0,00	0,00	0,00	0,38	0,00
Autres charges BCRG	0,61	0,80	0,31	1,99	0,56	0,99	1,39	0,39	0,53	1,19	0,29	2,20	0,26

	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
3. Opérations pour le compte des banques	54,15	27,68	24,75	55,13	26,87	25,26	20,58	9,22	10,41	12,61	15,69	28,80	13,16
Dont: Transferts au profit des banques	54,15	27,68	24,75	55,13	26,87	25,26	20,58	9,22	10,41	12,61	15,69	28,80	13,16
4. Opérations pour le compte des entreprises publiques	0,95	7,06	1,09	4,48	4,73	1,53	0,58	1,50	0,51	0,00	0,00	0,00	2,22
Dont: Opérations pour EDG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5. Opérations pour le compte du secteur privé non bancaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,15	0,00	0,00
C - Solde (Entrées - Sorties) = (A - B)	13,86	17,24	36,77	-20,19	27,83	30,92	-3,47	-11,69	14,00	73,02	5,91	-5,23	64,70

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 17. Evolution du Taux de change (moyenne mensuelle)

			Jan	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sep	Oct.	Nov.	Déc.
2015	Marché Officiel	USD	7 208,17	7 241,98	7 290,33	7 352,25	7 414,74	7 464,68	7 498,13	7 565,65	7 625,48	7 641,53	7 696,89	7 874,89
		EURO	8 389,86	8 218,68	7 916,89	7 913,74	8 283,71	8 362,76	8 254,34	8 418,52	8 559,52	8 598,27	8 275,92	8 550,90
	Marché parallèle	USD	7 436,87	7 498,16	7 525,00	7 512,58	7 578,94	7 710,45	7 903,49	8 270,47	8 433,89	8 472,92	8 689,08	8 724,03
		EURO	8 798,12	8 604,16	8 285,59	8 198,02	8 508,77	8 606,29	8 790,16	9 119,28	9 360,31	9 448,33	9 501,12	9 330,17
2016	Marché Officiel	USD	8 495,24	8 873,04	8 922,51	8 944,93	8 951,49	8 969,82	8 978,80	9 011,24	9 059,76	9 055,93	9 077,64	9 176,18
		EURO	9 225,53	9 856,31	9 886,91	10 148,01	10 144,37	10 084,19	9 934,09	10 113,64	10 155,84	9 987,88	9 818,25	9 677,45
	Marché parallèle	USD	8 748,62	8 996,00	8 994,66	9 020,08	9 009,59	9 067,91	9 158,02	9 254,66	9 160,87	9 211,50	9 255,38	9 473,92
		EURO	9 410,50	9 849,33	9 836,89	10 012,25	10 068,64	10 079,05	10 069,33	10 190,08	10 153,53	10 208,67	10 180,72	10 127,83
2017	Marché Officiel	USD	9 259,56	9 292,34	9 279,34	9 155,68	9 097,80	8 975,99	9 019,58	8 982,00	8 994,26	8 996,62	9 002,01	9 004,66
		EURO	9 830,38	9 898,54	9 910,70	9 801,48	10 040,80	10 077,22	10 370,89	10 597,79	10 728,25	10 579,67	10 548,64	10 652,02
	Marché parallèle	USD	9 522,30	9 408,79	9 350,69	9 239,71	9 163,97	9 067,42	9 147,54	9 051,74	9 044,96	9 056,07	9 025,00	9 069,72
		EURO	10015,08	9 994,75	9 914,79	9 893,97	9 976,67	10 066,25	10 441,51	10 606,97	10 682,96	10 657,38	10 631,49	10 680,66
2018	Marché Officiel	USD	9003,02	9001,57	8995,00	9001,46	9000,78	9003,00	9010,00	9004,00	9005,00	9031,56	9049,00	9084,80
		EURO	11182,65	11072,84	11082,74	10864,75	10469,72	10428,17	10527,29	10527,47	10542,15	10270,69	10304,10	10405,74
	Marché parallèle	USD	9 076,67	9 074,17	9 058,33	9 005,00	9 010,83	9 091,67	9 069,17	9 045,83	9 077,50	9 077,50	9 080,00	9 128,33
		EURO	11 231,67	11 266,67	11 116,67	11 075,00	10 490,00	10 630,00	10 583,33	10 508,33	10 625,00	10 441,67	10 426,67	10 364,33

Source : Banque centrale de la République de Guinée

A 18. Balance des paiements (en millions d'USD)

Libellé poste	2014	2015	2016	2017	2018
A. Compte des transactions courantes n.i.a	-981,66	-1020,20	-2744,92	519,40	-190,46
Crédit	4238,40	3142,02	3469,53	5190,29	4537,91
Débit	5220,07	4162,22	6214,46	4670,89	4728,37
1. Balance commerciale	-306,08	-410,61	-2 015,09	1 111,01	592,42
Crédit	2 066,34	1 781,15	2 414,35	4 595,06	3 978,07
Exportations f.à b.	1 027,95	1 086,76	1 597,31	2 910,37	2 989,00
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	28,19	22,56	51,00	-7,77	-0,16
Or non monétaire	1 010,20	671,83	1 839,25	1 692,46	989,23
Débit	2 372,42	2 191,75	4 429,44	3 484,05	3 385,64
Importations f.a.b	2 372,42	2 191,75	3 185,98	3 484,05	3 385,64
2. Balance des services	-481,19	-425,03	-479,99	-703,53	-696,99
Crédit	63,91	78,26	53,10	52,38	104,03
Transport	0,38	7,98	11,17	9,22	1,25
Autres	63,53	70,27	219,97	43,16	102,78
Débit	545,10	503,29	655,70	755,91	801,02
Transport	283,05	249,88	430,52	416,95	402,50
Autres	262,05	253,42	114,32	338,96	398,52
3. Revenus primaires	-212,22	-143,24	-102,43	-50,63	-181,85
Crédit	21,50	35,46	83,37	47,66	68,66
Débit	233,71	178,71	154,32	98,29	250,51
4. Revenus secondaires	17,82	-41,32	315,29	162,55	95,96
Crédit	2086,66	1247,15	946,31	495,19	387,15
Débit	2068,84	1288,47	687,88	332,64	291,20
B. Compte de capital n.i.a	257,88	230,91	164,25	145,70	140,36
Crédit	258,58	231,61	129,38	149,42	140,37
Débit	0,71	0,70	4,20	3,72	0,02
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-723,79	-789,29	-2580,67	665,10	-50,10
D. Compte financier n.i.a	435,21	-841,07	-2973,54	469,53	-796,04
1. Investissement direct n.i.a	77,06	-48,16	-1597,34	-576,50	-353,08
2. Investissement de portefeuille n.i.a	16,44	-54,68	-1,15	-0,08	-11,39
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	341,72	-738,22	-1375,05	1046,11	-431,57
E. Erreurs et omissions nettes	34,02	1,33	4,23	1,47	3,81
F. Solde global à financer	-1124,98	53,10	397,10	197,04	749,75
G. Financement du solde global	254,56	53,11	397,10	197,04	749,75
Avoirs de réserve	-37,68	-250,61	208,17	76,50	432,94
Crédits et prêts du FMI	18,83	39,01	40,64	26,26	45,53
Financement exceptionnel	273,40	264,71	148,30	94,28	271,28
Tirages sur nouveaux emprunts	135,44	238,24	148,26	94,28	271,28
Remises de dettes	0,00	2,26	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	132,98	24,21	0,00	0,00	0,00
Accumulation d'arriérés	4,99	0,00	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement d'arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations d'arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dons reçus bonification du FMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Remboursement d'arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 19. Evolution du Crédit dans le système bancaire (en milliard GNF)

	Janv-18	Févr-18	Mars-18	Avr-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18	Oct-18	Nov-18	Déc-18
Crédit à court terme	3 917,44	3 703,87	3 542,49	3 651,73	3 604,13	4 192,04	4 129,05	3 906,22	4 172,66	4 470,75	4 465,16	4 954,10
Crédit à moyen terme	3 211,85	3 266,49	3 300,35	3 209,80	3 261,81	3 204,82	3 262,54	3 302,02	3 280,48	3 300,44	3 473,42	3 400,46
Crédit à long terme	247,43	247,71	245,90	247,70	278,58	287,37	279,41	282,37	183,85	185,93	186,96	223,48
Total	7 376,72	7 218,07	7 088,75	7 109,23	7 144,52	7 684,23	7 671,00	7 490,62	7 637,00	7 957,12	8 125,54	8 578,03
D) Créances Impayées (principal)	48,92	49,31	44,48	50,21	52,16	55,53	54,56	67,24	81,68	63,55	73,58	89,49
E) Créances Immobilisées Douteuses ou Litigieuses	259,17	278,72	297,37	349,56	349,97	357,31	402,44	345,60	436,02	512,26	542,22	1 114,78

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 20. Evolution des risques clients par secteurs d'activités (en %)

Désignation	janv-18	fev-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Commerce et Réparation	37,77	37,84	39,08	39,20	39,23	39,15	39,13	36,42	36,75	36,44	36,67	36,67
Construction	8,62	8,69	8,75	8,75	8,75	8,74	8,73	8,34	8,42	8,40	8,37	8,37
Fabrication d'autres produits	5,37	5,29	3,89	3,92	3,91	3,91	3,90	3,56	3,40	3,38	3,38	3,38
Transports et Communication	20,07	19,87	18,90	19,00	18,98	18,95	18,93	17,91	17,93	17,88	17,69	17,69
Production & Distribution Eau, Electricité, Gaz	6,47	6,49	6,75	6,78	6,82	6,98	6,99	6,79	6,81	6,79	6,76	6,76
Autres secteurs *	0,07	0,07	0,09	0,09	0,10	0,10	0,10	0,56	0,57	0,57	0,57	0,57
Total général	100,00											

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 21. Répertoire des IMF agréées ou autorisées par la BCRG au 31 décembre 2018

Catégorie qui collecte l'épargne		Catégorie qui ne collecte pas l'épargne
<i>Structures Mutualistes ou Coopératives.</i> Elles collectent l'épargne de leurs membres et octroient des crédits exclusivement en faveur de ceux-ci.	<i>Sociétés Anonymes</i> Elles collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.	<i>Associations et ONG</i> Elles accordent des crédits aux tiers, sans collecter l'épargne.
Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit de Guinée (CPECG-Yètè - Mali).	Crédit Rural de Guinée (CRG SA)	Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises (3AE)
Société Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée (MIGUI)	Financial Développement (FINADEV SA)	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE)
Réseau des Caisses Communautaires d'Épargne et de Crédit de Guinée (DjamaDjigui)	JATROPHA SA	ONG SABATI FINANCE
Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Pêcheurs Artisanaux de Guinée (MECREPAG)	Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Épargne/Crédit et à l'Éducation Civique (CAFODEC Finance SA)	International Agency for Economic Développement d'Exercice des Activités de Microfinance (IASED)
Groupement d'Appui à l'Autopromotion Economique et Sociale-GIE (GAAES-GIE-NAFAYA) de Guinée.	Compagnie Financière de Guinée S.A (COFINA S.A)	TAB Finance
Caisse d'Appui aux Initiatives de Développement Economique Local (CAIDEL)	Crédit Nafa de Guinée S.A	
Coopérative de Promotion du Crédit Social Solidaire GIE (HAMI YARA)	Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires (RAFOC)	
Mutuelle de Crédit et d'Épargne SABOU GUINEE .	Atlantic Microfinance For Africa Guinea (AMIFA SA)	
Mutuelle Financière des Femmes (MUFFA).	Crédit Kash Guinée Conakry (CKGC)	
Unités MUFFA et MC2 d'AFRILAND FIRST BANQUE	WAKILY S.A.	
Faitière des Associations des Services Financiers de la Basse Guinée (FASEF BG)		

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 22. Bilans résumés comparés à fin décembre 2018 ACTIF

ACTIF		
DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE
	2017	2018
I. Or		
1. Or monétaire en dépôt	82 962 372 004	573 275 134 995
2. Or monétaire en placement	0	0
3. Or monétaire à recevoir	0	0
4. Provision dépréciation sur les avoirs en Or	0	-4 059 573 217
Or	82 962 372 004	569 215 561 778
II. Argent		
1. Argent dépôt	627 002 666	997 515 579
2. Argent en placement	0	0
3. Provision dépréciation sur les avoirs en Argents	0	0
Argent	627 002 666	997 515 579
III. Créances sur l'étranger		
1. Disponibilités D.T.S.	1 976 627 024 014	2 176 348 740 317
2. Correspondants étrangers	2 780 310 402 073	4 911 003 197 072
3. Valeurs à l'encaissement à l'étranger	183 793 014 270	204 308 609 749
4. Caisses devises	1 141 398 453 152	529 268 279 525
5. Provision pour dépréciation des valeurs en caisse devise	0	0
6. Chèque de voyage	40 353 359	40 353 359
7. Souscriptions au F.M.I.	2 684 048 188 882	2 762 804 497 320
8. Autres Souscriptions	0	0
9. Intérêts courus à recevoir	0	0
10. Provision Pour dépréciation des autres avoirs	0	0
11. Avance et Acompte Fournisseurs Etranger	0	36 502 129 390
Créances sur l'étranger	8 766 217 435 751	10 620 275 806 733
IV. Créances sur l'état		
1. Comptes de l'Administration Centrale	2 476 832 253 688	849 116 916 543
2. Comptes de l'Administration Locale	-211 594 751	-211 594 751
3. Pertes nettes de change	0	0
4. Titre d'Etat recapitalisation	0	3 449 893 862 809
5. Titres d'Etat Convention et P.net.change/2007	0	0
6. Titres Prot.BCRG/Futur/Etat	0	0
7. Titre d'Etat GNF	6 258 000 000 000	6 258 000 000 000
8. Titre d'Etat USD	0	0
9. Titre d'Etat EUR	0	0
10. Nouveaux Bons du Trésor	0	0
11. Autres Titres d'Etat	0	0
12. Autres opérations d'open market	0	0
V. Créances sur les agents économiques et financiers		
1. Prêts sur le marché monétaire	0	0
2. Portefeuille	0	0
3. Effets pris en pension	0	0
4. Escompte des Bons du Trésor	0	0
5. Escompte BDT/Formule	0	0
6. Provision des créances douteuses sur opérations du Marché monétaire	16	16
7. Compte des Banques	0	0
8. Comptes E/ses pub. n/Financières	204 697 000	-1 026 956 025
9. Comptes des Sociétés privées et Particuliers	-3 256 791 306	44 030 461 987
10. Comptes des Entreprises financières n/bancaires	0	0
11. Comptes des Entreprises d'Economie mixte	0	0
12. Intérêts courus à recevoir	0	0
13. Comptes d'avance du personnel	31 143 885 737	85 541 434 639
14. Titres de placement	0	0
15. Provision pour dépréciation sur les comptes de titres de placement	0	0
16. Autres créances	21 230 176 254	27 687 340 898
VI. Comptes de régularisation et divers		
1. Fournisseurs Avances et Acomptes	244 547 027 435	281 410 284 091
2. Produits à recevoir	153 013 795 074	196 113 920 001

ACTIF		
DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE
	2017	2018
3. Charges payées d'avance	7 528 864 964	10 972 753 163
4. Autres comptes de régularisation Actif	0	0
5. Dépenses à régulariser	30 687 929 411	32 031 529 239
6. Débits à régulariser	23 910 082 786	23 901 428 851
7. Provision pour dépréciation sur les comptes des DAR	-22 016 179 947	-37 133 404 437
8. Débiteurs divers	131 003 709	8 163 195 710
9. Provision pour dépréciation sur les comptes de débiteur divers	-119 582 499 449	-114 945 308 136
10. Provision pour dépréciation sur les comptes de personnel et comptes rattaches et DAR Manquants	-5 093 308 785	-7 101 483 912
11. Stocks des consommables	19 245 364 765	15 355 029 240
12. Or non monétaire	17 528 874 752	477 184 735 776
13. Autres matières précieuses	98 746 665	117 669 644
14. Stock de billets et jetons	89 055 693 686	93 160 853 736
15. Stock pièces commémoratives et de collection	0	0
16. Provisions pour dépréciation sur les comptes des Stocks	0	0
17. Compte Fonds en Route	0	0
18. Comptes de liaison siège et agences	0	0
19. Chèques et Virements à payer	1 908 425 866 754	141 039 050 895
20. Différence de conversion Actif	0	0
21. Ecart de conversion des avoirs Actif	1	1
22. Instruments Optionnels achetés	0	0
23. Comptes de Passage ente entités	577 048 456 263	217 755 704 743
24. Reprise CDL	0	0
25. Comptes de contrevaieur en devise (EasyOpen)	0	0
26. Suspens de migration débiteurs	0	0
27. Comptes de Suspens	743 679 200	2 335 041 599
28. Comptes d'ajustement	0	0
29. Provision pour dépréciation sur autres comptes d'opérations diverses	-1 529 795 558	0
VII. Immobilisations		
1. Charges immobilisées	0	0
2. Immobilisations incorporelles	4 974 204 957	4 977 912 757
3. Immobilisations Corporelles	180 942 061 589	295 904 824 305
4. Immobilisations financières	78 892 926 437	103 841 972 343
5. Avance et Acomptes Versés sur Immobilisation	0	0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 23. Bilans résumés comparés à fin décembre 2018 PASSIF

PASSIF		
DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE
	2017	2018
I. Billets et monnaies en circulation		
1. Emission	-9 580 325 652 865	-9 736 273 152 865
2. Billets en caisse BCRG	1 843 223 714 953	1 393 259 217 254
3. Billets à détruire	0	0
4. Destruction automatique des billets	412 474 513 000	246 472 235 000
II. Engagements envers l'étranger		
1. Chambre de compensation de l'AO	-91 220 609	-88 457 866
2. Correspondants étrangers	-5 134	-5 178
3. Valeurs tirées sur l'étranger non disponibles	0	-783 564 276
4. Devises espèces à transférer	-1 070 983 162	-548 193 943
5. Organismes internationaux et bilatéraux	-5 594 649 290 193	-6 009 975 222 144
6. Représentations diplomatiques	-1 157 007 486	-455 380 259
7. Autres engagements envers l'Etranger	-15 242 962 318	-15 367 532 938
8. Fournisseurs étrangers à payer	0	-17 878 293 336
9. Intérêts courus à payer	0	0
III. Engagements envers l'état		
1. Comptes de l'Administration Centrale	-702 353 754 733	-1 039 223 215 419
2. Comptes de l'Administration locale	-77 725 810 743	-95 023 344 836
3. Autres engagements envers l'Etat	-11 131 677	-7 057 960
IV. Fonds de contrepartie		
1. Fonds de contrepartie Trésor	-27 754 563 191	-29 028 692 153
2. Fonds de contrepartie soviéto-guinéen	0	0
V. Engagements envers les agents économiques et financiers		
1. Emprunts sur le Marché Monétaire	0	0
2. Opérations d'interface sur le marché monétaire	0	0
3. Mise en pension de Titres et Effets	0	0
4. Comptes de la clientèle Banques	-3 003 714 516 441	-3 304 448 708 505
5. Comptes des Entreprises Publiques non financières	-20 551 119 663	-211 444 500 812
6. Comptes des Sociétés Privées et des particuliers	-760 852 672 093	-224 405 333 062
7. Comptes des Entreprises publiques financières non bancaires	-749 987 563	-508 095 370
8. Comptes des Entreprises d'économie mixte	-2 885 742 629	-890 921 897
9. Comptes des Projets et Programmes	0	413 976 202
10. Autres comptes de Dépôts	0	0
11. Rémunération à payer	-3 958 061 172	-777 406 837
12. Charges sociales à verser	-527 297 359	-1 269 887 130
13. Retenue et traitement sur salaire	-246 780 663	-246 780 663
14. Versement Forfaitaire	0	0
15. Intérêt courus à payer	0	0
VI. Comptes de régularisation et divers		
1. Fournisseurs et comptes rattachés	-42 164 612 553	-54 621 117 350
2. Retenues sur salaires du Personnel	-8 535 063 478	-17 659 500
4. Valeurs compensées	0	0
5. Produits perçus d'avance	-205 690	-205 690
6. Charges à payer	0	-130 001 843
7. Autres comptes de régularisation Passif	0	0
8. Recettes à régulariser	-2 499 575 456	-680 953 897
9. Crédits à régulariser	-242 520 249 353	-504 069 977 870
10. Valeurs à l'encaissement non disponibles en Guinée	-179 456 531	-6 141 153 232
11. Dépôts et cautions reçus à LMT	-9 775 804 599	-10 225 804 599
12. Comptes de liaison agences	-379 000 000	-366 294 117
13. Compte Fonds en Route	-440 000	-1 955 000
14. Chèques et Virements à payer	-98 102 837 927	-137 412 148 162
15. Crédoeurs Divers	0	0
16. Différence de conversion Passif	0	0
17. Ecart de conversion des Avoirs Passif	-2	-1
18. Instruments Optionnels Vendus	0	0
19. Comptes de passage entre entités	-2 395 602 620 815	-231 117 857 581
20. Reprise CDL	0	0

PASSIF			
DESIGNATION	EXERCICE		
	2017	2018	
21. Comptes de contrevaieur en devise (EasyOpen)	-1		1
22. Suspens de migration crédeur	0		0
23. Comptes de Suspens	-23 877 990		-729 729 836
24. Comptes d'ajustement	0		0
25. Comptes Contrôle de réception	749 344 397		-1 359 676 325
VII. Capitaux propres			
1. Capital	-200 000 000 000		-3 157 727 934 507
2. Réserves et Fonds Social	-127 703 437 543		-257 863 508 472
3. Report à nouveau	0		0
4. Subventions d'investissement	0		0
5. Subventions d'investissement virées au compte de résultat	0		0
6. Ecart de Réévaluation	-20 968 334 792		-18 227 838 389
7. Fonds de Réévaluation des réserves de change	0		0
8. Provisions R&C	-6 265 656 764		-6 308 275 466
Résultat en instance d'affectation			
Résultat en instance d'affectation	0		0
Résultat	-130 160 070 931		-213 105 648 986
TOTAL PASSIF	20 822 302 231 768		23 648 606 059 815

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 24. Comptes d'exploitation résumés comparés à fin décembre 2018

PRODUIT			
DESIGNATION	EXERCICE		
	2018	2017	
I. PRODUITS			
1. Intérêts créditeurs	-839 780 882 932		-460 704 945 561
Intérêts sur découverts exceptionnels	-3 393 207 940		-5 750 944 422
Intérêts sur concours à l'économie	-102 260 093 019		-240 614 690 550
Intérêts sur titre de Recapitalisation	-492 165 928 302		0
Intérêts sur titres et opérations avec le	0		0
Marché Monétaire			
Intérêts sur correspondants Etrangers	-45 845 733 671		-18 223 390 589
Intérêts reçus sur Titrisation et Opérations	-196 115 920 000		-196 115 920 000
OM			
Intérêts sur opérations avec le FMI	0		0
2. Commissions	-151 336 291 566		-84 900 522 295
Commissions sur tenue de comptes	0		0
Commissions de change	-111 121 801 609		-39 443 357 214
Commissions sur crédit documentaire	0		0
Autres commissions, Services	-40 214 489 957		-45 457 165 081
Commissions sur achat de métaux	0		0
précieux			
Commissions sur opérations avec le FMI	0		0
3. Ventes de publications	-7 500 000		0
4. Autres Produits d'exploitation Résidents	0		-2 483 098 135
5. Autres Produits d'exploitation Non-résidents	0		0
6. Autres produits sur services extérieurs	-11 771 724 155		-14 638 265 732
7. Production immobilisée	0		0
8. Reprises d'amortissements et provisions	-7 167 314 934		-8 033 300 382
9. Pénalités	-2 173 617 959		-1 281 898 711
10. Transferts de Charges	0		0
11. Produits et profits exceptionnels	-1 395 242 832		-162 403 987 269
I. PRODUITS	-1 013 632 574 378		-734 446 018 084

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 24. (suite)- Comptes d'exploitation résumés comparés à fin décembre 2018

CHARGE		
DESIGNATION	EXERCICE 2018	EXERCICE 2017
II. CHARGES		
1. Charges du personnel	183 207 951 548	187 792 826 985
2. Services extérieurs et charges diverses	141 206 131 384	129 362 076 482
Locations, charges locatives et de copropriété	3 022 728 574	3 497 227 900
Entretien et réparations	35 561 002 723	25 962 314 661
Primes d'assurance	3 732 372 276	4 531 945 345
Etudes, recherches et documentation	4 978 402 203	1 428 068 500
Publicités, publications et relations	1 271 743 042	1 994 322 153
publiques		
Frais de poste et télécommunications	4 422 012 999	2 238 308 885
Transports	1 408 309 000	1 981 861 754
Charges du personnel extérieur	3 476 833 782	3 605 788 358
Rémunération d'intermédiaires et de	16 553 258 777	16 205 240 596
conseils		
Frais de formation	2 655 293 215	3 777 296 991
Redevances pour brevets, licences et	0	2 607 191 437
logiciels		
Louages de services, dépôts de signes	0	0
monétaires		
Services extérieurs divers	54 294 159 500	52 282 116 978
Jetons de présence et rémunérations des	800 000 000	800 000 000
conseils et comités		
Cotisations, subventions et dons à des tiers	8 428 123 277	7 999 464 124
Autres charges diverses	601 892 016	450 928 800
Charges sur gestion de métaux précieux	0	0
3. Achats et variation des stocks	113 734 482 066	119 096 893 294
Frais de Fabrication de signes monétaires	43 928 877 587	66 820 747 467
Achats de matières précieuses	0	0
Achats de fournitures stockés et divers	38 596 462 585	18 645 772 837
Achats de pièces commémoratives	0	0
Achats de pièces de collection	0	0
Eau, Electricité et gaz	4 900 913 596	4 422 387 063
Carburants et lubrifiants	23 837 645 633	22 491 887 196
Produits pharmaceutiques	460 238 045	4 454 425 871
Petits équipements et outillages	760 344 620	1 240 197 910
Diverses fournitures non stockées	1 250 000 000	1 021 474 950
4. Charges financières	105 867 805 931	39 864 866 761
Charges sur opérations de trésorerie et	12 286 603 150	9 857 154 939
opérations interbancaires		
Charges sur opérations avec le FMI	10 185 687 000	5 527 098 815
Charges sur autres comptes de	2 100 916 150	4 330 056 124
correspondants		
Charges sur opérations avec les	0	0
Institutions Etrangères		
Charges sur autres engagements	0	0
Autres charges sur trésorerie et opérations	0	0
interbancaires		
Charges sur opérations avec la clientèle	0	0
Charges sur comptes ordinaires	0	0
Charges sur comptes de dépôts des	0	0
Banques et Institutions étrangères		
Charges sur autres opérations de politique	0	0
monétaire		
Charges sur opérations sur titres et sur	0	0
opérations diverses		
Charges sur comptes d'actif immobilisé	0	0
Charges sur opérations de changes	93 581 202 781	30 007 711 822
Charges sur opérations hors bilan	0	0
5. Dotations aux amortissements	32 098 973 962	29 388 187 844
6. Dotations aux provisions	219 080 037 342	90 720 463 696
DEP des comptes d'opération de trésorerie et	198 654 146 466	1 896 368 216
d'opérations interbancaires		
DEP des comptes de la clientèle	19 211 512 991	467 121 597

DESIGNATION	CHARGE	
	EXERCICE 2018	EXERCICE 2017
DEP des comptes des opérations sur titres et d'opérations diverses	1 100 000 000	88 311 290 030
Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes d'actif immobilisé	0	0
Dotations aux provisions pour risques et charges	114 377 885	45 683 853
7. Impôts et taxes	2 741 797 640	2 538 012 342
Impôts et taxes directs (Sauf sur résultat)	2 693 294 327	2 506 612 342
Impôts et taxes indirects	0	0
Taxes diverses	48 503 313	31 400 000
8. Charges Exceptionnelles	2 589 749 121	5 522 638 702
II. CHARGES	800 526 928 993	604 285 966 106
Résultat d'exploitation	-214 300 155 274	26 721 277 638
Résultat Exceptionnel	1 194 506 289	-156 881 348 567
**** Résultat de l'exercice ****	-213 105 648 985	-130 160 070 929

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 25. Comptes d'exploitation condensés comparés à fin décembre 2018

DESIGNATION	PRODUIT	
	EXERCICE	EXERCICE
	2018	2017
I. PRODUITS		
1. Intérêts créditeurs	-839 780 882	-460 704 945 561
	932	
2. Commissions	-151 336 291	-84 900 522 295
	566	
3. Ventes de publications	-7 500 000	0
4. Autres Produits d'exploitation Résidents	0	-2 483 098 135
5. Autres Produits d'exploitation Non-résidents	0	0
6. Autres produits sur services extérieurs	-11 771 724	-14 638 265 732
	155	
7. Production immobilisée	0	0
8. Reprises d'amortissements et provisions	-7 167 314 934	-8 033 300 382
9. Pénalités	-2 173 617 959	-1 281 898 711
10. Transferts de Charges	0	0
11. Produits et profits exceptionnels	-1 395 242 832	-162 403 987 269
II. CHARGES		
1. Charges du personnel	183 207 951	187 792 826 985
	548	
2. Services extérieurs et charges diverses	141 206 131	129 362 076 482
	384	
3. Achats et variation des stocks	113 734 482	119 096 893 294
	066	
4. Charges financières	105 867 805	39 864 866 761
	931	
5. Dotations aux amortissements	32 098 973 962	29 388 187 844
6. Dotations aux provisions	219 080 037	90 720 463 696
	342	
8. Charges Exceptionnelles	2 589 749 121	5 522 638 702
Résultat d'exploitation	-214 300 155	26 721 277 638
	274	
Résultat Exceptionnel	1 194 506 289	-156 881 348 567
Résultat de l'exercice	-213 105 648	-130 160 070 929
	985	

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 26. Bilan condensé comparé à fin décembre 2018 (en milliards de GNF)

DESIGNATION	2017	2018	Variation 2018 / 2017	
			Montant	%
ACTIF				
I. Or	82,96	569,22	486,25	586,11
II. Argent	0,63	1,00	0,37	59,09
III. Créances sur l'étranger	8 766,22	10 620,28	1 854,06	21,15
IV. Créances sur l'état	8 734,62	10 556,80	1 822,18	20,86
V. Créances sur les agents économiques et financiers	49,32	156,23	106,91	216,76
VI. Comptes de régularisation et divers	2 923,74	1 340,36	-1 583,38	-54,16
VII. Immobilisations	264,81	404,72	139,92	52,84
TOTAL ACTIF	20 822,30	23 648,61	2 826,30	13,57
PASSIF				
I. Billets et monnaies en circulation	-7 324,63	-8 096,54	-771,91	10,54
II. Engagements envers l'étranger	-5 612,21	-6 045,10	-432,89	7,71
III. Engagements envers l'état	-780,09	-1 134,25	-354,16	45,40
IV. Fonds de contrepartie	-27,75	-29,03	-1,27	4,59
Engagements envers les agents économiques et financiers	-3 793,49	-3 743,58	49,91	-1,32
VI. Comptes de régularisation et divers	-2 799,03	-946,87	1 852,16	-66,17
VII. Capitaux propres	-354,94	-3 440,13	-3 085,19	869,22
Résultat en instance d'affectation	0,00	0,00	0,00	
Résultat	-130,16	-213,11	-82,95	63,73
TOTAL PASSIF	20 822,30	23 648,61	2 826,30	13,57

Source : Banque Centrale de la République de Guinée